

Les conséquences, extérieures et intérieures, de la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev

## L'armée rouge et ses alliés

Le pacte de Varsovie est remis à mal à son tour. Les demandes quasi simultanées de retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie lui portent en effet un coup très dur.

Il est vrai qu'aucun de ces trois pays ne songe, pour le moment du moins, à sortir du pacte. En ce qui concerne la Pologne, d'ailleurs, la demande de retrait soviétique émane de M. Lech Walesa, le président de Solidarité, qui vient d'être invité à Moscou, non du gouvernement de son ami M. Mazowiecki. Ce pays a en outre un intérêt évident à maintenir plus longtemps que les autres son alliance avec l'URSS pour garantir sa frontière occidentale après l'inévitable réunification allemande.

CELA dit, alliance ne signifie pas occupation, et la présence de l'armée rouge en Europe centrale, déjà sujette à caution - tout comme celle des États-Unis à l'ouest - du fait de la détente en cours, paraît d'autant moins désirable qu'elle servait surtout à défendre un système politique aujourd'hui en voie de liquidation partout. Même sur le plan militaire, un nombre croissant de pays seront sans doute tentés par un statut de neutralité à l'autrichienne, meilleur ticket d'entrée dans une communauté européenne infiniment plus attractive qu'un Comecon lui aussi en décomposition.

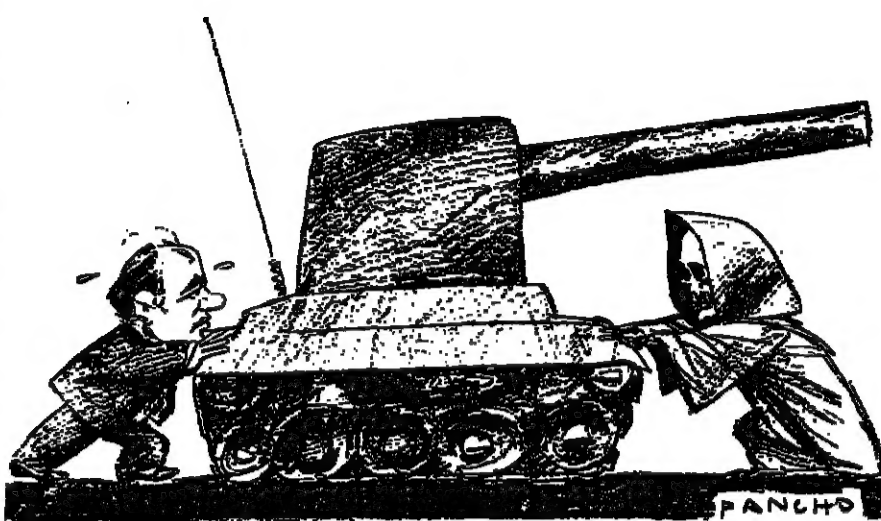
Sans rejeter en principe ces demandes de retrait, et tout en procédant à des réductions unilatérales, Moscou cherche à gagner du temps en invoquant l'équilibre Est-Ouest et les négociations en cours à Vienne sur les forces conventionnelles en Europe (CFE). L'argument est valable là où ses forces stationnent lorsque l'alliance atlantique s'est constituée, en 1949, mais pas pour la Tchécoslovaquie, un pays qui fut occupé unilatéralement en 1968 sans aucune contrepartie de l'autre côté.

La condamnation de cette même intervention par tous les participants de l'époque devrait donc entraîner une évacuation également unilatérale, et c'est ce que le nouveau gouvernement tchèque est allé plaider à Moscou. Les conversations ont été « suspendues » jusqu'au début de février, mais l'on voit mal comment M. Gorbatchev pourrait se dérober. D'autant que pour parvenir au plafond de 350 000 hommes qu'il a lui-même proposé pour les effectifs stationnés hors de leur territoire en Europe, le président soviétique devra précisément liquider ses contingents en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie et encore réduire son corps de troupe en RDA, fort à lui tout seul de quelque 380 000 hommes.

Il est vrai que M. Gorbatchev a déjà bien assez à faire pour sauver son empire « intérieur ». Mais c'est justement une des raisons pour lesquelles les anciens sujets de son empire « extérieur », inquiets des menaces qui pèsent sur la perestroïka et sur son chef, souhaitent des engagements rapides de Moscou.

## L'Azerbaïdjan est en rébellion ouverte contre le gouvernement soviétique

La situation ne cesse de s'aggraver au Caucase. L'Azerbaïdjan est désormais en rébellion ouverte contre le gouvernement soviétique. Les forces de l'ordre envoyées sur place sont paralysées, et le siège à Bakou du comité central du PC azerbaidjanais - où se trouve l'envoyé spécial du Kremlin, M. Primakov - est encerclé depuis jeudi soir 18 janvier par des dizaines de milliers de manifestants. Les affrontements se poursuivent entre Azéris et Arméniens, et l'agence Tass parle de « catastrophe nationale » si « l'actuelle tragédie n'est pas arrêtée ». Le conflit en Azerbaïdjan fait d'autre part peser de graves menaces sur la politique énergétique soviétique.



Lire page 4 l'article de Bernard Gauthier

## L'année de tous les périls

par Michel Tatu

Autant 1989 a été l'année de l'Europe centrale, autant 1990 s'annonce comme l'année de l'URSS. Mais aussi comme l'année de tous les périls, tant pour l'empire que pour la perestroïka et pour son chef.

On s'en voudrait d'accabler l'homme qui a libéré l'Europe centrale, évacué l'Afghanistan et réglé quelques importants problèmes de politique étrangère, qui a largement affranchi la culture et les médias soviétiques des tabous du passé et dont le prestige est au zénith à l'extérieur. Et pourtant c'est bien le même homme qui a échoué à peu près partout chez lui, au point que son sort se joue sans doute en ce moment.

L'échec, en effet, est patent. Commencés il y a bientôt deux ans, les troubles ethniques de Transcaucasie sont allés constamment en s'aggravant, sans qu'aucune des solutions - ou des non-solutions - proposées par Moscou (un comité d'administration directe du Haut-Karabakh par exemple, dissous quelques mois après sa création) ait apporté le moindre apaisement.

L'indépendance des pays baltes était dans l'air depuis un an : M. Gorbatchev n'y a opposé que de vaines exhortations, cédant si peu et si tard que sa proposition de « fédération rénovée » a perdu sa crédibilité. Même son allusion au multipartisme, bienvenue en soi, venait trop tard et surtout au mauvais endroit : ses auditeurs baltes, qui s'étaient servis tout seuls en créant toutes sortes de partis et mouvements, n'avaient plus besoin de ce « cadeau » : pour eux, le problème du parti unique est propre à « la Russie », il n'est déjà plus le leur.

Lire la suite page 4

- HONGRIE : la visite à Budapest de M. François Mitterrand
- POLOGNE : accélération des réformes économiques et politiques page 3
- BULGARIE : inculpation de M. Jivkov
- ROUMANIE : l'annulation du référendum sur la « mise hors la loi » du PC et sur le rétablissement de la peine de mort
- YOUGOSLAVIE : préparation du congrès de la Ligue des communistes page 5

## Menaces sur le pétrole

par Véronique Maurus

Dramatiques en eux-mêmes, les événements d'Azerbaïdjan constituent aussi pour l'Union soviétique une menace économique réelle.

La poursuite des émeutes risque en effet de compromettre l'approvisionnement énergétique du pays, déjà très fragile, et de réduire ainsi à néant la marge de manœuvre des réformateurs de l'économie. La contrainte énergétique, oubliée en Occident, reste en effet majeure dans les pays de l'Est et en premier lieu en URSS.

Pénuries graves de carburant pour l'aviation en Sibérie, coupures d'électricité en Géorgie, baisse massive (de 25 % à 50 %) en janvier des livraisons de pétrole à la Roumanie et à la Bulgarie, réduction sensible des ventes de brut et de produits raffinés à l'Occident : depuis la fin de l'année 1989 les signaux d'alarme se multiplient.

L'Union soviétique est en train de vivre une sévère crise énergétique, entraînant à sa suite la plupart des pays d'Europe de l'Est. Une crise prévue de longue date par les experts et longtemps contenue à coups d'expédients coûteux mais qui semble éclater à la faveur de la perestroïka et des changements de politique énergétique décidés par l'équipe de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Après vingt ans de croissance quasi ininterrompue, la production de pétrole soviétique (12,48 millions de barils/jour en 1988) décline depuis l'an dernier (de -3 % à -4 % environ) et rien ne laisse prévoir un redressement cette année.

La chute de la production pourrait être accélérée par les événements d'Azerbaïdjan.

Lire la suite page 25 - section C

## Arrestation du maire de Washington

Le maire noir de la capitale fédérale, M. Marion Barry, a été arrêté en flagrant délit dans un motel de Washington alors qu'il achetait de la drogue. Les ennemis de cet édile, aussi charismatique que controversé, pourraient profiter à son vieil ami, M. Jesse Jackson, qui convoite son poste depuis longtemps.

Lire l'article de Jan Krauze page 7

## Les derniers bastions du marxisme-léninisme

IV. - Corée du Nord : « Verrouiller » à l'intérieur, entrouvrir à l'extérieur page 6

## La RDA à La Villette

Deux cents artistes d'Allemagne de l'Est à Paris pendant trois jours page 11 - section B

## Nouvelle-Calédonie

Le congrès du FLNKS en quête de président et d'unités page 10

## La grève dans les hôpitaux

Un service minimum est assuré dans les services d'urgence page 13 - section B

## Fonction publique

M. Durafour augmente l'enveloppe destinée à la réforme de la grille page 23 - section C

## La concurrence dans le transport aérien

Le rachat d'UTA par Air France intervient dans un contexte de déréglementation mondiale page 26 et 27 - section C

## Concentration dans la pharmacie

Rhône-Poulenc va racheter l'américain Rorer page 23 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38 - section C

## Villas corses entre fraude et laxisme

L'Etat renforce son contrôle, certains élus l'approuvent, mais l'affairisme remplace parfois le clientélisme

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Sur la route des Sanguinaires, à quelques kilomètres d'Ajaccio, on prépare un nouveau lotissement : une trentaine de villas sur un site privilégié, tout près de la mer, le dos à la montagne. Pour attirer les acheteurs potentiels, une pancarte ornée d'un dessin, accrochée au portail déjà construit du lotissement, montre

une maison bâtie sur un rocher, directement les pieds dans l'eau.

Cela ne correspond pas à la réalité, et, d'ailleurs, une telle construction serait illégale, en vertu de la loi sur la protection du littoral de janvier 1986, qui interdit les constructions à moins de 100 mètres du rivage. Alors, sur la pancarte, il est écrit en gros : « Illustration non contractuelle ».

Dans le contexte actuel de la Corse, on ne sait pas trop s'il faut sourire ou grimacer devant cette démonstration d'humour sans doute involontaire : depuis quelques temps - et quelques bombes - on ne badine plus avec les violations des règles de l'urbanisme... Encore qu'il soit difficile de mesurer l'ampleur du problème.

Qui croire ? L'ex-FLNC, qui détaille dans ses communiqués les détournements de procédure autour des objectifs attaqués ?

Ou bien le nouveau directeur de l'équipement de Corse-du-Sud, M. Claude Hazam, qui affirme que « ce qui se passe ici n'est pas différent, contrairement à ce qu'on peut penser, de ce qui se passe sur le continent » ? Ce vieil élu communiste qui dit en maugréant : « C'est le pays de la dérogation, ici, tout est possible pourvu qu'on soit bien introduit » ? Ou bien le préfet de région et de Corse-du-Sud, M. Jean-Gilbert Marzin, qui lance « avec nous, pas de dérogations » ?

De la construction sans permis au permis indûment accordé en passant par les permis détournés de leur objet initial, la gamme des irrégularités possibles est large. Traditionnellement, dans la société politique clientéliste de l'île, les maires corses sont réputés souples, voire laxistes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Lire la suite page 9

## SANS VISA

Fiebre de For sur les bords du Madre-de-Dios en Amazonie péruvienne

■ Escapes ■ La table ■ Jeux

pages 17 à 20 - section B

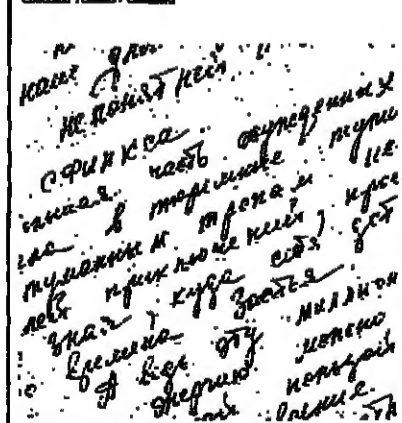
GALLIMARD

## Lettres des profondeurs de l'URSS

Le courrier des lecteurs d'Ogoniok

Présenté par Irène Commau-Ruffin

Odette Thibaut / Gallimard



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 11 kr. ; Finlande, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## DÉBATS

Haut-Karabakh

## Un point de vue azéri

par Umm El Banine

Le problème épineux du Haut-Karabakh est toujours présent au seul point de vue arménien, forcément partial.

En réalité, le Karabakh et le Haut-Karabakh (jardin noir en Azéri, ce qui en dit long sur ses origines) n'ont jamais appartenu à l'Arménie. Si le Haut-Karabakh comprend une forte population arménienne, cela provient d'un accord conclu au XIX<sup>e</sup> siècle entre le tsar Nicolas I<sup>er</sup> et le shah d'Iran qui stipulait le transfert d'un nombre important d'Arméniens au Karabakh et en Transcaucasie pour diminuer d'autant la population chrétienne en Perse chite.

Les prétentions arméniennes ont débuté après 1918 quand, à la faveur de la guerre civile russe, furent constituées les trois Républiques du Caucase : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie, qui se proclamaient indépendantes de la Russie. Apparaissant ces pays faisaient partie, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'Empire russe, et les prétentions de l'Arménie ne pouvaient s'exprimer d'aucune manière.

Pendant les années 1920 et 1930, ces Républiques furent reconquises par la Russie devenue soviétique, entre-temps et connurent dès lors le régime commun à toutes ses composantes.

Ce qui n'empêcha pas qu'à la fin de l'année 1920 l'Arménie soulevât quand même le problème du Karabakh. Cette fois-ci, elle n'exigeait que le cinquième, c'est-à-dire précisément le Haut-Karabakh, dont la population était en majorité arménienne.

À la suite de ces exigences, le bureau caucasien du Parti communiste se trouva, au début de juillet 1921, face à ce dilemme : laisser le Haut-Karabakh (soulevons ce terme) à l'Arménie ou l'incorporer à l'Azerbaïdjan ou l'incorporer à l'Arménie. D'abord prévalut la dernière proposition : mais comme le gouvernement azéri présidé par Narimanov exigeait que la question fût soumise à

Moscou, Ordjonikidze et Nazaretyan décidèrent de reconsidérer la question. Ce ne fut donc pas Staline — thèse soutenue par les Arméniens — qui laissa le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan. Certes, il eût aimé le faire pour des raisons tactiques : en échange de l'incorporation du Haut-Karabakh aux Arméniens, il aurait pu satisfaire les prétentions de la Géorgie sur certaines régions (n'oublions pas qu'il était géorgien quand même) ; mais il dut reculer quand Narimanov exigea que l'on soumette cette question à Lénine en personne.

Après 1921, on vit cette situation paradoxale : les Azéris vivant en Arménie (six cent mille) et en Géorgie (cinq cent mille) ne repurent pas l'autonomie alors que les Arméniens vivant au Karabakh la repurent.

## Ce dont personne ne parle

N'oublions pas d'autre part qu'au cours du dernier millénaire l'Arménie ne fut indépendante qu'entre 1918 et 1920, comme nous l'avons déjà noté, et que le Haut-Karabakh n'en faisait aucunement partie. L'Arménie voulait se l'approprier non pour des raisons économiques, sociales ou religieuses, mais à seule fin d'agrandir son territoire.

Il est un autre aspect que j'aimerais souligner à titre de témoignage personnel, aspect dont jamais personne ne parle.

Si les Arméniens ont été des victimes dans l'Empire Ottoman, sans possibilité de rétorsion, il en allait tout autrement en Azerbaïdjan. Ils y disposaient de ce que l'on pourrait appeler un droit de réponse. Les Russes ne voyant aucun inconvénient à laisser s'affronter et s'entretenir les deux ethnies, l'une musulmane, l'autre chrétienne.

Et c'est ainsi qu'en 1905, lors de la première révolution, les Arméniens, soutenus par les révolutionnaires, purent se livrer à des massacres sur la population azérie. Ma mère, enceinte, dut fuir Bakou pour se réfugier dans une région lointaine où il n'y avait ni médecins ni hôpitaux, où elle accoucha et mourut faute de soins. L'enfant c'était moi.

En 1918, lors de la révolution d'octobre, les Arméniens du parti d'extrême gauche, les Dashaktsian, cette fois encore soutenus par les rouges, se livrèrent à des massacres d'Azéris, ce qui obligea ma famille à fuir dans des conditions très difficiles, en Perse.

► M<sup>me</sup> Banine, écrivain d'origine azérie, vit en France.

Parti communiste français

## A-t-il mérité cela ?

par Danielle Bleitrach

DANS les colonnes du Monde, récemment, Antoine Vitez s'interrogeait : « Avons-nous mérité cela ? » Qui, nous ? Ceux qui, comme lui, tout en n'étant plus membres du PCF, se reconnaissent dans une sensibilité communiste. Il serait facile de démontrer à Antoine Vitez qu'il a choisi de quitter le parti dans un moment où pour les intellectuels une telle fuite pouvait se traduire par des avantages, qu'il n'a pas manqué lui-même d'en bénéficier et qu'à ce titre il est mal venu de se part de donner des leçons à ceux qui ont choisi un chemin plus difficile. Mais je préfère retenir de sa profession de foi cette sensibilité communiste qui nous est com-

mun. Non, c'est vrai, nous communistes français qui n'avons jamais trempé dans aucune atteinte aux libertés, qui avons — au contraire — subi des représailles injustes dont la moindre n'est pas la désinformation actuelle des médias, nous n'avons pas mérité que l'on nous identifie à aucune tyrannie.

Mais que les autres, Georges Marchais a mérité un tel traitement. C'est lui qui pose la première fois, dans le *Défi démocratique*, la question du caractère indissoluble du socialisme et de la liberté. Il impulse l'abandon de la dictature du prolétariat, même un combat honorable dans le mouvement communiste pour que cette exigence du Parti communiste soit reconnue, acceptée. Un exemple récent me permet d'illustrer mon propos : quand, au mois de septembre, lors de la Fête de l'Humanité, en 1989, il fait un discours à la Cité internationale, les événements qui vont se succéder à l'automne dans les pays socialistes n'ont pas encore commencé, du moins en Europe. Pourtant — il suffit de relire ce discours — il s'engage dans la défense des transformations nécessaires, sur le plan économique, démocratique. Il affirme déjà que les problèmes ne proviennent pas de ceux qui comme Gorbatchev qui ont choisi la voie courageuse de la perestroïka mais de ceux qui, par inertie, par goût du pouvoir, ont refusé et refusent de changer les choses. Je pourrais multiplier les exemples de ce type concernant Georges Marchais, alors je réponds à Antoine Vitez : je ne sais pas ce que nous avons mérité, vous et moi, mais je sais que Georges Marchais n'a pas mérité cette campagne de haine dont il est l'objet.

Antoine Vitez se revendique communiste, j'en suis heureuse, mais cela ne se décrit pas : être communiste, c'est refuser l'injustice. Comment peut-il contribuer par un écrit indigne de lui à cette campagne qui fait songer au « quart d'heure de haine » de 1984 d'Orwell ?

Je ne suis pas une « groupie » de Georges Marchais, mais je revendique pour lui, comme pour tout individu, le droit à un jugement digne, équilibré, de sa propre action, cela fait partie de mon

souci communiste de justice mais aussi de liberté. Un peuple auquel on tente d'insuffler une haine virale, absurde, n'est pas un peuple libre.

Nous avons vu des hommes politiques trahir leurs propres engagements, renier leur folle jeunesse de soixante-huitards déjà anticomunistes, on ne peut rien reprocher de tel à Georges Marchais, et l'art que les médias mettent à traquer ses petites phrases en oubliant le contexte global de ses déclarations, de ses actions, ne peut diminuer le fait qu'il s'est toujours situé, comme les communistes français, du côté de la justice, de la liberté, de la paix. Je crains que l'on ne se conduise avec lui comme avec les « dix de Billancourt », leur imputant des « crimes » qu'ils n'ont pas commis pour mieux détruire l'usine. Le projet explique l'éclatement contre les hommes.

Enfin, Antoine Vitez croit-il être encore communiste quand à la fin de son méchant article il préconise de faire table rase du parti ? En espérant que — peut-être — quelque chose surgira ? Je suis d'une région frappée par la crise, le chômage. Grâce à l'action ténue, opiniâtre, de la CGT et des communistes, peut-être le chantier naval de La Ciotat va-t-il revivre, des emplois vont-ils être créés. En avons-nous assez entendu des sarcasmes sur notre passivité ? Le *Méridional*, journal de droite, a même parlé de KGB, d'argent blanchi de la drogue à ce propos. Est-ce que l'espérance rendrait pour des milliers de chômeurs si les communistes n'avaient pas eu le courage de résister, y compris à l'air du temps ?

Antoine Vitez veut prendre le risque « esthétique » qu'il n'y ait plus de parti ? Qu'est-ce que cela changerait à sa vie ? N'étant plus encombré par la trivialité de ces luttes, il pourrait retrouver la coquetterie du marxisme, peut-être monter du Brecht comme il s'apprête à le faire ?

Allons, Antoine Vitez, encore un effort pour être communiste ! Le plus drôle, c'est que j'en crois capable.

► Danielle Bleitrach est maître de conférences à l'université de Provence, membre du comité central du PCF.

## TRAIT LIBRE



« Souriez. La loi martiale à Pékin a été levée... Quiconque ne sourit pas sera exécuté... » (Newsweek, 22 janvier.)

## Bibliographie

## La « force de convaincre » de Philippe Séguin

« J'ai toujours essayé de me sortir de quelque chose ». Ce refus de l'enfermement, cette obsession de l'indépendance, cette volonté d'originalité, ce goût de la solitude, M. Philippe Séguin les illustre dans le livre d'entretiens avec notre confrère Pierre Servet qu'il vient de publier sous le titre — qui est un acte de foi — *La Force de convaincre*. Or cette conversation autobiographique qui paraît à un moment opportun est à la fois une confession psychologique et un manifeste politique.

La carrière déjà bien remplie de ce Français de Tunisie né en 1943 débute par des sentiments spontanément « algériens », par un flirt avec la SFIO rompu pour cause d'anti-déferisme, et se poursuit par une adhésion au gauchisme jamais démentie malgré une relative séduction barriste. C'est pour toutes ces raisons que l'ancien ministre de M. Chirac refuse le manichéisme et souhaite « réinventer le débat politique », puisque, selon lui, « les affronte-

ments idéologiques sont passés de mode ». Et pourtant il souhaite que « le gauchisme réponde aux aspirations des Français ».

Philippe Séguin, en concevant ce livre, au printemps dernier pensait sans aucun doute à ce qui allait se passer le 9 janvier, puisqu'il justifie (page 56) son alliance avec M. Pasqua. Le député des Vosges adhère totalement à la proposition du sénateur des Hauts-de-Seine de désigner un candidat unique de l'opposition pour l'élection présidentielle, mais il ajoute : « La conclusion logique de la proposition Pasqua, c'est la fusion de tous les partis de l'actuelle opposition ».

Il juge même que M. Pasqua dit la même chose que M. Millon, « avec peut-être des arrière-pensées différentes ». Il précise aussi que cette réforme empêchera éventuellement le président du RPR d'être candidat à l'Elysée. Car au concept de parti traditionnel il préfère celui de « force poli-

tique moderne » représentant l'ensemble de la société française. Philippe Séguin pense-t-il à lui-même pour une telle mission ? Il répond, prudent, que « ce n'est pas en cinq ou six ans que l'on crée un candidat à l'élection présidentielle ».

Donc il affirme que le sien est et restera Jacques Chirac à qui il réaffirme une fidélité absolue, mais qu'il supplie de changer de stratégie. Et il explique sa proximité avec M. Pasqua par « la fibre populaire » qu'il incarne. Quant aux « valeurs communes » que l'ancien ministre de l'Intérieur disait partager avec le Front national, elles ne lui semblent plus un obstacle depuis que le RPR a condamné toute alliance avec le parti de M. Le Pen.

De toute façon, même si cela se produisait, M. Séguin « hurlerait » mais ne quitterait pas le RPR, car il pense que celui-ci n'a pas à chercher des reports de voix sur sa droite mais « au centre et même au Parti socialiste ». C'est

pour cela qu'il repousse la conception barriste d'un « pôle centriste autonome » et qu'il rappelle que le Front national s'est constitué contre l'« incarnation du mal » que représente Jacques Chirac.

Mais, pour que le député de la Corrèze puisse être désigné comme le candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle, le maire d'Epinal lui assigne de supprimer deux handicaps qui limitent selon lui son audience : qu'il abandonne la présidence du RPR et qu'il quitte la mairie de Paris, qui lui prend « un temps fou et qui se confond en partie avec le RPR », afin qu'il puisse « s'atteler à une réflexion novatrice pour demain ». Une analyse qui est au centre du débat qui a brusquement agité le RPR.

ANDRÉ PASSERON

► Philippe Séguin : *La Force de convaincre*. Entretiens avec Pierre Servet. « L'Infinis », Payot. 165 pages. 95 F.

## AU COURRIER DU Monde

## Réponse à Gilles Perrault

C'est avec une certaine indignation que j'ai pris connaissance d'un article intitulé « Ils ont gagné », signé par Gilles Perrault, écrivain, et paru dans votre édition du 11 janvier.

En effet, il est fait état d'une génération née en France dans les années 30 qui aurait été incapable de produire, au contraire de la suivante, un moment de la dimension de mai 68. Cette généralisation, qui fut celle qui a immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale, trop jeune pour s'y illustrer, à tout de même permis la reconstruction de notre pays et fut à l'origine de toutes ces années de croissance économique que nous avons pu connaître jusqu'en 1974, date d'apparition de la crise.

Il est aussi fait allusion à la non-intervention française dans la guerre d'Espagne. A ce sujet, je voudrais simplement indiquer que les récents événements dans les pays de l'Est et l'intervention américaine au Panama démontrent qu'en ce domaine rien n'est figé et que, surtout, il est plus facile de procéder à la critique historique qu'à l'appréciation immédiate. Concernant la collaboration vichyste indiquée par

l'auteur, j'estime en effet qu'il s'agit là d'un acte inexcusable mais je voudrais également souligner que le pacte germano-soviétique, approuvé par le Parti communiste français, est encore plus inexcusable.

Enfin, l'auteur fait une comparaison entre le stalinisme approuvé pendant longtemps par le Parti communiste français et l'ensemble des mesures parfois injustes que les socialistes, avec d'autres, ont pu mettre en œuvre, notamment dans la période précédant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Il s'agit là d'un propos falsificateur de l'Histoire quand on connaît tous ceux qui, spécialistes de cette période, ont démontré l'ampleur des dégâts engendrés par le stalinisme. En fait Gilles Perrault me paraît être meilleur écrivain qu'historien ou analyste politique. Une telle présentation, un tel travestissement de l'Histoire, s'apparentent plus à la malhonnêteté intellectuelle qu'à la bonne école.

BERNARD DEROSIER  
député du Nord, président  
du conseil général du Nord.

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :  
11, RUE JEAN-MAZET  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous devez avoir l'obligance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 011 MONSIR

**ABONNEMENTS**

11, RUE JEAN-MAZET  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

	FRANCE	MONDIAUX	SUÈDE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	763 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

RENOUVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Chaque semaine d'adresse définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-1037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Imprimé au Monde 12, rue de la République 94852 IVRY

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**Le Monde**

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-62 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 386 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 850572 F MONDPAR

ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

M. Mitterrand

## Un crédit



# ÉTRANGER

La visite du président de la République en Hongrie

## M. Mitterrand a développé son idée de confédération européenne devant les dirigeants de Budapest

**BUDAPEST**  
de notre envoyé spécial

Il y a un an encore la dépouille d'Imre Nagy n'avait pas été déterrée, elle n'avait droit qu'à la fosse commune. Il y a un an encore, il était difficile d'imaginer un chef d'Etat étranger venant se recueillir devant cette « poubelle de l'histoire ». Le geste, effectué vendredi matin 19 janvier par M. Mitterrand, est aujourd'hui considéré comme normal. Le croquet par le cimetière d'Uj-Körmend, où une des plus célèbres victimes du néostalinisme a été inhumée par tout Budapest le 16 juin dernier, est bien le symbole des changements intervenus en Hongrie.

Ce sont ces changements, cette reprise en compte de l'histoire, que le président de la République avait évoqués la veille au cours

du dîner offert en son honneur au Parlement par M. Mathias Szuros, le président par intérim. Le souvenir de Nagy n'était pas absent du discours de M. Mitterrand. Pourtant, on retiendra surtout de la soirée les propos de M. Szuros saluant la chute « des derniers remparts de la dictature, de la tyrannie, des derniers restes d'un modèle social et politique qui s'est révélé être une impasse tragique ». Ancien membre du comité central du Parti communiste, M. Szuros ajouta, comme en forme d'autocritique voilée : « La liquidation des structures post-staliniennes, le démantèlement du système institutionnel de l'Etat-parti, la disparition du parti-Etat étaient une nécessité historique ».

Autre symbole de cette « nécessité historique », les diverses ren-

contres que M. Mitterrand a eues vendredi matin avec les responsables de toute une série de partis politiques naissants ou renaissants. D'abord au cours du petit déjeuner, puis au Musée ethnographique, au cours d'une réception où aucune formation n'avait été oubliée, pas même le Parti socialiste hongrois (PSOH), c'est-à-dire les communistes qui n'ont pas accepté que leur parti se transforme récemment en Parti socialiste. C'est jeudi que le président de la République s'était entretenu avec M. Antal le président du Forum démocratique. La matinée de vendredi, marquée aussi par une promenade dans la rue piétonne Vaci et par la visite d'un lycée bilingue, s'est terminée par un déjeuner offert par M. Mitterrand en l'honneur de l'intelligentsia hongroise : le cinéaste Jancsó, l'écrivain Kon-

rad, l'architecte Rajk (dont le père fut pendu sur ordre de Staline) étaient notamment là.

### Le mauvais souvenir de Clemenceau

La brève visite de M. Mitterrand, qui devait se terminer dans l'après-midi de vendredi par une conférence de presse, n'a guère été de surprise. Aucun différend, il est vrai, n'oppose les deux pays, même si beaucoup de Hongrois se souviennent encore du coup de poignard dans le dos porté par Clemenceau au lendemain de la première guerre mondiale lorsqu'il cautionna par le traité de Trianon l'annexion de la Transylvanie. Un événement qui est toujours vécu douloureusement ici, même si la chute des Ceausescu devrait permettre à la minorité hongroise

de Roumanie de retrouver ses droits.

Les conversations politiques de M. Mitterrand avec toute une série de responsables (1) en sont jusqu'aux élections législatives du 25 mars prochain lui ont surtout donné l'occasion de répéter ses vues, encore à préciser, sur cette confédération européenne qui devrait permettre de contrôler, sinon de régler « l'éveil des nationalités, les aspirations des minorités et le devenir des alliances militaires ». « Vous êtes l'Europe autant que nous (...). La réussite de ce qui se passe ici et dans les autres pays de l'Est est déterminante pour les nations occidentales », a lancé, jeudi soir, M. Mitterrand à M. Szuros qui, lui, venait d'affirmer : « Nous vivons un de ces moments où convergent les intérêts de l'Europe occidentale et ceux de l'Europe orientale ».

Le président Szuros dont le gouvernement vient de réclamer à nouveau le retrait total des troupes soviétiques pour cette année ou l'année prochaine a également souligné que « la neutralité de la Hongrie puisse devenir une réalité » grâce à « la liquidation des deux systèmes militaires ». Il a aussi affirmé que son pays ne nourrit aucune crainte face au processus de réunification de l'Allemagne. Ce serait, a-t-il dit, « anachronique » de s'y opposer, à condition que ce phénomène « ne porte pas atteinte aux intérêts d'autres pays et d'autres peuples ».

La visite de M. Mitterrand, qui était accompagnée par plusieurs hommes d'affaires français, a été marquée par la signature de plusieurs accords prévoyant la création d'entreprises mixtes.

JACQUES AMALRIC

(1) Contrairement à ce qui était prévu, M. Mitterrand n'a pas rencontré, jeudi, le premier ministre M. Miklós Németh qui était malade mais un vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Péter Megyeri.

### POLOGNE

#### M. Mazowiecki accélère les réformes et propose la création d'un « conseil européen de coopération »

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a répondu aux appels pressants d'accélérer les réformes en proposant jeudi devant la Diète d'avancer la date des élections municipales à la deuxième quinzaine d'avril, en refusant la moindre concession sur son plan d'austérité économique et en proposant la création d'un « conseil européen de coopération ».

« Une structure politique paneuropéenne » pourrait être créée, avec pour siège Varsovie et pour tâche de « maintenir le dialogue permanent entre Etats et communautés de notre continent et d'ouvrir la voie à toutes les formes d'intégration européenne », a déclaré le premier ministre. Faisant allusion à l'OTAN et au pacte de Varsovie, il a précisé qu'il y a besoin de structures « qui ne restent pas en cause les alliances régionales ». M. Mazowiecki a souligné qu'il soutient ainsi l'idée de confédération avancée par M. François Mitterrand.

Passant en revue, pour la première fois depuis son discours d'investiture de septembre dernier, les principaux objectifs de sa politique, M. Mazowiecki a proposé d'avancer à la « deuxième quinzaine d'avril », les élections municipales prévues en juin prochain et qui seraient le premier scrutin « entièrement démocratique » en Pologne. Il a, d'autre part, annoncé une accélération de la « dépolitisation » de la police et de l'armée, la suppression de la censure, l'introduction de l'entière liberté de rassemblement et une rapide « démonopolisation » des structures héritées du communisme.

Vendredi, son gouvernement a annoncé officiellement qu'il se refusait à satisfaire les revendications salariales des mineurs en grève dans les bassins de Silésie. — (AFP, Reuters).

Lech Walesa officiellement invité en URSS. — L'Union soviétique a officiellement invité, jeudi 18 janvier, le président de Solidarité, Lech Walesa, à effectuer une visite à Moscou et à y rencontrer Mikhaïl Gorbatchev, a-t-on rapporté de source proche de Solidarité. L'invitation a été remise par l'ambassadeur d'URSS, qui a rencontré M. Walesa à Gdansk.

## Un crédit de 2 milliards de francs et plusieurs contrats

A l'occasion de la visite du président François Mitterrand à Budapest, plusieurs contrats importants entre entreprises françaises et hongroises ont été rendus publics. La France a d'autre part annoncé son intention d'accorder à Budapest 2 milliards de francs de crédits commerciaux sur trois ans.

Dans les télécommunications, le groupe Alcatel s'associe à la société d'Etat hongroise Finomchemik Vialat (FMV) pour créer la Microwave Compagny, filiale commune qui opérera dans le domaine des transmissions hertziennes. Cette société, dont le capital a été réparti à hauteur de 51 % pour FMV et 49 % pour Alcatel, n'aura dans un premier temps que des activités commer-

ciales. Alcatel n'encrit pas cependant d'y produire des équipements.

Le groupe informatique français Bull et le hongrois Videoton ont, pour leur part, ratifié un accord dont la conclusion avait été annoncée au début du mois de décembre dernier. Une société mixte baptisée Compagnie d'information hungaro-française va ainsi voir le jour. L'entreprise, détenue à 51 % par Videoton et à 49 % par Bull, devrait développer les technologies de l'information en Hongrie.

Schlumberger s'est joint à trois entreprises hongroises — parmi lesquelles Electricité de Hongrie (MVM) — pour créer le holding Ganz Meter Company, dont le groupe français est actionnaire majoritaire (à hauteur de 75 %).

Ces trois joint-ventures s'ajoutent à deux autres créations de sociétés mixtes hungaro-françaises

annoncées peu de temps avant la visite de M. François Mitterrand à Budapest. L'une par SCREG routes (filiale de Bouygues), l'autre par Rhône-Poulenc dans le domaine de la protection des cultures.

En outre, un important contrat a été remporté par Maitra pour la réalisation du métro de Budapest. Le protocole d'accord signé, le 18 janvier, par Maitra Transport et par Rhéne-Poulenc dans le domaine de la protection des cultures.

En outre, un important contrat a été remporté par Maitra pour la réalisation du métro de Budapest. Le protocole d'accord signé, le 18 janvier, par Maitra Transport et par Rhéne-Poulenc dans le domaine de la protection des cultures.

Maitra Transport a déjà été chargé de l'automatisation et de l'extension de la ligne de métro n° 3 de Budapest, qui sera mise en service à la fin de cette année. Le montant du contrat est évalué à 2,15 milliards de francs.

En marge de ces accords industriels, 2 milliards de francs de crédits commerciaux à moyen terme seront débloqués sur trois ans en faveur de la Hongrie. Le ministère français de l'économie et des finances l'a révélé jeudi 18 janvier, en précisant qu'une ligne de 800 millions de francs serait ouverte dès 1990. Cinquante millions de francs supplémentaires devraient en outre être dégagés pour aider les PMI françaises à s'implanter en Hongrie.

L'octroi d'importants concours bancaires privés par un consortium de banques piloté par le Crédit lyonnais devrait en outre être prochainement annoncé.

### Le retrait des troupes soviétiques des pays du pacte de Varsovie

#### La Hongrie a déposé une proposition aux négociations de Vienne

Tandis que M. Lech Walesa demandait, jeudi 18 janvier, le retrait des troupes soviétiques de Pologne d'ici à la fin de l'année, la Hongrie déposait à la conférence de Vienne sur le désarmement conventionnel (nos dernières éditions), une proposition sur le même sujet. Selon un porte-parole de Solidarité, M. Walesa a formulé cette demande lors d'un entretien, à Gdansk, avec l'ambassadeur d'Union soviétique en Pologne, M. Vladimir Brovnikov, qui l'a invité pour une visite officielle à Moscou à la date de son choix. La demande officielle du gouvernement polonais devrait suivre prochainement.

L'URSS entretient en Pologne un contingent d'environ 45 000 hommes ; elle a récemment entamé un retrait partiel qui pourrait concerner 10 000 soldats.

VIENNE  
de notre correspondante

Le secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères a annoncé, jeudi 18 janvier, devant les représentants du pacte de Varsovie et de l'OTAN réunis pour les négociations sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) que son pays ouvrirait prochainement des négociations avec Moscou sur le retrait des troupes soviétiques en Hongrie. M. Ferenc Somogyi a précisé que Budapest réclamerait un retrait total cette année ou au plus tard en 1991.

L'URSS a commencé l'année dernière à réduire ses forces armées en Hongrie, mais il reste encore 50 000 à 60 000 soldats, selon M. Somogyi. La Tchecoslovaquie a entamé le 15 janvier des négociations avec Moscou sur le même sujet.

La demande hongroise a été annoncée dans le cadre d'une nouvelle proposition hongroise introduite « en son nom sans approbation préalable par l'URSS » aux négociations sur le désarmement conventionnel. Cette proposition vise à désamorcer le différend qui existe entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sur les troupes station-

nées à l'extérieur du territoire national. L'OTAN a proposé de limiter les troupes américaines et soviétiques stationnées en Europe à 275 000 hommes, le pacte de Varsovie prévoit 350 000 en incluant dans ce chiffre les troupes françaises, britanniques, canadiennes, néerlandaises et belges, ce que refuse l'OTAN.

La Hongrie propose qu'un plafond soit fixé pour les troupes stationnées de chacun des vingt-trois pays participants à la négociation, sans cependant indiquer de chiffres. La Hongrie estime que le plafond de 275 000 hommes est trop élevé.

L'initiative hongroise reprend en outre la proposition de l'OTAN selon laquelle aucun pays d'une même alliance ne devrait entretenir hors de ses frontières plus de 30 % du total de ses effectifs. L'Union soviétique avait proposé 35 %.

La Hongrie est le premier pays à introduire une proposition en son propre nom aux négociations de Vienne, où jusqu'à présent les initiatives étaient prises soit au nom de l'OTAN, soit au nom du pacte de Varsovie.

WALTRAUD BARYLI


□ TCHÉCOSLOVAQUIE : le premier ministre a rendu sa carte de Parti communiste. — Un porte-parole a confirmé jeudi 18 janvier à Prague que le premier ministre lui-même, M. Marian Čalfa, avait rendu sa carte du Parti commu-

niste. Sur vingt et un portefeuilles, son gouvernement ne compte plus que sept membres officiels du PC. Le ministre de l'économie et le chef de la Commission nationale du plan avaient déjà démissionné du parti fin décembre.

## Michel Ragon

### La mémoire des vaincus

roman



Le grand roman d'une traversée du siècle.

Albin Michel

cela ?

ch

corrélation entre une augmentation des dépenses militaires et une baisse de la production intérieure brute.

Les dépenses militaires ont augmenté de 10 % en 1989, ce qui a entraîné une baisse de 2 % de la production intérieure brute.

La France a augmenté ses dépenses militaires de 10 % en 1989, ce qui a entraîné une baisse de 2 % de la production intérieure brute.

La France a augmenté ses dépenses militaires de 10 % en 1989, ce qui a entraîné une baisse de 2 % de la production intérieure brute.

ARRIER DU Monde

elles Perrault

Le Monde

Le Monde

Le Monde







# EUROPE

ROUMANIE : les décrets du 12 janvier annulés

## Le rétablissement de la peine de mort et l'interdiction du PC ne seront pas soumis à référendum

Dans la meilleure tradition des appareils communistes, M. Silviu Brucan, ancien théoricien du PC roumain devenu il y a deux ans opposant à Ceausescu et aujourd'hui l'un des quatre principaux dirigeants du Conseil du Front de salut national (CFSN), a fait, jeudi 18 janvier, devant la presse étrangère, un compte rendu partiel et ambigu du plénum du conseil qui s'était déroulé la veille à huis clos.

sera direct, secret et libre. Certaines options seront soumises à discussion : une ou deux chambres au Parlement, élection directe ou indirecte du président de la République, scrutin uninominal ou de liste ; enfin, le Parlement doit-il se transformer en Assemblée constituante pendant six mois et l'armée doit-elle être représentée au Parlement ? Quant à la date des élections, a précisé M. Brucan, elle sera discutée au cours des consultations avec les partis politiques.

le CFSN, je me suis retiré avec M. Mazilu et nous avons rédigé un texte définitif la position du Front sur le PC. Si ce texte avait été adopté, il n'y aurait pas eu de problème. Malheureusement, Mazilu a réformulé le texte et il l'a transformé en décret-loi. (Illecun [le numéro un] et moi, nous sommes associés à ce texte, ce qui a abouti à cette erreur politique inadmissible.)

t-il M. Mazilu dans l'équipe dirigeante si c'est pour le laisser attaquer quotidiennement ? Quel rôle joue M. Brucan, un homme considéré comme intelligent, voire rusé, qui passe pour le « cerveau » du Front, mais dont les fonctions officielles sont celles de président de la commission des relations internationales, et qui ne cache pas ses sympathies pour le gorbatchisme ? De toute évidence, cette direction n'affiche pas l'unité la plus stricte, bien qu'un homme sorte de cette affaire à peu près sans égratignures, épargné par les divers récents. M. Ion Iliescu, président du CFSN, dont l'autorité semble s'établir assez fermement.

RFA

## Les partis politiques exhortent les Allemands de l'Est à rester chez eux

BONN  
de notre correspondant

Le débat sur la politique interallemande qui a eu lieu au Bundestag jeudi 18 janvier a une fois encore mis en lumière le large accord qui s'est établi entre tous les partis, à l'exception des Verts, sur les objectifs définis par le chancelier Kohl dans son « plan en dix points » pour l'unité allemande. Des critiques avaient été formulées la semaine dernière par l'opposition social-démocrate et le président du Parti libéral, M. Lambdorff, qui reprochaient au chancelier de conforter le premier ministre communiste Hans Modrow aux dépens de l'opposition. M. Kohl les avait démenties en annonçant jeudi que la « communauté contractuelle » qui doit être négociée avec Berlin-Est ne serait validée qu'après la tenue d'élections libres en RDA, le 6 mai prochain.

n'est pas encore déterminé : dans l'esprit des dirigeants ouest-allemands, la RDA comme entité étatique autonome a cessé d'exister. Les discussions en cours avec le gouvernement de la RDA, a souligné M. Seitz, « ne possèdent pas la légitimité démocratique », doivent contribuer à régler les problèmes urgents liés à l'ouverture des frontières et à limiter autant que possible l'afflux des réfugiés qui, au rythme de mille cinq cents par jour en moyenne, continuent de quitter la RDA pour la RFA. « Quelqu'un ne veut pas que les habitants de la RDA soient découragés et viennent s'établir dans notre pays n'a pas le droit de faire une pause avant le 6 mai », a encore affirmé M. Seitz. Tous les orateurs se sont joints à cet appel aux habitants de la RDA à demeurer dans leur pays. « Ceux qui partent aujourd'hui confortent le pouvoir du SED », s'est écrié le chef de l'opposition, M. Hans-Jochen Vogel. Dans ce concert unitaire, seule M<sup>me</sup> Anja Volmer, porte-parole des Verts, faisait entendre une voix discordante en se prononçant pour le maintien des deux États allemands dans le cadre d'une « confédération écologique ».

Les propos tenus mardi 17 janvier à Paris par le chancelier Kohl sur la question de la frontière Oder-Neisse - « Personne, a-t-il dit, ne veut lier le rétablissement de l'unité au déplacement des frontières existantes » (Le Monde du 19 janvier) - ont mis fin à la polémique dans le cadre d'un processus organique qui, comme l'entend le programme en dix points du chancelier fédéral, doit nous mener d'une coexistence réglementée à l'unité, en passant par une véritable coopération en Allemagne.

LUC ROSENZWEIG

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

La séance plénière du CFSN, tenue le 17 janvier, a décidé, a confirmé M. Brucan, l'annulation des décrets pris le 12 janvier sous la pression des manifestants plaçant le Parti communiste hors la loi et promettant un référendum sur la réintroduction de la peine de mort (Le Monde du 18 janvier). Il n'y aura donc pas de référendum sur ces deux questions. Les autres décisions du Conseil concernent le transfert du patrimoine du Parti communiste à l'Etat « puisque le PC a mis fin à son activité de facto ». (1), l'annulation des mesures visant à éliminer trois cents communes et villages ; enfin, les principes de la nouvelle loi électorale qui régira l'élection libre du président de la République et d'un Parlement à venir ont été adoptés.

Ce projet de loi sera publié « très bientôt ». Il repose sur la séparation des pouvoirs, a indiqué M. Brucan, et prévoit que pourra se présenter toute personne soumise par au moins deux cent cinquante et un électeurs. Le scrutin

« Un vieil homme s'écroule »

Jusqu'ici, tout était relativement clair. Les choses se sont assombrées lorsque M. Brucan a entrepris de rapporter les interventions des autres dirigeants sur les circonstances dans lesquelles ils s'étaient laissés aller à commettre « une grave erreur politique » en prenant les décrets scélérats du 12 janvier. Cela avait tout de la bonne autocratie au nombre deux du CFSN, M. Dumitru Mazilu, dont la position est devenue très fragile depuis ce jour-là, reconnaissant qu'il « avait repris avec trop de facilité au micro les slogans de la foule sans parvenir à la calmer ». « La tension augmentait toujours, j'ai donné libre cours aux demandes d'une nouvelle législation et j'ai même rédigé des textes contraires aux idées du Front », aurait déclaré M. Mazilu. Je me considère donc plus coupable que mes collègues. Quant au premier ministre, M. Petre Roman, il a, toujours selon M. Brucan, assuré intégralement la responsabilité de l'erreur politique du 12 janvier. « Après des sorties successives devant la foule, aurait dit M. Roman devant

l'affaire se compliquait toutefois lorsque, après cette conférence de presse, l'un des collaborateurs de M. Roman, M. Adrian Sirbu, chargé des contacts du Front avec la presse, vient à démentir devant un groupe de journalistes la version donnée par M. Brucan. M. Roman, assure-t-il, n'a pas « chargé » M. Mazilu devant le CFSN et c'est le communiqué qui sera lu à la télévision dans la soirée qui fera foi.

Mystères

Pourquoi, lui demande-t-on alors, M. Brucan a-t-il donné une version aussi personnelle de cet épisode ? « C'est un vieil homme sénile qui s'est laissé emporter », rétorque-t-il. Effectivement, le soir à la télévision, le communiqué rendant compte du plénum se contentait d'indiquer que M. Roman avait déclaré « partager la responsabilité de l'erreur politique » et que « malheureusement », le texte qu'il avait rédigé sur la position du Front sur le PC « s'était transformé en décret-loi ».

Le mystère Mazilu semble donc s'épaissir, doublé d'un mystère Brucan. Pourquoi le Front garde-

BULGARIE

Inculpation de M. Jivkov

A moins de deux semaines du congrès extraordinaire du Parti communiste bulgare, les nouvelles autorités ont décidé, jeudi 18 janvier, de traduire devant la justice l'ancien leader, Todor Jivkov, soixante-dix-huit ans, symbole de trente-cinq ans de pouvoir totalitaire en Bulgarie, qui a été placé en résidence surveillée (nos dernières éditions).

S'appuyant sur les résultats de l'enquête de la commission spéciale dirigée par M. Andreï Loukanov, considéré comme le numéro deux du pays, sur les « déformations sous la gestion de M. Jivkov », le procureur général a décidé de plaquer en détention l'ancien maître du pays.

Cette commission a découvert des « données sur des crimes commis par M. Jivkov et son entourage », déclare le communiqué publié par le procureur général, M. Evrim Stoimenov, qui a ouvert une instruction judiciaire. Les charges retenues contre l'ancien leader concernent sa politique à l'égard de la minorité turque, son train de vie aux dépens du peuple, ses comptes ouverts en Suisse et l'abus de pouvoir.

Le communiqué accuse M. Jivkov d'avoir « incité à la haine nationale », d'avoir dépeint « des biens publics en quantité particulièrement importante » et d'« abus de pouvoir ». — (AFP.)

L'opposition se retire des pourparlers avec les communistes

Sofia, les représentants de l'opposition bulgare se sont retirés jeudi 18 janvier d'une séance de pourparlers avec les autorités communistes en exigeant l'assurance de pouvoir disposer de locaux en propre.

L'Union des forces démocratiques (UDF), alliance de mouvements d'opposition, a dit avoir pris cette décision parce que le gouvernement ne lui avait pas fourni de bâtiment où établir ses quartiers.

Peter Beron, porte-parole de l'UDF, a déclaré que l'opposition serait prête à reprendre les discussions lundi après-midi à condition de recevoir par écrit la garantie qu'elle disposerait d'un immeuble. — (Reuter.)

ALAIN DEBOYE

YUGOSLAVIE : le congrès de la Ligue des communistes

## Les conflits nationalistes pèsent sur la réforme du système politique

Prévu depuis plusieurs mois et précédé de nombreuses disputes, le quatorzième congrès - extraordinaire - de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) se réunira à Belgrade du samedi 20 au lundi 22 janvier. Les délégués des six républiques et deux provinces autonomes de la Fédération doivent en principe mettre fin au monopole du parti et ouvrir la voie au « socialisme démocratique ». Le comité central de la Ligue était convoqué, vendredi 19 janvier, en plénum, pour tenter d'aplanir les divergences de vue.

BELGRADE

de notre envoyé spécial

« Si les Serbes et les Slovènes avaient une frontière commune, fait remarquer un écrivain de Belgrade, en ce moment, ils se battraient ! » Rien ne va plus en effet entre la petite République de Slovaquie, au nord - la plus libérale et la plus développée de Yougoslavie - et la Serbie au sud. Elles sont en désaccord pratiquement sur tout : conception du pluralisme, stratégie économique, centralisation ou décentralisation de la fédération. Les points sont coupés et « heureusement », poursuit-il, que plusieurs centaines de kilomètres séparent Ljubljana de Belgrade... »

La Slovaquie, où le processus de démocratisation est déjà bien engagé, soupçonne la Serbie, sous la direction de M. Slobodan Milosevic - incontestablement aujourd'hui la personnalité politique la plus forte du pays - de vouloir remodeler à sa façon la fédération yougoslave et instaurer un système centraliste orthodoxe. Ljubljana a déclenché l'année dernière la colère de ses adversaires en inscrivant dans sa Constitution le droit à l'autodétermination et à la sécession.

En tournant l'armée en dérision et surtout en prenant la défense des Albanais de souche au Kosovo (province autonome, à présent reprise par la Serbie), qui réclamaient le statut de république pour leur région, les Slovènes ont réussi à se mettre à dos la majorité des Serbes et ceux-ci ont fini par décréter récemment un boycottage des produits de la petite République du nord.

« Egoïsme »

Politika, le grand journal de Belgrade qui est devenu l'organe de l'équipe de M. Milosevic, évoquait, il y a quelque temps, « l'égoïsme » de la Slovaquie, qui veut bien produire et vendre des marchandises, de préférence en devises, sur les marchés occidentaux, mais pas acheter. On lui reproche d'oublier un peu vite qu'elle ne pourrait pas construire ni faire rouler ses camions sans les moteurs mis au point en Serbie, que la grande entreprise de téléphone et électronique ISKRA aurait bien du mal à fabriquer son matériel sans cuivre... serbe, et que sans le lait... serbe, elle serait incapable d'exporter yaourts et fromages en Autriche et en Italie. « S'ils veulent être indépendants, qu'ils aillent s'approvisionner ailleurs (...) en dollars », expliquant, rageusement, les artisans de cette petite guerre économique.

Les antagonismes nationaux ne sont pas nouveaux pour la Yougoslavie, mais ils ont une fâcheuse tendance à s'accroître et ne facilitent pas la tâche du gouvernement fédéral de M. Ante Markovic, qui s'est donné cinq ans pour remettre de l'ordre dans une économie désastreuse. Au cours du quatorzième congrès de la Ligue (LCY), qui s'ouvre samedi 20 janvier à Belgrade, il sera difficile d'éviter de nouvelles épopées, principalement entre la Serbie, accusée de vues expansionnistes et de conservatisme, et les deux républiques libérales du nord, la Slovaquie et la Croatie, qui ont, d'ores et déjà, décidé d'organiser des élections parlementaires libres au printemps.

Sur un point, cependant, les délégués paraissent tous d'accord : au lendemain de ce congrès, la Ligue sera « un parti parmi d'autres » et ne jouira plus de monopole du pouvoir. La conférence de trois jours devrait définir les grandes lignes d'un « socialisme démocratique » qu'on ne voit plus « à travers les lunettes des communistes » et dans lequel propriétés privées et propriétés d'Etat seraient sur un pied d'égalité.

Les dangers du pluralisme

Il est question aussi de rayer des statuts actuels toutes les références au dogmatisme et au centralisme démocratique. Le consensus qui se dessine ici a sans doute été favorisé par les bouleversements de ces derniers mois en Europe de l'Est. « Bien qu'en Yougoslavie le système socialiste n'ait pas été imposé au lendemain de la guerre par Moscou, comme en Tchécoslovaquie ou en Pologne, il est clair que ces événements ont accéléré notre débat intérieur sur le multipartisme », explique le directeur du quotidien Borba, M. Milan Rakas. Le mois dernier, par exemple, même le Parti serbe, jusqu'ici assez réticent, s'est prononcé en faveur d'un système pluraliste.

Une poignée de nouveaux partis ont déjà vu le jour. L'un d'entre eux, « Pour le Renouveau », vient cependant d'être interdit : il était par trop « nationaliste », sans orientation « yougoslave ». Un pluralisme qui entraînerait la résurgence des vieilles querelles : c'est bien la crainte de nombreux dirigeants de la Ligue, dans un pays qui a connu des guerres fratricides et où la cohabitation est encore parfois difficile. « Les formations extrémistes, aussi minuscules soient-elles, en Croatie, en Serbie, en Slovaquie ou ailleurs, risquent d'attiser les antagonismes et les rancunes... » affirme M. Milan Rakas. Il faudrait que ce multipartisme débouche sur un renforcement de la conception yougoslave de ce pays. —

ALAIN DEBOYE

# AFRIQUE

LIBERIA : les affrontements entre l'armée et les rebelles

Abidjan demande une intervention internationale

Le gouvernement de Côte-d'Ivoire a dénoncé, mercredi 17 janvier, les massacres perpétrés chez son voisin libérien et a demandé qu'une intervention internationale mette fin au conflit qui oppose dans ce pays l'armée aux rebelles.

Pour sa part, Médecins sans frontières a décidé, « devant l'aggravation précoce de la situation », d'envoyer une équipe médicale supplémentaire pour renforcer son équipe sur place depuis treize jours.

A l'issue de la réunion de son cabinet, le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a déclaré que les combats sporadi-

ques qui ont débuté au mois de décembre ont provoqué la fuite de nombreux réfugiés de l'autre côté de la frontière. Il a estimé que cet exode concernait le nombre de 30 000 femmes, enfants et vieillards.

Le gouvernement du Liberia s'est, par sa part, félicité du soutien que lui ont apporté la Guinée et la Sierra-Leone au cours des récents événements dans le comté libérien de Nimba en se déclarant des rebelles, a déclaré, jeudi, à Conakry, le ministre libérien du plan et des affaires économiques, M. Elijah Taylor. — (AP, AFP.)

TUNISIE

Reprise de l'agitation dans les universités

TUNIS

de notre correspondant

Après un court répit, l'agitation a repris ces derniers jours dans plusieurs universités du pays. La mise à sac et l'incendie, samedi 13 janvier, du poste de police universitaire de la faculté des lettres de Kairouan (Le Monde du 16 janvier) par des étudiants et l'arrestation d'une dizaine d'entre eux paraissent avoir servi de déclencheur. Des grèves de solidarité sont maintenant observées à Kairouan et dans d'autres universités, notamment à Tunis, pour demander la libération des étudiants arrêtés mais aussi la suppression des postes de police installés à l'entrée mais hors des enceintes universitaires et dont la présence n'avait pas été contestée jusqu'ici. Il semble que ces mouvements aient été déclenchés par des étudiants de différentes tendances allant de l'extrême gauche aux islamistes pour une fois réunis.

Pour des raisons apparemment plus syndicales, des grèves ont eu lieu à Sfax et à l'Institut des langues vivantes de Tunis. Les étudiants de l'université Zitouna, tous affiliés à l'organisation étudiante de tendance islamique, continuent le boycottage des cours déclenché à la mi-décembre et qui vient d'être prorogé d'un mois.

GABON

La police réprime les manifestations estudiantines

Aucun mort n'est à déplorer à la suite des manifestations estudiantines de ces derniers jours, à Libreville, indiquait, jeudi 18 janvier, une source officielle à Libreville, démentant ainsi des rumeurs circulant avec insistance dans la capitale gabonaise, selon lesquelles plusieurs personnes seraient décédées, mercredi 17 janvier, lors de l'évacuation du campus universitaire par les forces de sécurité (Le Monde du 19 janvier).

L'Agence gabonaise de presse (AGP) cite par ailleurs des « sources estudiantines concordantes » selon lesquelles des étudiants auraient été « grièvement blessés » et d'autres « arrêtés » mercredi soir. Ces derniers auraient tous été relâchés, jeudi, ajoute l'agence.

Plusieurs quartiers de la capitale gabonaise ont été en proie à l'agitation durant toute la journée de jeudi, des groupes de jeunes gens armés de bâtons ou de cailloux tentant de se livrer à des pillages et à des saques, emportant les véhicules de circuler et les endommageant. Le ministre d'Etat gabonais, chargé de l'enseignement supérieur, M. Jules Bourdès Ognigbo, a déclaré, d'autre part, déclaré à la presse que « toutes les revendications des étudiants étaient en voie de trouver des solutions ». — (AFP.)



730<sup>F</sup>

PAR MOIS PENDANT 12 MOIS

FAITES ENTRER  
UNE 405  
DANS VOS RÊVESOUI, POUR 730 F PAR MOIS VOUS POUVEZ  
ROULER DANS LA 405 DE VOS RÊVES. POUR  
CELA IL SUFFIT D'ALLER VOIR VOTRE CONCESSIONNAIRE.VOTRE CONCESSIONNAIRE :  
UN CONSEIL EN FINANCEMENT.POUR VOUS FACILITER L'ACQUISITION DE  
VOTRE 405, VOTRE CONCESSIONNAIRE PEUT  
VOUS PROPOSER UNE LOCATION AVEC OPTION  
D'ACHAT SUR 60 MOIS.\*AINSI POUR UNE 405 GL - AM 90 -  
1400 CM<sup>3</sup> AU PRIX TARIF AU 09/09/89 DE  
73000 F TTC IL VOUS SUFFIRA D'EFFEC-  
TUER UN 1<sup>er</sup> VERSEMENT DE 18250 F TTC  
(CE QUI CORRESPOND À 10950 F TTC DE  
DÉPÔT DE GARANTIE ET 7300 F TTC DE  
1<sup>er</sup> LOYER MAJORÉ).PAR LA SUITE VOUS PAIEREZ  
12 LOYERS DE 730 F TTC.PUIS 12 LOYERS DE 1460 F TTC SUIVIS DE  
35 LOYERS DE 1620,60 F TTC. L'OPTION  
D'ACHAT FINALE SERA DE 13687,50 F TTC.  
COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION :  
103988,50 F TTC. HORS ASSURANCE  
(FACULTATIVE).C'EST SIMPLE ET C'EST UNE RÉPONSE IMMÉ-  
DIATE À VOTRE PROBLÈME DE FINANCEMENT.  
VOTRE 405 N'EN RÊVEZ PLUS, ELLE EST LÀ  
À VOTRE PORTÉE. À BIENTÔT.\* SOUS RÉSERVE D'ACCEPTION DU DOSSIER PAR LOCADIN  
(GROUPE CRÉDIPAR). OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31/01/90.

CRÉDIPAR

CRÉDIPAR CHEZ PEUGEOT  
TOUS LES FINANCEMENTS  
SUR PLACE, IMMÉDIATEMENT.

## ENQUÊTE

## Les derniers bastions du marxisme-léninisme

IV. — Corée du Nord : «verrouiller» à l'intérieur,  
entrouvrir à l'extérieur

TOKYO

de notre correspondant

Les observateurs de la Corée du Nord sont unanimes à penser qu'un changement dans ce bastion du stalinisme est inévitable, mais, ne saurait dire quand une telle évolution s'amorcera. Pour l'instant en tout cas, malgré les bouleversements survenus en Europe de l'Est et la chute du régime de Ceausescu, alter ego s'il en fut du vieux maréchal Kim Il-sung, la Corée du Nord apparaît toujours d'un monolithisme aussi entier qu'anachronique, ultime vestige, dans son totalitarisme, d'un communisme pur et dur moribond.

Les événements de Roumanie ont été un choc pour les dirigeants de Pyongyang. Non seulement la République populaire démocratique de Corée (RPDC) était considérée comme le « grand allié extrême-oriental » de Bucarest, mais encore les similitudes avec le régime défunt sont évidentes : culte du chef, népotisme (avec la succession prévue du « Grand Dirigeant » par son fils Kim Jong-il), strict contrôle de la population, autarcie et résultats économiques peu probants, même s'il ne semble pas que la RPDC traverse une crise économique comparable à celle de la Roumanie.

Un embarras  
profond

Ce malaise s'est notamment traduit par un message d'ouverture du président Kim Il-sung qui, dans son discours du Nouvel An, a proposé à Séoul un accord de libre passage au travers du 38<sup>e</sup> parallèle. Une offensive « pacifique » essentiellement tournée vers l'étranger (pour la première fois, M. Kim n'a pas condamné les États-Unis). Rejetant, en revanche, implicitement toute évolution interne, il a longuement souligné l'« indéfectible suprématie » du socialisme, « menacé par les complots de l'impérialisme ».

Étrange écho aux déclarations faites le 5 décembre par Ceausescu au cours de la visite à Bucarest du ministre nord-coréen des affaires étrangères, M. Kim Young-nam. Entretien qui s'était conclu, rappelait l'organe du Parti du travail, le *Rodong Shinmun*, par l'engagement des deux pays à « sauvegarder les principes socialistes qu'il s'agit d'appliquer ». Le jour même où Ceausescu tentait de fuir Bucarest, le *Rodong Shinmun* affirmait dans un éditorial de première page qu'il fallait « relever le défi impérialiste et marcher sur la voie du socialisme avec une vigueur encore plus grande ».

Le 27 décembre, deux jours après l'exécution des Ceausescu, Pyongyang reconnaissait néanmoins le gouvernement provisoire roumain. La nouvelle fut annoncée par la radio : « Nous respectons le choix du peuple », précisait le communiqué. La radio mentionnait sans s'y attarder l'exécution du dictateur roumain et de sa femme.

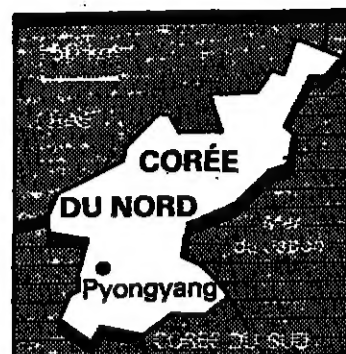
L'embarras des dirigeants de Pyongyang n'en était pas moins profond, comme en témoigne la réunion d'urgence d'ambassadeurs dans les pays socialistes (ou ex-socialistes). Une des conclusions de cette réunion fut, semble-t-il, de parer au plus pressé : éviter la « contamination ». C'est ainsi que, le 4 janvier, huit cents étudiants en stage en Tchécoslovaquie étaient rapatriés par avions spéciaux bien que certains aient été à quelques mois de leurs examens. Sur place, le régime resserrait le contrôle et renforçait l'endoctrinement.

Aucun point  
de comparaison

Colmater préventivement toutes les brèches dans le monolithisme du système et isoler davantage le « royaume ermite » du stalinisme afin d'éviter que sa population soit informée des bouleversements en Europe de l'Est, tout en poursuivant la politique d'amélioration des conditions de vie entamée depuis l'été, tels semblent avoir été les deux grands axes de la réaction de Pyongyang. Un repli féroce qui laisse à penser qu'il n'est qu'un palliatif ne pouvant donner qu'un sursis au régime.

Compte tenu des particularités de la Corée du Nord, cette tactique peut néanmoins permettre de geler la situation pour un certain temps. La RPDC est depuis quarante ans virtuellement coupée du reste du monde. Sur cette société, imprégnée d'une forte tradition confucéenne portant au respect de l'autorité, s'est greffé au lendemain de l'occupation japonaise un des régimes les plus totalitaires qui soient. Contrairement aux Européens de l'Est, les Nord-Coréens n'ont jamais connu un semblant de démocratie avant que s'abatte sur eux la chape du communisme. Les points de comparaison passés ou présents leur font cruellement défaut.

A l'exception de la petite élite qui a voyagé, la population, soumise à un endoctrinement qui commence au jardin d'enfants, n'a aucune référence pour se former un jugement permettant de contester le système. Elle n'a en outre qu'une idée des plus vagues de ce qui se passe à l'extérieur. Dans un petit pays humilié par l'histoire



pendant des siècles et au nationalisme d'autant plus à vif, le régime du président Kim Il-sung — arrivé certes dans les fourgons de l'armée soviétique — a néanmoins su associer sa légitimité sur un habile dosage de communisme et de fierté nationale exacerbée qui nourrit un culte de la personnalité du père fondateur auprès duquel ceux voués en leur temps à Mao Zedong ou à Ho Chi Minh paraissent bien ternes.

La Corée du Nord est une forteresse idéologique dont le ciment nationaliste est consolidé par un appareil répressif très au point, fondé sur la surveillance policière et la délation organisée. Mais aussi sur la rotation périodique de la population urbaine, procédure héritée du système mis en place par l'occupant japonais pour contrôler les opposants — dont une partie sont régulièrement envoyés sur des lieux de travail différents. Enfin, la répression des « contre-révolutionnaires », qui se traduit notamment par des « disparitions » vers des destinations inconnues, contribue à contenir les velléités de dissidence.

L'armée, seule force  
de changement ?

S'il existe des aspirations au changement, elles restent discrètes et sont le fait d'intellectuels qui, prudemment, évoquent en privé depuis quelque temps des questions autrefois taboues, telles que les éventuelles contradictions du socialisme. Les observateurs, y compris soviétiques, s'entendent pour penser qu'il y a peu de chances qu'un mouvement de réforme parte de la base. Quant au Parti du travail, les purges successives en ont fait un « clan » Kim Il-sung plus qu'une organisation politique. Avancer cependant du « familialisme » du pouvoir, une rivalité se dessinerait entre l'héritier désigné, le « Cher Leader » Kim Jong-il, âgé de quarante-huit ans, et son demi-frère, Kim Pyong-il, trente-six ans, ancien ambassadeur en Hongrie et qui passe pour réformateur (1).

La seule force éventuelle de changement pourrait être l'armée, estiment les observateurs japonais. Infiniment mieux organisée que celle de Roumanie en raison de la confrontation avec le Sud, elle est, certes, fidèle au maréchal, mais ses chefs semblent moins dévoués à son héritier désigné. Une intervention des militaires à la faveur de la succession n'est donc pas à exclure. Il reste que les alliés de la RPDC, à commencer par l'Union soviétique, ne verraient pas forcément d'un œil favorable une telle initiative, qui risquerait de se traduire par une aggravation de la tension dans la péninsule.

Survivance anachronique au sein d'un monde socialiste en plein bouleversement, la RPDC semble s'engager sur la seule voie étroite qui lui reste : à l'intérieur, « resserrer les écrous » en cherchant à éviter une explosion de mécontentement et, sur le plan extérieur, jouer prudemment la carte de l'ouverture.

Pyongyang paraît rassuré par le soutien de la Chine, mais beaucoup moins par l'URSS de M. Gorbatchev, qui est son principal bailleur de fonds et son premier partenaire économique et fournisseur en armement. Bien que les Soviétiques disent volontiers que leurs pressions en faveur du changement restent sans effet, Pyongyang peut difficilement les ignorer.

Pris dans la contradiction de toute dictature, conscients qu'ils ne peuvent introduire de réformes sans risquer un effondrement du régime, les dirigeants nord-coréens pourraient plutôt chercher à faire des ouvertures sur le plan diplomatique, en direction de Séoul, Washington et Tokyo. La rapidité de la reconnaissance du nouveau gouvernement roumain semble en outre indiquer que Pyongyang, qui, il y a quelques semaines encore, accusait la Hongrie et la Pologne d'être « vendues au capitalisme pour une poignée de dollars », commence à admettre à contre-cœur le caractère inéluctable des bouleversements du monde socialiste.

PHILIPPE PONS

DEMAIN

Chine :  
après le printemps  
de Pékin  
l'hiver des patriarches

## Publications judiciaires

Le 12 octobre 1989, la Cour d'Appel de Versailles, dans une instance ayant opposé la société **DECATHLON**, 121, boulevard de Valmy, 95630 VILLENEUVE-LEZ-ANCO, à la SARL PIERRE RIFON, 21, rue de Prony, 92600 ASNIÈRES, et à la société DAMMARIE DISTRIBUTION E. LECLERC, S.I. La Justice, rue Ampère, 77190 DAMMARIE-LES-LYS a rendu un arrêt aujourd'hui définitif et dont est extrait le dispositif ci-après :

La Cour :  
Confirme le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Nanterre du 3 octobre 1988, en ce qu'il a dit que les marques **DECATHLON** et **MARATHON** étaient valables.  
Dit que l'utilisation par la société RIFON de ces dénominations constitue la contrefaçon desdites marques.  
Dit que l'utilisation de la dénomination **DECATHLON**, l'offre en vente et la vente d'articles comportant la dénomination **DECATHLON** constituent la contrefaçon desdites marques.  
Condamne la société PIERRE RIFON et DAMMARIE DISTRI-

BUTION à solder à payer à la société **DECATHLON** la somme de 150 000 F à titre provisionnel, à valoir sur le montant des dommages-intérêts définitifs.  
Confirme le jugement en ses autres dispositions.

Par jugement du tribunal correctionnel de Nice, définitif, en date du 4-09-1989, M. Ludwig Trankner, en qualité de directeur de la publication *Aujourd'hui Madame*, a été déclaré coupable du délit de diffamation envers M. Jacques Médecin, maire de Nice, ensuite d'un article paru dans le n° 17 du 26-09 au 2-10-1988, intitulé « Jacques Médecin, maire au-dessus de tout soupçon ».

M. Trankner a été condamné à 8 000 F d'amende et à payer à M. Jacques Médecin, 10 000 F à titre de dommages et intérêts et 3 000 F par application de l'art. 475-1 du C.P.P.  
Le tribunal a en outre ordonné aux frais de M. Trankner la publication du dispositif du jugement rendu dans *Nice-Matin* (toutes éditions), *Le Monde* et *Le Figaro*.

Pour extrait conforme, M. Henri-Charles LAMBERT, avocat au barreau de Nice.

PUBLICATION  
JUDICIAIRE

La Cour d'Appel de PARIS a, par arrêt du 30 octobre 1989, condamné Jean-Marie LE PEN à payer au MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES la somme de 10 000 F de dommages et intérêts, pour avoir, le 29 mars 1988, sur les ondes d'EUROPE 1, qualifié cette organisation de raciste.

Sulka

VENTE EXCEPTIONNELLE  
DE VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES

« HORS COLLECTION »

PRIX SPECTACULAIRES

A PARTIR DU 11 JANVIER 1990

De 9 h 30 à 18 h 30

2, RUE DE CASTIGLIONE, PARIS - TÉL. 42-60-38-08

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATIONAppel à l'aide éco-  
du prési-L'attente  
est le fait d'un gro-

La tentative d'assassinat dont le victime jeudi 18 janvier, le maire de Nagasaki, M. Minami Yoshinaka, témoigne de la violence d'une partie du dernier droit de la gauche. Une menace latente sur la société mais celle-ci constitue un instrument de pression politique d'une garantie de substantielles rentrées de fonds par le biais de chantages divers.

TOKYO  
de notre correspondant  
M. Minami est une cible privilégiée. Il a été l'un des premiers personnalités publiques à avoir mis en cause, en décembre 1988, la responsabilité de l'empereur Hirohito dans la guerre, tirant un tabou dont témoignait l'étranger à l'égard de la victime de l'extrême droite.

Depuis sa déclaration — « Je ne suis pas empereur » — dans la revue *Asahi*, le 15 décembre, l'Assemblée municipale a voté l'objet de son mandat, et Nagasaki fut pendant ces jours sursis par les vagues d'agitations de droite vers de nouvelles élections municipales et élections militaires.

M. Minami s'était attiré la

La question cambodgienne appelle de nouvelles consultations, même si celles qui ont eu lieu les 14 et 15 janvier à Paris entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont été « utiles ». A déclaré jeudi le 18 janvier le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

Le dernier a réaffirmé que le plan australien examiné à Paris ne sera acceptable que s'il respecte l'accord de Phnom-Penh et des trois factions de la rébellion soutenues par Pékin. Or le prince Ranariddh a annoncé jeudi à Pékin qu'il refusait de participer au « conseil suprême natio-

Le prince S  
au «



# AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : déjà plusieurs fois inquiété

## Le maire de Washington a été arrêté alors qu'il achetait de la drogue

Il y a ceux qui jubilent, ceux qui disent que cela devait forcément arriver et aussi ceux qui s'efforcent de le faire passer pour un acte de routine. Marion Barry, le maire de Washington, a été arrêté, jeudi soir 18 janvier, dans un hôtel du centre de la capitale, pris en flagrant délit alors qu'il était en train d'acheter de la cocaïne à un agent du FBI.

WASHINGTON

de notre correspondant

Marion Barry est noir, la population de Washington est noire à plus de 70 %, et la capitale fédérale est ravagée par une vague de criminalité sans précédent, essentiellement liée au trafic de drogue, et dont les victimes sont noires dans leur écrasante majorité : l'arrestation du maire, un personnage charismatique qui avait tant de fois trébuché au bord du gouffre et toujours réussi à se rattrapper, résume trop bien les malheurs de la ville et de bien d'autres villes des États-Unis pour ne pas être assurée d'un retentissement considérable.

Cela fait onze ans que Marion Barry a été élu pour la première fois maire de la capitale et presque dix ans que des soupçons pèsent sur lui. Plus que des soupçons, il y a eu des procès, des condamnations, des peines d'incarcération, des peines de suspension de ses fonctions, des peines de déchéance de sa nationalité, des peines de déchéance de sa citoyenneté, des peines de déchéance de sa fonction de maire, des peines de déchéance de sa fonction de représentant du peuple, des peines de déchéance de sa fonction de citoyen, des peines de déchéance de sa fonction de homme, des peines de déchéance de sa fonction de être.

A l'époque, la police avait subitement interrompu son opération, vraisemblablement pour éviter d'attirer l'attention du premier magistrat de la cité.

### « Corruption de la municipalité »

Cette fois, c'est le FBI qui a tendu ses filets, et c'est la grande surprise de voir le maire s'y jeter de lui-même. Si l'on en croit les premières indications données de source officielle, l'opération n'aurait pas été montée pour piéger le maire. Mais on ne savait pas encore, quelques heures après les faits, pourquoi Marion Barry, qui s'était rendu plusieurs fois au cours de la semaine dans cet hôtel pour y rendre visite à une amie, s'est retrouvé dans une chambre où se tenait une fausse « party » dont les participants étaient des policiers.

Depuis des années qu'il est sous le feu de la presse (Washington Post en tête) qui s'étend largement sur ses turpitudes supposées et dénonce la corruption de la municipalité, Marion Barry a toujours su se défendre. Agé de cinquante-trois ans, portant bien et jouissant d'une remarquable santé politique, il avait conservé une bonne part de popularité, en particulier dans les quartiers pauvres de la ville. Plus il était attaqué, et plus il recourait à son arme de prédilection : dénoncer le complot ourdi par l'établissement blanc pour se débarrasser, à travers lui, de la municipalité noire, et faire triompher ses propres intérêts.

Le procédé avait tant servi que son efficacité semblait largement érodée. Mais Marion Barry gardait de nombreux partisans, tels ceux qui se sont précipités

dès l'annonce de son arrestation, aux abords de l'hôtel Vista et ont exprimé leur colère devant les caméras de télévision. Après tout, que le maire soit tombé dans une opération ourdie par le FBI ne peut que contribuer à accroître la thèse de la conspiration.

Bon nombre de responsables noirs avaient pourtant déjà « lâché » le maire depuis des mois, y compris l'ancien chef de la police de Washington qui, devenu républicain l'été dernier, s'apprête à défendre les couleurs du parti de M. Bush lors des élections à la mairie de l'automne prochain. D'autres candidats, démocrates ceux-là, se préparent eux aussi de longue date à entrer dans l'arène, mais ils hésitent toujours à le faire, tant Marion Barry restait un adversaire redoutable. Il devait d'ailleurs lancer dimanche sa campagne électorale et proclamer à qui voulait l'entendre qu'il ne pouvait être battu.

### Une occasion pour M. Jesse Jackson

Il ne l'est pas encore, et ses adversaires eux-mêmes prennent soin de souligner qu'arrestation ne vaut pas preuve de culpabilité. Mais le coup est si sévère qu'il ressemble à un coup de grâce, et on voit mal, cette fois, Marion Barry s'en relever. N'aurait-il pas juré ses grands dieux, publiquement et solennellement, qu'il n'aurait jamais touché aux stupéfiants ?

Si, comme c'est désormais probable, Marion Barry est contraint de s'effacer, la voie est en principe libre pour le révérend Jesse Jackson, qui, démissionnaire de son poste de conseiller municipal de Washington, selon toute apparence

parce qu'il avait lui-même des visées sur la mairie de Washington. « Jesse » avait dit et redit qu'il ne serait pas candidat contre son « ami » Marion - les deux hommes ont été à la pointe du combat pour les droits civiques des Noirs.

À présent, le pasteur Jackson, qui n'a pas son pareil pour faire vibrer les foules, pourrait trouver l'occasion, non seulement de se faire enfin élire à un poste de responsabilité, mais aussi de relever l'honneur d'une cité humiliée par les malheurs de son maire.

Dernièrement - et peut-être parce que Marion Barry refusait de céder la place - Jesse Jackson avait semblé changer son fusil d'épaule, et s'était lancé dans une campagne destinée à obtenir l'élection du district de Columbia au rang d'État à part entière, un État dont il aurait pu devenir le sénateur ou le gouverneur, mais dont la création est très improbable.

La donne, de nouveau, est en train de changer, et « Jesse » va se trouver à nouveau au centre de l'attention générale. Les responsables du parti démocrate seront les premiers intéressés, ceux qui redoutent par-dessus tout que l'encombrant pasteur ne présente à nouveau sa candidature lors des prochaines primaires pour l'élection présidentielle.

L'intéressé n'ignore pas que ses « amis politiques » rêvent de le voir se contenter d'un rôle de maire, dans une ville dont les problèmes semblent à peu près insolubles... Est-ce une raison suffisante pour le dissuader de relever le gant ?

JAN KRAUZE

PANAMA

## Appel à l'aide économique internationale du président Endara



Londres : les troupes d'invasion américaines s'emparent de la célèbre Maggie Thatcher, qui, depuis des années, autorisait les Britanniques à conduire illégalement à gauche.

« International Herald Tribune », du 19 janvier.

Le président panaméen Guillermo Endara a lancé, jeudi 18 janvier, un appel à l'aide internationale pour reconstruire l'économie de son pays, gravement déstabilisée par le régime du général Noriega et les sanctions économiques prises par les États-Unis.

Les milieux commerciaux panaméens estiment à 1 milliard de dollars les pertes subies en raison des actes de vandalisme, et, selon M. Endara, la corruption du régime Noriega a fait tripler le taux de chômage dans le pays, où un citoyen sur trois se trouve sans emploi.

Le président panaméen a d'autre part affirmé dans un entretien publié jeudi par le quotidien péruvien *la República* qu'il n'avait « ni demandé ni même suggéré » l'intervention améri-

caine au Panama. « Les États-Unis ont décidé de déclencher l'invasion pour les raisons qu'ils ont invoquées. Je ne peux pas dire que nous étions d'accord. On nous a présentés ce fait » (l'invasion) comme un fait accompli », a-t-il déclaré, en affirmant : « Je ne suis ni ne serai une marionnette des États-Unis ».

M. Endara a aussi annoncé qu'il rencontrerait lundi prochain à San-Jose son homologue costaricien, M. Oscar Arias, pour discuter avec lui des relations entre les deux pays. Il s'agit de son premier voyage depuis son investiture dans une base américaine du canal de Panama, le 20 décembre, pendant l'invasion militaire américaine. (AFP)

# ASIE

JAPON

## L'attentat contre le maire de Nagasaki est le fait d'un groupuscule d'extrême droite lié à la pègre

La tentative d'assassinat dont a été victime, jeudi 18 janvier, le maire de Nagasaki, M. Hitoshi Motoshima, témoigne de la volonté d'une partie de l'extrême droite de faire passer une menace latente sur la société. Mais celle-ci constitue moins un instrument de pression politique qu'une garantie de substantielles rentrées de fonds par le biais de chantages divers.

TOKYO

de notre correspondant

M. Motoshima est une cible symbolique parfaite. Il a été l'une des très rares personnalités publiques à avoir mis en cause, en décembre 1988, la responsabilité de l'empereur Hirohito dans la guerre, brisant un tabou dont témoignait l'expression « réserve » engendrée par la crainte diffuse d'être victime de l'extrême droite.

Depuis sa déclaration - « Je pense que l'empereur n'est pas sans responsabilité dans la guerre » - devant l'Assemblée municipale, il avait été l'objet de menaces, et Nagasaki fut pendant des jours sillonnée par les véhicules d'organisations de droite venus des quatre coins du Japon, bardés de haut-parleurs déversant harangues et chants militaires. M. Motoshima s'était attiré les

foudres de son parti (libéral-démocrate). Il n'en avait pas moins aussi reçu plusieurs milliers de lettres de soutien, qui viennent d'être publiées sous forme de livre. Depuis la fin de l'année dernière, le maire avait demandé la suspension de la protection policière dont il bénéficiait. C'est un peu plus d'une semaine après la levée, le 7 janvier, de la période de deuil observée par la maison impériale que l'agresseur a frappé.

L'attentat a eu lieu en plein après-midi alors que M. Motoshima sortait de la mairie. Atteint d'une balle au poumon, il a été transporté à l'hôpital, où il se trouve dans un état satisfaisant.

### Pègre et idéologie

Son agresseur a été arrêté. Voyez connu de la police, il fait partie d'une petite organisation, Seikyoku, créée en 1981 à Nagasaki, et qui dispose de ramifications à Tokyo mais ne regroupe qu'une trentaine de membres. Seikyoku est responsable d'une dizaine de délits, essentiellement liés au chantage.

Depuis le début des années 80, on note un accroissement important du nombre des organisations d'extrême droite. La police en recense 840, regroupant 120 000 membres. S'il existe bien une extrême droite de conviction, discrète et agissant en sous-main,

INDE

## M. Rocard est le premier chef de gouvernement reçu par M. V. P. Singh

Au terme d'une visite de trente-six heures en Inde, à l'occasion de la clôture de l'Année de la France, M. Michel Rocard a quitté New-Delhi pour Bangkok vendredi 19 janvier en début d'après-midi. Le premier ministre français doit regagner Paris lundi à l'issue d'un séjour de quarante-huit heures en Thaïlande.

NEW-DELHI

de notre envoyé spécial

Après le Festival de la France en Inde, qui avait été précédé d'une Année de l'Inde en France, M. Rocard a salué, vendredi, une « période d'expansion économique » de la coopération entre les deux pays. Les échanges, dans tous les domaines, se multiplient, et les contrats ont atteint le chiffre record de près de 8 milliards de francs. Les plus importants ont porté sur la vente d'Airbus A-320 et sur la construction d'une centrale hydroélectrique au Cachemire.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, qui accompagne M. Rocard, a signé jeudi un nouvel accord de coopération agricole et agroalimentaire. Le premier ministre français a, de son côté, proposé un programme de coopération de trois ans concernant les ressources d'eau.

M. Rocard est le premier chef de gouvernement reçu en Inde par M. V. P. Singh, qui a succédé à M. Rajiv Gandhi après les élections générales de novembre dernier. Cette visite est d'autant plus opportune que Paris et New-Delhi entretenaient des relations privilégiées avec le fils d'Indira Gandhi, avec lequel M. Rocard a eu une entrevue privée vendredi matin. Il était également souhaitable que les Français prennent contact avec les nouvelles autorités indiennes avant les visites officielles, prévues en février, de M. François Mitterrand au Bangladesh et au Pakistan.

MM. Singh et Rocard ont également évoqué, au cours de leurs entretiens, les questions de l'Afghanistan et du Cambodge. A propos de l'envoi de diplomates français à Kaboul, M. Rocard a précisé que l'opération se ferait « dans un certain temps », ce qui laisse à penser qu'elle n'aura pas lieu avant la visite du chef de l'État à Islamabad, de façon à ne pas irriter davantage le Pakistan, l'un des deux principaux supports de la coopération de la France.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM

## Moscou annonce le retrait partiel de ses avions de la base de Cam-Ranh

L'URSS a retiré, fin 1989, un certain nombre d'avions de sa base dans la baie de Cam-Ranh, au Vietnam, a annoncé jeudi 18 janvier le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Il s'agit des chasseurs Mig-23 et des bombardiers Tu-16. Il ne restera plus qu'un nombre réduit d'appareils - entre six et dix - dans cette ancienne base de l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam. Cette mesure est « profondément défensive », a ajouté le porte-parole. Le Vietnam n'a ni confirmé ni

démenti l'information, se bornant à indiquer avoir « autorisé les bateaux soviétiques à avoir accès aux facilités logistiques de Cam-Ranh. Le fait que l'URSS les utilise ou non est une question qui relève de Moscou ». Ces « facilités » ne sont pas des « bases », a ajouté le porte-parole de Hanoï. Pour sa part, le département d'État américain s'est félicité de cette décision : « Nous pensons qu'une réduction de l'engagement militaire soviétique en Asie du Sud-Est contribuera à la stabilité régionale ». (Reuters, AFP)

# PROCHE-ORIENT

ISRAËL

## M. Fayçal Hussein a été appréhendé par la police

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La police israélienne a appréhendé, vendredi 19 janvier, M. Fayçal Hussein, l'un des principaux responsables palestiniens des territoires occupés, vingt-quatre heures après qu'il eut été mis en cause par la justice pour avoir apporté un soutien financier à cinq militants nationalistes. Il a été conduit menottes aux mains, devant un tribunal qui devait statuer dans la journée sur son maintien en détention.

Dès jeudi soir, M. Hussein avait catégoriquement démenti les accusations portées à son encontre dans cette affaire. Elles ont été formulées par un procureur militaire lors du procès d'un groupe de cinq Palestiniens du village de Silwan, faubourg de Jérusalem. Les cinq hommes, actuellement jugés à Lod (près de Tel-Aviv), sont accusés d'appartenance à l'Olp, ainsi que d'avoir lancé des pierres et dressé des barrières sur la route.

Le procureur a affirmé au tribunal que M. Hussein avait donné l'équivalent de 4 000 F au groupe afin qu'il puisse s'équiper avec des uniformes paramilitaires qu'affectionnent certains membres de l'infanterie. Le procureur a encore assuré que le dirigeant palestinien s'était entretenu au moins une fois avec les accusés. M. Hussein a déclaré à la presse

qu'il ne connaissait qu'un seul des accusés, un certain Mohamed Zaytoon, qui a effectué des travaux à son domicile de Jérusalem.

Les déclarations du procureur sont intervenues alors que la droite israélienne a accusé sa campagne contre M. Hussein, qu'elle présente comme l'un des chefs du soulèvement palestinien. La droite protestait notamment contre le fait que plusieurs Israéliens, militaires et civils, avaient été récemment jugés pour actes de violence à l'encontre de Palestiniens, tandis que M. Hussein restait en liberté.

ALAIN FRACHON

La police fait évacuer l'ambassade de Liban à Paris. - La police a fait évacuer vendredi matin 19 janvier les locaux de l'ambassade du Liban à Paris, qui étaient occupés depuis le 11 janvier par quelques dizaines de partisans du général Michel Aoun. L'intervention s'est déroulée sans incident, la tentative d'occupation précédée à ce moment n'ayant opposé aucune résistance à la police, laquelle n'a procédé à aucune interpellation. Cette opération a été décidée, en vertu de la convention de Vienne, à la suite d'une « requête du chef de la mission diplomatique libanaise », précise un communiqué du Quai d'Orsay.

CAMBODGE

## Le prince Sihanouk refusera de participer au « Conseil suprême national »

La question cambodgienne appelle de nouvelles consultations, même si celles qui ont eu lieu les 15 et 16 janvier à Paris entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont été « utiles », a déclaré jeudi 18 janvier le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

Ce dernier a réaffirmé que le plan australien examiné à Paris ne sera acceptable que « s'il recueille l'accord de Phnom-Penh et des trois factions de la résistance, soutenues par Pékin. Or le prince Sihanouk a annoncé jeudi à Pékin qu'il refuserait de participer au « Conseil suprême national ».

prévoient à Paris. Il s'agit, pour le prince, d'une « idée de Hui Sen et de son patron (le Vietnam) pour tromper le peuple cambodgien et l'opinion internationale en leur cachant la continuation de l'exercice du pouvoir au Cambodge par le régime pro-colonialiste vietnamien ». Le prince a dénoncé vendredi « la France, les États-Unis, l'Australie et d'autres pays qui ont décidé de soutenir le Vietnam, l'URSS et Hui Sen ». A Bangkok, un porte-parole de la résistance sihanoukiste a annoncé que ses forces avaient pris le contrôle du chef-lieu de district de Vatie, à une quarantaine de kilomètres au

nord des temples d'Angkor.

A Phnom-Penh, M. Khieu Samarin, directeur de l'Éducation, a déclaré que « le parti (communiste) ne va pas dire qu'il faut aller vers le socialisme, mais seulement qu'il faut sauver le pays ».

Enfin, à Hanoï, le porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères a réaffirmé que la question du rôle de l'ONU était « un problème à court terme qui n'est pas fondamental » et qu'il fallait « mettre l'accent sur les problèmes à long terme ». (AFP, UPI)

La-dessus, tous les réformateurs sont pour une fois d'accord, mais le problème est maintenant de savoir dans quel état sera le Caucase d'ici dix jours, quelles seront les répercussions de ces affrontements dans le reste du pays et si cette année n'aura pas donné aux conservateurs l'élan nécessaire pour vaincre définitivement M. Gorbatchev.

L'hypothèse est évidemment plausible, mais ce qui est certain, c'est que les nouvelles réformes que propose le secrétaire général risquent fort d'être d'ores et déjà dépassées par la réalité des changements de sang, c'est-à-dire la violence et le système communiste qui s'effondre.

La situation, dit le communiqué de jeudi soir, s'est aggravée en Azerbaïdjan et en Arménie durant les dernières vingt-quatre heures. Les dirigeants du Front populaire d'Azerbaïdjan ignorent les appels à mettre fin à l'illégalité. (...) L'Arménie des armes et même des équipements militaires sont saisis dans les rues. Des groupes de commandos armés sont formés dans les deux Républiques (...). Le système soviétique est en train de s'effondrer. Dans la région de la frontière avec l'URSS, dans le développement de la physique, les habitants de la région et leur opposition aux mesures de stabilisation, les incursions des troupes ne reculent pas devant les menaces directes de vengeance contre les citoyens en désaccord avec eux et les membres de leur famille. Des demandes de leur famille et de mutations sont faites aux commandements militaires. Les appels et slogans nationalistes sont accompagnés de menaces envers les sentiments religieux des croyants.

Sait la phrase sur les « menaces révolues », et la Proude de Moscou publie un appel au Conseil central du gouvernement et au Soviet suprême sur Arménie et Azerbaïdjan. « Cela ne peut pas durer. Il faut stopper cette vague de la violence (...). L'actuelle tragédie n'est pas arrivée, elle est susceptible de se transformer en catastrophe nationale. Les Soviétiques exigent à nous les actions les plus décentes. La direction pour l'Arménie, toutes les mesures nécessaires seront adoptées ».

La ligne officielle de la situation est toujours plus catastrophique.

BERNARD GUETI

grandes institutions du pays se sont réunies pour discuter de la situation. Mais aucun accord n'a été trouvé. L'actuelle tragédie n'est pas arrivée, elle est susceptible de se transformer en catastrophe nationale. Les Soviétiques exigent à nous les actions les plus décentes. La direction pour l'Arménie, toutes les mesures nécessaires seront adoptées ».

La ligne officielle de la situation est toujours plus catastrophique.

BERNARD GUETI



## Les débats internes au PS présentent sur le groupe européen

100







## POLITIQUE

En Nouvelle-Calédonie

## Le FLNKS en quête de président et d'unité

Affairé, depuis un an et demi, par des querelles intestines, le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) tient, samedi 20 et dimanche 21 janvier, près de Nouméa, un congrès qui doit se conclure, en principe, par l'élection de son nouveau président, appelé à succéder à Jean-Marie Tjibao. L'Union des syndicats des travailleurs kanaks exploités (USTKE), en désaccord avec la

stratégie de l'Union calédonienne (UC, composante majoritaire du mouvement), a quitté les rangs de la coalition et n'envisage pas d'y retourner. L'état-major de l'UC refuse la participation à ce congrès du Front uni de libération kanak (FULK) qui continue de militer contre les accords de Matignon.

## NOUMÉA

de notre envoyé spécial

Si, sur la place des Cocotiers, les flamboyants sont en fleur, dans son bureau de la tour Foch, qui domine le centre de la ville, le successeur de Jean-Marie Tjibao à la tête de l'Union calédonienne, M. François Burck, lui ne voit pas la vie en rose. Il ne voit pas la vie en rose, mais l'ambiance, dans le camp indépendantiste, n'en finit pas d'être sinistre.

Il y a, d'abord, la persistance de menaces de mort, plus ou moins précises, formulées, ici ou là, par certains militants d'autres formations indépendantistes à l'adresse des membres de l'UC en général, qui vivent dans la psychose de l'attentat. La thèse du « complot » ourdi par les adversaires des accords de Matignon hante toujours les compagnons de Jean-Marie Tjibao.

« Les autorités, elles aussi, prennent ces menaces au sérieux », souligne M. Burck. Personnellement, je n'ai jamais été visé directement, mais les gens de Canala qui me protègent ont été menacés par certains jeunes du PALIKA, et, en novembre dernier, déjà, avant notre congrès de Maré, des militants locaux ont été intervenus pour empêcher d'agir quatre hommes d'Orléans, dont un membre de l'Union calédonienne, qui étaient venus un mois plus tôt à Maré dans l'intention d'infliger le congrès et de le déstabiliser... »

M. Burck souhaite « clarifier les choses » au cours du week-end. « Il faut arrêter ça ! Si certains veulent l'élimination physique des dirigeants de l'Union calédonienne, qu'ils le disent ! S'il existe au FLNKS une majorité contre les accords de Matignon, qu'elle se manifeste et qu'elle prenne ses responsabilités ! C'est ce qu'avait dit Jean-Marie Tjibao, c'est ce que je redirai en préalable... »

Il y a, ensuite, l'émergence, de plus en plus vive, à la base du mouvement indépendantiste, et à l'intérieur même de l'Union calédonienne, d'une double critique. Les uns, en brousse ou en ville, ne supportent plus les discours sur les effets positifs des accords de Matignon alors que rien ne change dans leur vie quotidienne ; les autres contestent les premières décisions des dirigeants des deux provinces contrôlées par le FLNKS, qu'ils accusent au mieux d'embourgeoisement, au pis de compromission.

Le président de la province des Îles Loyauté, M. Richard Kalot, a ainsi été conduit à se séparer de l'un de ses collaborateurs qui s'était cru autorisé, au lendemain des élections provinciales, à privilégier l'achat de grosses voitures et d'une belle villa.

M. Burck, élu de la province Sud, accepte la plupart de ces critiques : « Oui, dit-il, il y a de notre part un déficit d'explication et un décalage entre le sommet et la base du mouvement. Quand les militants nous disent, comme l'a fait un vieux samedi dernier, devant le comité directeur de l'UC : « On parle de centaines de millions mais je ne vois pas ma vie changer », ils ont raison. Moi aussi, je suis critique à l'égard de nos élus, et je suis même prêt à faire mon auto-critique. Certaines décisions, en effet, ne peuvent plus attendre. »

Fouillant dans un tiroir, le président de l'UC nous montre plusieurs annonces légales parues le 30 décembre et 10 janvier dans les Nouvelles calédoniennes. Elles font part de la création de deux sociétés d'investissement à vocation touristique par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Leleu, patron de l'UC dans l'application

des accords de Matignon, et par plusieurs de ses proches. « J'ai appris ça en lisant le journal », précise M. Burck. Cela signifie que M. Leleu et ses amis veulent prendre tous les marchés. Il ne faut plus que nous attendions pour créer nos propres sociétés d'économie mixte, comme le souhaitait Jean-Marie Tjibao. »

## « Ne pas oublier l'enjeu »

La voix de M. Burck se fait encore plus cavernieuse : « C'est dur... » Confronté à ses propres insuffisances depuis la mort de son fédérateur charismatique, le mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie ne parvient plus à occulter ses propres doutes sur la capacité de ses cadres à assumer le pari du développement économique que Jean-Marie Tjibao lui avait assigné : « Il ne faut pas oublier l'enjeu du scrutin d'auto-détermination de 1998, ajoute M. Burck : il faudra avoir convaincu les non-Kanaks que l'indépendance est la seule solution. Il faut aller vite et, donc, le FLNKS cesse de parler pour se mettre à travailler. »

Faute de personnalité qui fasse l'unanimité, le choix du nouveau président du FLNKS revêt presque, dans ce contexte, un caractère mineur. La compétition se limitera sans doute entre le candidat le plus souvent proposé, ces derniers jours, par les comités locaux de l'UC, M. Rock Wamytan, un économiste de trente-neuf ans qui représente désormais le FLNKS auprès des pays non alignés, et le maire de Poindimié, candidat du PALIKA, M. Paul Nésourine, quarante-huit ans, lui aussi diplômé de sciences économiques.

ALAIN ROLLAT

## COMMUNICATION

Après l'échec de M. Jean-Louis Guillaud

## Le conseil supérieur de l'AFP doit proposer deux candidats à la présidence

L'Agence France-Presse (AFP) devra patienter jusqu'à la semaine prochaine avant de connaître le nom de son président. M. Jean-Louis Guillaud, qui occupe actuellement cette fonction, n'a pas recueilli, jeudi 18 janvier, au conseil d'administration, les douze voix sur quinze nécessaires à sa réélection. L'AFP, pour la première fois de son histoire, devra donc recourir à un quatrième tour de scrutin.

La balle est désormais dans le camp du conseil supérieur de l'agence. Cette instance est composée de huit « sages » : MM. Daniel Videau, conseiller d'Etat et président de ce conseil supérieur ; Michel Levallois, préfet ; Jacques Viot, ambassadeur de France ; Jean Daridel, conseiller à la Cour de cassation ; François Boesmer, premier secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ) ; Jean Mahieu, PDG de Radio-France ; M. Evlyne Jean-Baylet, PDG de la Dépêche du midi et représentant du Syndicat de la presse quotidienne régionale ; et M. Roger Alexandre, directeur de Paris-Turf et représentant du Syndicat de la presse parisienne (SPP).

Le conseil doit proposer, après une réunion dont la date n'a pas encore été fixée, deux candidats aux administrateurs de l'AFP. Lors de ce quatrième tour, qui devrait avoir lieu d'ici à huit jours, l'élection du président se jouera à la majorité simple. M. Guillaud a annoncé qu'il était « toujours candidat » au poste de PDG à l'issue des trois tours de scrutin du 18 janvier. M. Videau, président du conseil supérieur, devrait donc proposer le nom de l'actuel PDG de l'agence parmi les deux candidats soumis à l'approbation de ses collègues.

An sein de l'AFP, la rumeur colportait les noms de M. Hervé Bourges, de M. Jean Drucker, présent la semaine dernière par le gouvernement pour mettre en échec M. Guillaud, mais qui avait décliné la proposition (le Monde du 12 janvier). A moins que les « sages » ne mettent sous les feux de la rampe un candidat surprise capable de réunir un consensus sur son nom. On évoque ainsi la personnalité de M. Jacques Vistel, ancien président de RFO et médiateur de cinéma, Jacques Pomont, ancien président de l'INA, voire de

M. Jean Miot, président du SPP et directeur délégué du Figaro. Mais les pouvoirs publics semblent faire du retrait de la candidature de M. Guillaud un préalable à ce nouveau tour de piste.

L'analyse du scrutin du 18 janvier permet d'envisager un déblocage de la situation. En effet, si les représentants du personnel se sont abstenus comme le veut la tradition, si les représentants de l'Etat ont voté blanc et n'ont pas participé au troisième tour, manifestant ainsi leur hostilité à M. Guillaud, le front des patrons de presse, lui, n'est pas demeuré uni : l'actuel président de l'AFP n'a recueilli que sept de leurs voix sur huit. Selon différentes sources, M. Jean Miot se serait abstenu puis aurait voté blanc, prêtant ainsi main-forte aux pouvoirs publics.

Cette alliance surprenante a fait violemment réagir le Syndicat des journalistes RFO, qui a indiqué que « l'Etat a pris la responsabilité délibérée d'ouvrir une crise institutionnelle sans précédent à l'AFP, en trouvant, pour ce faire, le soutien du représentant du groupe Hersant ».

Les autres syndicats ont pris, pour la première fois, position sur la succession de M. Guillaud. La CGT estime que « le bilan de l'AFP sortant n'a pas été à la hauteur des attentes du personnel ». Quant au SNJ, il affirme : « Quel que soit le nouveau PDG, les journalistes ne sauraient attendre plus longtemps l'ouverture de négociations sur leur rémunération et leurs conditions de travail. »

Y.-M. L. et J.-F. L.

Les réactions aux décrets sur la télévision

## Les chaînes privées accueillent favorablement les concessions du gouvernement

Le ton a changé. Après avoir tempêté et menacé, les responsables de télévisions privées accueillent avec un soulagement mesuré la publication des décrets réglementant la programmation et la production des chaînes (le Monde du 19 janvier).

« Le pire est évité », confie ainsi le directeur général de M 6, M. Nicolas de Laveront. « Le gouvernement (...) a écarté les dispositions les plus iniques et les plus immédiatement meurtrières des projets préparés par ses services », confirme son homologue de la Cinq, M. Philippe Ramond. Le report au 1<sup>er</sup> janvier 1992 des obligations de diffusion aux heures de grande écoute et la réintroduction des heures de nuit dans le mode de calcul des quotas expliquent cette relative satisfaction, tempérée seulement par le sentiment de se voir infliger de nouvelles « servitudes ». M 6 va « d'ailleurs examiner le problème de la conformité des règles françaises aux règles communautaires », laissant ouverte la voie à d'éventuels recours. Une menace que TF 1, silencieux jeudi, avait souvent brandie ces derniers mois.

Du côté des professionnels de l'audiovisuel, les réactions sont beaucoup plus contrastées. La chambre syndicale des producteurs

et exportateurs de films voit dans la publication des décrets une mesure susceptible d'améliorer « la qualité des programmes » et de « favoriser le pluralisme de la création audiovisuelle ». Les organisations professionnelles d'auteurs (SACD, SCAM, SRF...) « accueillent avec satisfaction » ces textes, tout en rappelant qu'ils « ne modifient en rien les obligations particulières » souscrites par chacune des chaînes. Le Syndicat des producteurs de programmes audiovisuels, enfin, estime « ses efforts récompensés ».

Une satisfaction générale donc, dont l'union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA) prend l'exact contre-pied. Son président, M. Jacques Peskine, voit, au contraire, dans les deux décrets, des textes dont « les effets seront inverses aux buts recherchés ». Ce n'est pas d'expansion de la production indépendante qu'il faut parler, explique-t-il au Monde, « c'est de fermeture des frontières, de repli et d'interdiction d'exporter ». Le président de l'USPA estime notamment que l'obligation faite aux chaînes de respecter des quotas de diffusion, combinée avec une définition restrictive et rétrograde de l'œuvre française, empêchera le développement naturel des coproductions européennes, isolant le marché hexagonal.

P.-A. G.

Concurrencés par le câble et les stations indépendantes

## Les « networks » américains veulent plus de liberté

LA NOUVELLE-ORLÉANS de notre envoyé spécial

Finais l'alcool, les combats de catch féminin dans les stands, la débauche de flonflons et de gadgets des années précédentes : les nouvelles règles imposées à la vingt-septième convention annuelle de l'Association nationale des producteurs de télévision américains (NATPE) ont surpris, voire déçu, les huit mille participants venus à La Nouvelle-Orléans faire leurs emplettes pour 1990. Mais cette réalité symbolise la tendance actuelle d'un marché dominé par les acheteurs : les networks (les trois grandes chaînes, CBS, ABC et NBC), comme les producteurs, doivent affronter une concurrence croissante.

La NATPE est d'abord un marché de syndication. C'est-à-dire le lieu où grossistes et producteurs, des plus petits aux grands studios de Hollywood, viennent tester leurs projets, convaincre les stations locales de programmer leurs nouvelles séries et leurs jeux, ou revendre par paquets des programmes déjà passés sur les networks et sur les télévisions payantes. En face d'eux, environ 1 400 stations de télévision, dont 600 affiliées aux réseaux et 400 indépendantes, le reste se partageant entre stations publiques non commerciales (PBS) ou stations de faible puissance.

La pratique généralisée du barter a changé les relations entre ces deux blocs. Le barter est un système grâce auquel les stations locales obtiennent gratuitement, ou à faible prix, un programme accompagné de quelques minutes de publicité nationale fournies par le vendeur. Avec toutes ses nuances — de la totale gratuité au

mélange entre paiement et publicité — le barter a explosé, de 50 millions de dollars de publicité en 1980 à plus de 1 milliard en 1989.

Cet essor place le marché dans les mains des acheteurs, car pour rentabiliser ses coûts le producteur ou le vendeur a un besoin vital d'être programmé dans tout le pays à de bons créneaux horaires.

En second lieu, le barter vient chasser sur les terres publicitaires des networks. Comme si ces derniers avaient besoin de cette pression supplémentaire ! Ils assistent, inquiets, à l'émergence d'un quatrième réseau, le réseau Fox de M. Rupert Murdoch, qui étend peu à peu ses horaires de diffusion et sa couverture géographique. Leur audience s'étend au profit des stations indépendantes et des chaînes câblées auxquelles 60 % des foyers américains ont accès. Aujourd'hui, les trois dinosaures de la télévision américaine ne se partagent plus que 60 % de l'audience dans les foyers. Ces derniers reçoivent en moyenne chaînes, contre dix-huit il y a cinq ans.

## « Mur de Berlin des restrictions »

Obligés d'engager des sommes énormes pour couvrir l'actualité et les meilleurs événements sportifs, les networks souhaitent regagner du côté des programmes de qu'ils ont perdu en audience et en publicité. Mais la loi les empêche depuis vingt ans. Pour éviter la création des monopoles, les réseaux ne peuvent alimenter leurs affiliés autant qu'ils le voudraient : une partie du prime time doit ainsi être réservée à d'autres programmes que ceux des networks. De plus, la

stricte séparation entre production et diffusion leur interdit de pratiquer la syndication. CBS, ABC et NBC ne peuvent donc toucher les bénéfices de programmes qu'ils ont pourtant largement financés et dont ils ont créé l'audience et la renommée.

Menacés par Fox, le câble et les indépendantes, les networks veulent maintenant contre-attaquer. « On nous enferme dans des règles trop restrictives », accuse le président de NBC, M. Robert Wright — pourtant premier de la classe, loin devant ses poursuivants ABC et CBS. Et il prédit que « les murs de Berlin des restrictions tomberont sous leur propre poids » dans les années 90.

Producteurs et vendeurs ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. Quant aux télévisions locales — qui, elles, profitent dans l'immédiat des avantages du barter —, elles commencent aussi à sentir les effets pervers. Car les vendeurs de programmes les « chargent » de plus en plus en publicité. En outre, les chaînes câblées généralistes ne se contentent plus des « restes » ou des rediffusions, et elles viennent surcrocher financièrement afin de décrocher les meilleures séries ou fictions. Dans la séquence traditionnelle d'exploitation d'un film (salles, vidéo, TV payantes, réseaux), le câble commence à supplanter parfois la syndication, à la cinquième place. « Pour la première fois cette année, nous avons vendu directement à la chaîne câblée USA Network un lot de vingt-six films », explique Bob Jacquemin, président de Buena Vista, la branche de production du groupe Disney. « Et cette tendance va se poursuivre... »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

RENAULT

sans rendez-vous

BATTERIE  
ECHAPPEMENT  
FREINS  
VIDANGE  
AMORTISSEURS  
PNEUMATIQUES

RENAULT	PARIS MOTO AUTOMOBILES - Rue Jacques-Duclos - RN370 - 93600 AULNAY - Tél. : 48 66 30 65
RENAULT	BOISSY AUTOMOBILES - 51, avenue du Général-Leclerc - 94470 BOISSY - Tél. : 45 59 06 30
RENAULT	RENAULT BOULOGNE - 577, avenue du Général-Leclerc - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT - Tél. : 47 61 39 39
RENAULT	SA GARAGE DE LA RESIDENCE - 40, avenue du Maréchal-Foch - 78400 CHATOU - Tél. : 39 52 20 47
RENAULT	RENAULT COURBEVOIE - 8/18, boulevard G. Clemenceau - 92400 COURBEVOIE - Tél. : 49 34 45 45
RENAULT	GRAND GARAGE FERAY - 48, avenue du 8 Mai 1945 - 91102 CORBEIL - Tél. : 64 96 92 13
RENAULT	SVAC - 8, av. du Maréchal Debatre-de-Tassigny - 94000 CRETEIL - Tél. : 48 98 02 10
RENAULT	GARAGE DU CENTRE - 56, avenue de la République - 77210 FONTAINEBLEAU - Tél. : 60 72 25 75
RENAULT	RELAIS DES NATIONS - 258/272, avenue de la République - 94120 FONTENAY - Tél. : 48 78 48 72
RENAULT	RENAULT PARIS SUB - 4, avenue de Stalingrad - 94282 FRESNES - Tél. : 48 84 82 20
RENAULT	MARSA - 65, avenue du Général-Leclerc - N19 - 94700 MAISONS-ALFORT - Tél. : 48 93 19 17
RENAULT	RENAULT MANTES - 6, rue de l'Ouest - 78203 MANTES - Tél. : 30 92 82 93
RENAULT	KTN VANCE - 37, avenue Franklin-Roosevelt - 77101 MEAUX - Tél. : 64 34 90 78
RENAULT	SA RESE DES NATIONS - 4 et 6, avenue Pierre-Mendès-France - 77420 NOISIEL - Tél. : 60 05 92 92
RENAULT	GARAGE NATION - 42, rue Picpus - 75012 PARIS - Tél. : 49 40 08 71
RENAULT	RENAULT GRENELLE - 230, rue Vaughard - 75015 PARIS - Tél. : 45 33 91 39
RENAULT	RENAULT POMPE - 105, boulevard Muret - 75016 PARIS - Tél. : 47 43 98 80
RENAULT	GARAGE BRILARD - 17-19, rue F.-Sourquelot - 77180 PROVINS - Tél. : 64 00 06 85

G. BULLETS



# e l'AFP à la présidence

Cette alliance surprenante a fait violemment réagir le Syndicat des journalistes FO, qui a indiqué que « l'AFP a pris la responsabilité de déléguer à un journaliste la présidence de la manifestation ». L'AFP, en trouvant pour ce faire, le soutien du représentant du groupe Hersant.

Les autres syndicats ont pris pour la première fois, position sur la succession de M. Guillaud. La COT a estimé que « le bilan du PDG n'est pas satisfaisant ». Quant au SNJ, il a dit : « Quel que soit le candidat PDG, les journalistes ne peuvent attendre plus longtemps l'ouverture de négociations sur leur représentation et leurs conditions de travail ».

Y.-M. L. et J.-F. L.

ix décrets sur la télévision

## accueillent favorablement ns du gouvernement

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

Les décrets sur la télévision ont été accueillis favorablement par les membres du gouvernement. Les organisations syndicales ont également exprimé leur soutien à ces mesures.

12 Théâtre : « Roméo et Juliette » à Bordeaux  
13 La grève dans les hôpitaux

13 La mort d'un spéléologue  
14 La cavale européenne de quatre malfaiteurs

14 Augmentation de la délinquance à Paris  
22 Les footballeurs français au Koweït

Deux cents artistes est-allemands à La Villette

## RDA : quand l'esthétique s'achève en politique

Dans leurs luttes pour la démocratie, la plupart des pays de l'Est se sont appuyés sur leur identité nationale. Mais quelle est celle de la République démocratique allemande, née d'une zone d'occupation militaire (la zone soviétique) et d'une idéologie érigée en dogme (le marxisme-léninisme) ? Cet Etat est-il voué à disparaître, tôt ou tard, sans laisser de traces, au sein d'une Allemagne réunifiée ? Sa seule identité par rapport à l'Ouest, c'est le domaine culturel, répondent les artistes de Berlin-Est, de Leipzig, de Dresde et d'ailleurs. Une culture née en vase clos, développée dans l'ombre, à l'abri des mots d'ordre officiels, méconnue dans ses propres frontières, inconnue à l'étranger. Pendant trois jours, la Grande Halle de La Villette en présente les aspects les plus divers : cinéma, théâtre, jazz, arts plastiques, rock, photo, marionnettes, vidéo.

EMMANUEL DE ROUX

Pendant trois jours, La Villette va vivre à l'heure de l'Allemagne de l'Est, grâce à la rencontre, à Berlin, d'un journaliste français, Maurice Najman, et d'un critique allemand, Christoph Tannert. Le premier couvrira les événements qui depuis l'automne agitent la RDA, le second est l'un des plaques tournantes de Prenzlauer Berg, le quartier sensible où se retrouvent une bonne partie des artistes de la ville. « Plus qu'un quartier, c'est un état d'esprit », note Christoph Tannert. Ce fils de pasteur de trente-quatre ans, né à Leipzig, écrit, organise des expositions et des concerts depuis une bonne dizaine d'années. Il a même été chanteur dans un groupe rock : Teurer denn ich. « L'important dans ces groupes, ce n'était pas tant la musique que les paroles, des textes souvent rédigés par de jeunes poètes qui n'avaient aucun moyen de se voir publier. En revanche, depuis deux ans, dans quelques discothèques, des disc-jockeys acceptaient de diffuser ces cassettes autoproduites ».

C'est il y a une dizaine d'années, environ, qu'a commencé à se mettre en place un réseau de circuits artistiques souterrains, nés de la censure et de la pénurie, fondés sur des courants et des rapports sociaux différents. Il permet aux artistes non officiels de se procurer les matériaux indispensables à leurs travaux (peinture, ateliers, bandes vidéo, etc.) mais aussi d'organiser des expositions privées de maître à la disposition des musiciens ou des cinéastes, des lieux de concerts ou de projections (souvent dans des appartements), d'édition artisanale livres et revues. Une culture s'épanouissant discrètement en vase clos. L'ouverture du mur de Berlin puis celle des frontières a provoqué un appel d'air formidable chez ces artistes habitués à un oxygène plutôt raréfié : « Si les problèmes financiers n'étaient pas un obstacle, remarquent Klaus Kilisch, un plasticien,

devant Maurice Najman, on pourrait faire le tour des musées de Beaubourg au Prado ». « Je me suis dit, poursuit le journaliste, qu'il fallait les faire sortir. C'était un cadencé mais aussi un hommage à leur pugnacité ». Corinna Wolger, responsable de la programmation de la Grande Halle, accepte très vite de recevoir quelque deux cents artistes est-allemands, toutes disciplines confondues.

Christoph Tannert désirait depuis longtemps que cette culture se manifeste au grand jour. « Il est paradoxal, constate-t-il, que cette reconnaissance soit d'abord acquise à Paris. Il y a quinze ans, Beaubourg organisait une exposition où les artistes officiels de la RDA étaient représentés. Aujourd'hui, c'est notre tour à La Villette ». On verra donc du théâtre et du cinéma, des specta-

cles de marionnettes et des plasticiens au travail, des défilés de mode accompagnés de musique rock, des expositions de photos et des projections de toutes sortes. On entendra du jazz et des auteurs liront leurs textes. L'image, la parole, la musique, la peinture se côtoient volontiers : la performance est l'idée force de ces courants alternatifs.

### « Nous exprimer librement »

« Mais ce que nous voudrions montrer aussi à travers cet éventail, ce n'est pas une culture dissidente, une simple protestation, précise Christoph Tannert. Ce qui nous a marginalisés, ce sont des choix esthétiques : le rejet d'un art officiel, le réalisme socialiste, par exemple. Pour nous, le grand tour-



Manifestation d'artistes en Allemagne de l'Est le 17 novembre 1989.

de discours significatifs. Jürgen Eger, l'un des chefs de file de la chanson contestataire, dans la tradition de Wolf Bierman, y a pris notamment la parole. On l'a revu, à Alexanderplatz, lors du grand défilé qui réunissait, le 4 novembre, un million de personnes, aux côtés d'artistes aussi différents que le décorateur de théâtre Henning Schellert, les écrivains Christoph Hein, Heiner Müller, Christa Wolf, Stefan Heym ou le plasticien Leo Wolf.

Une ouverture brutale, après tant d'années de réclusion, ne serait-elle pas fatale à cette culture développée à l'ombre ? Ne risque-t-elle pas d'être écrasée par une confrontation subite avec l'Occident ? « Je ne crois pas », répond Christoph Tannert. Les artistes de l'Allemagne de l'Est vont simplement pouvoir travailler dans des conditions normales, se mesurer avec d'autres cultures, d'autres individualités, présenter leurs œuvres à un public qui pourra les choisir ou les rejeter, en toute liberté. Des échanges ont déjà lieu entre les deux Allemagnes. Bien sûr, j'ai d'abord le sentiment d'être Allemand, mais dans tous nos documents vous trouverez des références à l'Europe. Et pas seulement à l'Ouest. Nous devons beaucoup à des pays comme la Tchécoslovaquie ou la Pologne, dont on n'oublie pas le rôle joué par Solidarnosc. La RDA, c'est une manière particulière de sentir l'Allemagne. Nous sommes fiers d'avoir tenu dans une situation difficile. S'affronter sans cesse aux normes officielles a aigri notre sens critique. L'ouverture, c'est un espoir et une crainte. Si nous sommes capables d'articuler notre identité dans un domaine, nous serons forts. Or la seule sphère où la RDA a vraiment quelque chose à dire, sa seule identité par rapport à l'Ouest, c'est le domaine culturel ».

EMMANUEL DE ROUX

## « Le couvercle de la marmite a sauté »

Pour cet ensemble de manifestations, l'aménagement de la Grande Halle est conçu comme un entonnoir, qui s'étend du sud au nord. D'un espace libre, ouvert, où sont exposés des objets, des photos, part un labyrinthe de ruelles, de pistes délimitées par des grillages — à la manière des pistes pour les courses de lévriers — et qui aboutit à la grande scène où vont se produire les groupes rock. On apprend que le rock est « l'expression la plus vivante » : il reflète le sentiment de vie le plus immédiat. Il traduit clairement le grand désir d'aller aux Etats-Unis.

Performer, peintre et cinéaste, Volker Lewandowsky est l'auteur de cette scénographie. Accompagné du peintre Mischa Brendel (1) et de l'écrivain Durs Grünbein, il raconte : « Nous ne connaissons pas grand-chose de la France, juste ce que nous en avons appris à l'école. Presque rien. Nous avons toujours vécu enfermés, sans contacts avec les artistes de l'Ouest, si ce n'est par un plan personnel. A Berlin, le centre culturel français nous apporte des informations, en particulier par le biais du cinéma. C'est peu, mais parfois on se concentre mieux en regardant par le trou de la serrure qu'en lisant son attention ».

« Au milieu de l'année dernière, certains peintres se sont vu attribuer un passeport. Au mois d'août, je me suis installé à Berlin-Ouest. Je ne suis pas parti pour des raisons politiques, seulement artistiques. J'avais besoin d'une autre ambiance pour travailler, d'autres moyens aussi ».

« Auparavant, j'ai vécu dans trois villes. Dresde, où je suis né, qui est pour moi le ventre maternel, le nid. Leipzig, où j'ai fait mes études, un havre de paix, ma ville de prédilection. Et enfin Berlin, parce qu'il faut bien rencontrer des gens. Mais c'est à l'Est comme à l'Ouest un lieu de transit, et c'est tout ».

Il y a celui qui est parti dès qu'il a pu, celui qui veut rester parce que tous les murs ne sont pas tombés. « Je ne me sens pas responsable de la culture en RDA, dit Mischa Brendel, pas de la culture officielle. Mais je connais plus d'une raison de rester. Partir maintenant serait réduire à rien les

lutes que j'ai menées. Tout ce que j'ai réalisé jusqu'à présent l'a été sous l'effet de contraintes extérieures et intérieures, et qui n'ont pas disparu, ne serait-ce que dans les mentalités. Nous devons les extirper. L'enseignement est uniforme, toujours lié au réalisme socialiste. On apprend une seule façon de faire. S'en éloigner exige une forte volonté. Mais l'avant-garde ne s'est pas débarrassée de cette formation. La vie artistique demeure au ras des pâquerettes. C'est à nous de la faire évoluer ».

### « Exposer partout en Europe »

La manifestation de la Grande Halle représente pour les invités l'occasion de « sortir de la RDA, cette boîte à chaussures hermétique ». Certes, le pays s'est développé, mais pratiquement rien de ce qui s'y est fait n'en a franchi les frontières, tout est marqué par l'obsession de l'enfermement, plus encore que par la censure. La censure existe pourtant, et elle est politique dans la mesure où, en RDA, comme dans les pays de l'Est en général, art et politique sont intimement liés. Dès que l'on ne se conforme pas strictement aux lois dictées par les nécessités idéologiques, on devient subversif. Ainsi les performances, genre inclassable, ont beaucoup souffert de cet état de fait, elles ont longtemps été ignorées, niées.

« Comme si rien ne se faisait. Nous n'existions pas, il fallait opérer clandestinement, avec cependant le risque d'une descente de police. Ensuite, nous avons subi les refus, le rejet, les mauvaises critiques. Se situer en marge des espaces reconnus procure peut-être une forme de liberté, mais un anonymat absolu. Les ateliers, les voyages à l'étranger, étaient attribués seulement aux artistes. Nous n'avions pas droit aux expositions, nous étions exclus du marché de l'art ».

La manifestation de la Grande Halle est la manifestation de leur existence. Ils veulent dire qu'ils ne sont pas nés sur les ruines du mur. Ils ont acquis une expérience professionnelle. En dépit de toutes les difficultés, ce n'est l'essentiel, pour des gens que l'on a habitués à dire

« nous, nous, nous, le peuple », chacun travaille à réaliser une œuvre qui lui corresponde intimement.

« Je voudrais atteindre un but qui me semble normal : pouvoir exposer partout en Europe. Il faudrait que ces trois jours à Paris n'en restent pas là. Nous en attendons les retombées ».

Mais trois jours, c'est court, et question d'organisation et/ou d'argent, personne ne peut s'avancer : les œuvres doivent retourner en RDA. Ne rien voir ni peindre, ne pas avoir le temps de connaître et de se faire connaître, espérer au mieux un engouement de mode : tous trois — et très probablement les autres — le regrettent. Ils craignent de servir à la commercialisation de la chute du mur. Ce n'est certainement pas sans arrière-pensée et par seule générosité que nous avons été invités ».

Sage méfiance ou paranoïa bien connue des citoyens de l'Est ? On peut malgré tout espérer que ces trois jours provoqueront une saine curiosité dénuée de jérémisme, le désir irrépressible de savoir ce qu'est ce pays jusqu'à présent « hermétique ». Si l'on en juge par ses films présentés au Festival de Berlin (Ouest) l'an dernier — le Casse, ou Fallada —, il réserve des surprises. Ce sont des films de colère, comme la RFA en a produit dans les années 70, comme l'Occident semble ne plus savoir en susciter.

### « Ranger leurs machines à écrire »

Mais les artistes présents à La Villette se placent au-delà de ces mouvances contestataires, et de toute façon institutionnelles, dont on a pu ça et là rencontrer plusieurs exemples dans les domaines du cinéma, du théâtre — qui est assez riche et fort pour absorber la critique — de la littérature surtout. Pourtant les écrivains n'ont pas été en tête du mouvement qui a abattu le mur.

La coupure s'est faite après l'exil de Wolf Bierman. Beaucoup d'intellectuels sont partis, et les autorités ont décidé d'accorder à quelques auteurs — ainsi qu'à des acteurs — de la littérature surtout. Pourtant les écrivains n'ont pas été en tête du mouvement qui a abattu le mur.

« Un privilège devenu un piège subtil, et qui a séparé ses bénéficiaires d'une société en mouvement. Les écrivains ont vécu de la division de l'Allemagne. A présent, ils peuvent ranger leurs machines à écrire », dit Durs Grünbein. « On peut ajouter que la conception prussienne de l'écrivain exclut la notion même de dissident, exclusi sa personne. Celui qui s'en va est considéré comme un déviant. Il est exclu ».

Devant, que va-t-il se passer avec ceux qui vont revenir, pour ceux qui veulent rester ? « Comment le savoir ? Pour l'instant, il est difficile de prévoir quel que ce soit. On vit dans le désordre. Le couvercle de la marmite a sauté, tout éclate. On ne peut rien contrôler. Les réactions sont contradictoires. Certains débordent d'énergie, d'autres ont peur. Ils se sentent menacés par des dangers nouveaux, dont ils étaient protégés, dont ils se font une idée épouvantable. On leur a toujours dit que ce qui se fait et se passe de l'autre côté du mur est malsain, et ils se ferment ».

Si l'on pense que de côté-ci du mur, la réciprocité est vraie, on souhaite une bonne volonté suffisamment obstinée pour arriver à ce que les uns et les autres s'écoulent. « Notre génération est la plus mal lotie. Les vieux ont connu une seule Allemagne, les jeunes oublieront le mur ou ne le connaîtront pas. Nous, nous avons grandi avec, et avec tout ce que ça comporte. La décomposition du stalinisme équivaut à la formule « Dieu est mort ». D'un coup, il y a une perte de sens, un vide. Il a fallu bien de l'énergie pour abattre les murs, il en faudra davantage à présent ».

« Je connais une histoire : au cours d'une réunion du Nouveau Forum pendant laquelle on discutait à propos d'une voie alternative pour un régime futur, un vieil ouvrier s'est levé et a déclaré : « Un troisième socialisme, non, je ne le supporterai pas ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Volker Lewandowsky et Mischa Brendel font partie du groupe Autoperforation qui prépare plusieurs performances multimédias, dont une avec Durs Grünbein.

### Expositions, cinéma, livres

— Exposition de 500 œuvres en la présence de 200 artistes. Un hommage particulier sera rendu, à Jürgen Böttcher-Strawacka, l'un des artistes les plus importants vivant en RDA. Réalisation d'œuvres collectives et de performances multimédias. Ateliers de sérigraphie, pochettes graphiques, nouvelles images.

— Dans la salle Boris-Vien, projection en permanence de vingt-six heures de films (cinéma, vidéo, super 8) est-allemands inédits en France.

— Le « Cabaret » accueille programmes musicaux et spectacles légers. Il se transforme en

« Café littéraire » où auteurs et acteurs allemands font des lectures qui seront également confiées à des comédiens français. Le bar est ouvert de 12 heures à 24 heures.

— La librairie « La loi des Auteurs », spécialisée en littérature allemande, est ouverte de 13 heures à 22 heures. Sa directrice, Nicole Nary, anime le « Café littéraire » en compagnie de Christian Salmon.

★ L'autre Allemagne hors les murs. Les 19, 20 et 21 janvier à la Grande Halle de La Villette, chaque jour de midi à 2 heures du matin. Tél. : 42-49-77-22. Métro : Porte de Pantin. Prix d'entrée : 50F.

M.C.9.3  
BUBIGNY

Jean JOURDHEUIL  
Jean-François PEYRET

REPRISE

18 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

24 JANVIER - 18 FEVRIER

LES SONNETS  
DE SHAKESPEARE

André WILMS - Jorge SILVA MELO  
Joëlle LEANDRE

« Et vous enfin du très beau théâtre. Summum envoiement superbe et qui aussi suscite le rire »

« Un Shakespeare lu par plusieurs littéraires, mo en scène comme un défi »

« Conversation pour deux comédiens délicieusement maladroits sur fond de contrebas »

« Ce Sonnet de Shakespeare »

« Narcosques homosexuels mélancoliques et voluptueux »

LIBERATION  
LA CROIX  
LE MONDE  
L'ESPRESSO  
L'UNION  
L'EUROPEAN  
L'ESPRESSO  
L'UNION  
L'EUROPEAN

CREATION

LA NATURE DES CHOSES

d'après Lucrèce « De rerum natura »

6 MARS - 1<sup>er</sup> AVRIL

LOCATION : 48 31 11 45



## CULTURE

## MUSIQUE

## Les fantômes de Saint-Petersbourg

« La Dame de pique » dans toute sa couleur locale grâce au Théâtre Maly

Stanislav Goudassinski même décidément ses troupes du Théâtre Maly de victoire en victoire, et à un train d'enfer, à raison d'un spectacle différent chaque soir : de quoi éblouir des machinistes français. Et toujours la même perfection technique, le même respect des œuvres, la même faculté de récréation.

Troisième de ses productions, la Dame de pique de Tchaïkovski est plus réussie encore qu'Eugène Onéguine. D'abord parce que le chef, Iona Alex, se sent enfin à l'aise à la tête de l'orchestre de Leningrad ; et celui-ci se baigne avec ivresse dans une musique qu'il sait par cœur et qui peint d'une manière si frappante la ville même de Saint-Petersbourg avec ses fantômes du siècle passé.

Ensuite, parce que l'œuvre, d'une prodigieuse efficacité théâtrale, est chantée par de très grands artistes, et d'abord Irina Botchkova, qui incarne une formidable comtesse : vieillarde fragile, voix de marbre, mystérieuse, ombrée par la gravité d'une mort prochaine, toujours indomptable, elle s'endort en murmurant l'air de Richard Cœur de Lion (de Grétry) avec une émotion si bouleversante qu'elle nous laisse au bord des larmes, tandis que s'approche l'homme qui va lui donner le coup de Destin.

C'est Hermann, l'officier brûlé par le feu jusqu'à la folie, à la poursuite des « trois cartes », le secret que détient la comtesse et qu'elle emportera dans la tombe, avant de lui révéler faussement... outre

tombe. C'est le ténor Viktor Fichtchenov, voix perçante, mais courtoise et fascinante, qui nous entraîne dans ce monde proche de l'enfer, comme cette Liss qu'il arrache à un riche mariage et abandonne au bord du suicide, l'émouvante Valentina Youzenko, dont le timbre très pur se brouille parfois dans les déchaînements d'un rôle pathétique.

On reste sidéré par la qualité d'une distribution aussi nombreuse, des chanteurs et des danseurs d'une pastorale un peu sucrée, très petersbourgeoise, qui s'achève par l'arrivée de la tsarine Catherine II !

Goudassinski et son décorateur Semion Pastoukh ont enfin admirablement utilisé les antithèses qui peuplent cet opéra où Tchaïkovski joue en virtuose avec les nerfs des spectateurs et avec les fantômes qui l'habitaient. Des visions extraordinaires (tel le passage de la voiture de la terrifiante comtesse devant Hermann pendant l'ouverture) alternent avec des tableaux légers (l'adorable « Jardin d'été ») ou d'une rassurante mondanité.

Et les contrastes sont encore accentués par la puissance d'évocation des éclairages et la rapidité des changements à vue, où les grilles et les arborescences se meuvent en un grand salon ou un triomphe par un coup de baguette magique.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations au Théâtre des Champs-Élysées les 23 et 29 janvier (19 h 30).

## THÉÂTRE

## Nuits de meurtre et nuits d'espérance

« Roméo et Juliette » à Bordeaux, dans la nouvelle salle du Centre dramatique  
« La Passion », de Péguy, à la Cité internationale

Un grand et beau théâtre vient de naître à Bordeaux. Centre dramatique national, au bord du fleuve, les façades de pierre des bâtiments, où les navires déposaient leurs cargaisons de sucre, de café, sont restées telles quelles, et dedans, sous d'anciennes charpentes presque navales, ce sont des halls, des grands, des scènes, beaucoup de boîtes, tout cela grand et chaleureux avec des notes d'architecture, ici ou là, plus jeunes : une réussite.

Et à voir, dès les premiers soirs, tout ce monde d'ici, vieux couples de grands-parents ou volées de lycéennes, entrer dans ce théâtre, avec des airs de visiteurs mais aussi de propriétaires sûrs de leurs droits, il est facile de mesurer à quel point, pour une grande ville, un vrai théâtre compte, reste l'un des centres de gravité irremplaçables.

L'ouverture s'est faite avec Roméo et Juliette, d'après la production de Jean Vanthier, qui, au fond, est une pièce de jeunesse ou plutôt la pièce d'un allant de jeunesse, comme chez nous le Cid. Car Shakespeare dit bien que pour les parents Montaigu et Capulet, pour le prince, ces histoires de vendettas ont perdu toute raison d'être, et que c'est le sang chaud, le châtiment des jeunes gens, qui relancent la guerre, et aussi, quand même, les hasards, les malentendus, les secondes d'aveuglement. Juliette et Roméo sont bien trop vite, trop vite, d'autres, parce qu'ils ont été happés, plutôt malgré eux, dans ces accidents, ces inversions du temps.

La mise en scène de Jean-Louis Thamin, dense, rapide, nous fait bien sentir cette pensée de Shakespeare : l'accord magique de deux êtres s'échappe que par illusion à l'enchaînement des autres vies. Thamin a réuni des acteurs qui ont le charme et l'énergie : Samir Sidi (Mercutio), Coco Feigolles (Madame Capulet), Yves Gourvil (Frère Laurent), Juliette et Roméo (Laure Marzac et Eric Jakobiak) avaient le trac, le premier soir, c'est presque inévitable, elle avait une voix trop forte, lui trop faible, cela s'arrangera. La musique de Dominique Probst, qui semble bien s'ajuster à la traduction de Jean Vanthier, pourrait être donnée avec plus d'ampleur, dans les prochaines.

Enfin l'excellence de ce Roméo et Juliette reposait pour beaucoup



Laure Marzac et Eric Jakobiak dansent « Roméo et Juliette ».

sur la splendeur et l'intelligence du décor de Rudy Saboungi. L'espace de jeu est encadré de hautes boîtes dont les géométries et les perspectives étranges suscitent un climat de fable, de méditation. C'est un peu comme une grande chambre des esprits.

Mais toute la charge émoive repose en fait sur l'intensité de la nuit : cette tragédie de Shakespeare est la tragédie de la nuit, et Rudy Saboungi a fait que les actions sont aussi des ombres apparues à contre-nuit sur un fond de nuages d'argent que transperce la lune.

C'est la nuit qui est ma grande muraille noire où les jours ne s'ouvrent que comme des lucarnes. Comme la mer est la réserve d'eau, ainsi la nuit est la réserve d'être. O Nuit, qui est l'instrument et la matière même de l'Espérance : lorsqu'il écrit son invocation à la Nuit, Charles Péguy ne pouvait pas ne pas penser à Shakespeare.

Nous le retrouvons, Péguy, à la Cité internationale universitaire, à Paris, où une compagnie de Bresuire, le Théâtre du Bocage, pré-

sente, sous le titre La Passion, des pages du Mystère de la charité.

Là aussi la qualité de la soirée repose pour une part sur le décor qui, pourtant, est très simple : une chaise de paille dépenalisée, à rempailler. Elle est là, cette chaise, elle a l'intensité de présence d'une personne. L'acteur Jean-Paul Billecocq, qui donne le texte, a eu l'idée de mettre en scène cette chaise, idée juste puisque le texte c'est l'enfance puis la mission de Jésus racontées par sa mère.

Jésus, avant sa mission, fabriquant des chaises, comme faisait son

père Joseph le charpentier. « Trente ans de charpente et trois ans de parole ». Et le père de Péguy était menuisier aussi, mais, des suites de la guerre de 1870, il mourut quelques semaines après la naissance de Péguy, et sa mère alors gagna sa vie à rempailler des chaises.

Dans son Mystère de la charité, Péguy raconte comment Marie suivait de loin, son fils, durant tous ces jours que disent les Évangiles. « Elle suivait les événements. Un peu en dehors du cortège. Sous les arcades, dans les couloirs d'air. Dans les rues ». Et, dit Péguy, Marie savait qu'il en était bien rare que le gouvernement et le peuple soient d'accord, et qu'alors « on pouvait quelquefois en réchapper », mais que, là, « elle voyait bien que tout le monde était contre lui, le gouvernement et le peuple, ensemble, et qu'ils l'auraient, qu'ils auraient sa peau ».

Curieusement, Péguy dit que, jusqu'au jour de son exécution, Jésus était resté dans les jupes de sa mère : « Elle lui avait fait sa soupe et bordé son lit jusqu'à trente ans. » Ce spectacle modeste, La Passion, est prenant, même pour les incrédules, si forte est la parole de Péguy, et les mécréants pourront, ensuite, lire l'Eve du même Péguy, l'un des plus grands poèmes français, et tout de même moins « curé ».

MICHEL COURNOT.

► Roméo et Juliette. Théâtre du Port-de-Lune, Bordeaux. Du mardi au samedi à 20 h 30 jusqu'au 31 janvier. Tél. : 86-81-98-00.

► La Passion. Cité internationale, La Roseraie. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-89-38-69.

## Des vies mises en pièces

A soixante-six ans, Gérard Guillaumat se raconte dans un spectacle : « Francis »

LYON

de notre bureau régional

Compagnon de troupe de Jean Dasté, puis de Roger Planchon, Gérard Guillaumat se raconte au jeu du je, raconte sa vie de député, son amitié pour Francis, son grand frère de souffrance, son sauveur. Francis, paysan corrézien « obtus, bossu, sans rien pour séduire, le contraire d'un héros », lui a appris le mode d'emploi de la survie : remuer les doigts de pieds pour résister au gel, se blinder contre l'horreur du quotidien, « se faire animal ». Et puis encore, décoller une planque en estampillant les cadavres près des fours crématoires, « parce qu'il y fait chaud ».

Jean-Louis Martinelli, directeur du Théâtre de Lyon, avait demandé une réécriture d'un long entretien avec Guillaumat à Michel Vinaver, qui lui a répondu : « Ne pas toucher, haute tension. »

Ne pas toucher, Guillaumat procède à la mise à plat de son histoire sans musique, sans effet d'éloquence, sans pathos. Si elles annihilent quasiment l'émotion, cette distance et cette sobriété des mots soulignent la singularité, voire l'extravagance de son itinéraire, jusqu'au retour à la vie, claudicant et bégayant, jusqu'à l'inscription au Collège Ducloux « pour se réapproprier la parole ». Guillaumat confie qu'il affabule à partir de choses vraies. Il fait l'intéressant, lui qui rêve de jouer le Roi Lear, et retient l'intérêt.

Après le Théâtre de Lyon, il repartira à Villeurbanne, au TNP.

un spectacle qu'il a créé au Théâtre de Poche, le Poisson-Scorpion, adapté du roman de Nicolas Bouvier, et qui se passe dans les années 50, au Sri-Lanka, qui s'appelle encore Ceylan. Au terme d'un long parcours, l'auteur, dévoré par les fièvres, lyre de solitude, était venu y échouer. Dans une langue riche, d'un raffinement et d'une volupté rares, il raconte ce qu'il a cru être sa dernière escalade. Et Gérard Guillaumat restitue l'étrange mélodie de ce voyage au bout de la nuit cinghalaise.

ROBERT BELLERET

► Francis. Théâtre de Lyon, 7, rue des Aiguilles, à Lyon (69). 20 h 30, jusqu'au 31 janvier. Tél. : 78-36-87-87.

► Le Poisson-Scorpion. Villeurbanne TNP, du 1<sup>er</sup> au 6 février, du 20 février au 4 mars. Tél. : 78-83-30-50. Chambéry, le 8 février. Annemasse, les 9 et 10 février.

**créteil** Maison des Arts

GRANDE SALLE DU 19 JANVIER AU 17 FEVRIER  
**BRITANNICUS**  
JEAN RACINE  
MISE EN SCÈNE  
MARCEL DELVAL  
THEATRE VARIA DE BRUXELLES

PETITE SALLE DU 12 JANVIER AU 11 FEVRIER  
**UN GOUT DE PIERRE**  
DANS LA BOUCHE  
FRANÇOISE DU CHATEL  
MISE EN SCÈNE  
LAURENCE FEVRIER

90 18 88

**PREMIERE SAMEDI 20**

**GAITÉ-MONTPARNASSE**  
LOC. 43.22.16.18

**JEAN-PIERRE CASSEL**  
**DOMINIQUE LABOURIER**

**UN ŒIL PLUS BLEU QUE L'AUTRE**  
Comédie d' EVELYNE GRANDJEAN

Mise en scène d' ANNICK BLANCHETEAU  
décor et costumes de ROBERTO ROSELLO  
avec  
**CORINNE DACLA**

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COCQUERIE  
CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION LYONNAISE-LA COCQUERIE

**HISTOIRE DU SOLDAT** de Ramuz et Stravinsky  
Mise en scène Patrice Boga. Direction musicale Jean-Charles Cheu  
du 11 janvier au 6 février  
loc. 43.22.16.18  
Centre Culturel Jean-Béraud  
23, av. du Général-Ledoux - La Cocquerie. Loc. : 48.35.11.44 + 3 Fiac

**SAINT GEORGES** Loc. 48.78.63.47 et agences

**MARIA PACÔME**  
*Et moi... et moi!*  
de MARIA PACÔME  
Mise en scène : JEAN-LUC MOREAU  
décor de CHARLIE MANGEL  
FRANÇOIS PACÔME  
EMMANUELLE BATAILLE  
ERIC THANNBERGER  
MARIE FRANCE MIGNAL

**la grande halle**

**l'autre Allemagne hors les murs**

Théâtre  
Rock  
Chanson  
Peinture  
Sculpture  
Bande Dessinée  
Cinéma  
Mode  
Littérature  
Photographie  
Vidéo

**EST**

renseignements 42 49 30 80

Pour la première fois en France pendant trois jours à la Grande Halle 200 artistes d'Allemagne, de l'est et d'ouest ont un grand débat avec des personnalités d'Europe Centrale.

19h  
20h  
21h  
12h  
24h

la ville

vous craignez  
l'en-bas,  
vous n'êtes  
pas encore en-bas.  
vous comprenez  
qu'il y a  
plus en-bas  
que l'en-bas  
quand vous  
penserez être  
en-bas. b.brecht.

SCÈNES DE LA  
**GRANDE PAUVRETE**  
MISE EN SCÈNE, MARCEL BUZZANUTI  
CHORÉGRAPHIE, CAROLINE MARCOT  
THEATRE DE GENÈVE  
DU 2 JANVIER AU 11 FEVRIER

## La grève de

La grève de... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)

## Le ministre

pour un nouveau m... (text continues on the right edge of the page)



rance  
tre dramatique  
e

Commencée vendredi dans les hôpitaux parisiens

## La grève des urgences divise les médecins

A l'appel de leurs syndicats, les chefs de clinique et les internes des hôpitaux ont commencé, vendredi 19 janvier, dans les hôpitaux parisiens, une « grève totale des soins et des urgences ». On précisait toutefois au siège de l'Assistance publique de Paris que cette grève ne devrait pas avoir de conséquences sur la prise en charge des malades hospitalisés et accueillis dans les services d'urgence. En province, si les internes observent toujours un mouvement de grève, les chefs de clinique ont repris le travail.

Le mouvement divise l'ensemble du monde médical. Alors que l'intersyndicale nationale des médecins hospitaliers s'élève contre la grève des urgences et « ne peut soutenir une forme d'action qui, pour défendre la liberté totale des tarifs médicaux porte atteinte aux exigences

éthiques d'accueil et des soins des malades urgents », les grévistes ont reçu l'appui du syndicat national des professeurs hospitalo-universitaires. « La nouvelle réglementation met l'élite médicale dans l'impossibilité de s'installer dans le secteur et le lieu de son choix », affirme ce syndicat.

Au ministère de la santé, où M. Claude Evin a reçu, le 18 janvier, les différents partenaires de la convention médicale, on insiste « sur l'urgence d'une reprise officielle des négociations ». Les grévistes souhaitent quant à eux, que la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) et les syndicats des médecins libéraux « prennent clairement et publiquement position par une déclaration et un texte d'accord-cadre spécifique aux internes et aux chefs de clinique ».

### Le ministre de la santé plaide pour un nouveau mécanisme conventionnel

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale a reçu, jeudi 18 janvier, chacun des syndicats de médecins libéraux (CSMF, FMF et MG France) et le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Il a souhaité à cette occasion une reprise des négociations « la plus vite possible » afin de parvenir à une nouvelle convention médicale. « S'il n'y a pas de réunion de négociations avant le conseil d'administration de la CNAMTS, lundi, je ne vois pas comment une telle conventionnelle peut être trouvée », a ajouté le ministre.

M. Evin n'a, semble-t-il, guère apprécié que la seule réponse du représentant de l'assurance-maladie ait consisté à assurer que le vide conventionnel actuel ne s'éterniserait pas au-delà de « quelques semaines ». Du reste, aucune réunion de travail entre les divers partenaires n'était prévue avant lundi, indiquant vendredi matin plusieurs responsables syndicaux.

Le dispositif conventionnel suggéré par M. Evin vise à ne pas introduire de discrimination en fonction de la date d'installation des praticiens et à « reconnaître certaines spécificités » (titres, formation, responsabilités hospitalières et universitaires) autorisant

des dépassements d'honoraires. Le ministre cherche ainsi à s'appuyer sur une partie des revendications des internes et chefs de clinique pour amener les partenaires à substituer un autre mécanisme au système actuel (le secteur 1 applique les tarifs de la Sécurité sociale, le secteur 2 pratique des honoraires libres). On autoriserait des dépassements d'honoraires en fonction de la seule qualification des médecins, le secteur 2 devant s'élargir progressivement sur une durée de deux ou trois ans, par exemple.

De son côté, la Confédération des syndicats médicaux français s'oppose ouvertement aux internes et chefs de clinique et son président, le docteur Jacques Beaupère, juge « excessif » de permettre à tous les internes, « c'est-à-dire tous les spécialistes », de dépasser les tarifs remboursés par la Sécurité sociale. Pas question, non plus, pour la CSMF, de voir disparaître l'actuel secteur 2. Alors que M. Maurice Dard, président de la CNAMTS, s'est refusé à toute déclaration, le syndicat MG France, dernier syndicat reçu, souhaite une nouvelle convention « égalitaire pour tous les médecins » et ne désespère pas de parvenir à un texte spécifique aux généralistes.

J.-M. N.

### Le service minimum

Les urgences graves et moyennes seraient normalement assurées, précise-t-on jeudi 18 janvier à l'Assistance publique. Cependant, les personnes allant à l'hôpital pour des soins minimes risquent d'être renvoyées dans une clinique privée. L'attente pourrait être plus longue que d'habitude dans les services des principaux hôpitaux qui sont ouverts 24 heures sur 24.

L'appel à la grève concerne aussi les gardes qui sont assurées par les médecins dans chacun des services (chirurgie, cardiologie, urologie, gastro-entérologie, rhumatologie, etc.). Dans tous les cas, « rien ne pourra mettre la santé des gens en danger », assure-t-on à l'Assistance publique.

Le « service minimum » mis en place repose tout d'abord sur « l'organisation spontanée » des permanences dans chaque service, avec des médecins volontaires et non-grévistes.

Si, la direction de l'hôpital détermine les effectifs nécessaires et adresse des « convocations individuelles » aux médecins — pour qu'ils viennent assurer un tour de garde.

Si un médecin ne répond pas à sa « convocation », il risque de faire l'objet d'une « procédure de discipline » dont la première mesure est l'envoi d'une « lettre d'observation » qui figurera dans son dossier.

## « On n'a pas le choix »

Réunie, jeudi, dans la salle de garde de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, les internes et chefs de clinique tentent d'organiser la grève des urgences. La journée s'achève. Les chaînes sont posées sur les tables de bois et, au fond de la salle, le couvent du lendemain est déjà mis. « Nous avons rencontré les chefs de service pour voir si les avertissements et les praticiens hospitaliers étaient suffisamment nombreux pour nous remplacer et assurer les urgences à notre place », explique l'un d'eux. Dans la majorité des cas, « cela a été possible ».

Des feuilles griffonnées remplies de chiffres et de colonnes sont éparpillées sur la table : le CHU compte soixante-trois pavillons, soixante-six services, quatre-vingt-quatre chefs de clinique et deux cent cinquante-sept internes. « Une vraie ville », commente un gréviste. Il leur faut dresser les listes des services, avertir les « patrons », et réduire au minimum les mises en demeure. « Nous aurons besoin de professionnels de la grève, note un interne. Nous sommes complètement débordés ».

Pour les urgences, la direction aurait lancé, disent-ils, treize mises en demeure. Ils devaient y répondre vendredi « au cas par cas ». Si leur tâche pouvait être assurée par l'un de leurs supérieurs, ils seraient « injoignables ». « En chirurgie orthopédique, il y a cinq chefs de clinique et cinq internes et tous sont grévistes », explique l'un d'eux. « J'étais de garde ce vendredi. J'ai prévenu mon chef de service que je ne viendrais pas. Il faut deux personnes pour les urgences : ce sera l'agréé et le praticien hospitalier. » Son voisin lui apprend alors qu'une employée du service parcourt

les couloirs à sa recherche afin de lui signifier sa mise en demeure pour le lendemain. « Elles doivent être remises en mains propres », répète-t-il. Aujourd'hui, je suis « absent », et ce soir, je ne serai pas chez moi ».

### Etat d'âme

Sauf « nécessité », beaucoup ont donc décidé de fuir les mises en demeure lancées par les directions des hôpitaux. Sans désertier pour autant, disent-ils. Malgré leur mot d'ordre de grève, internes et chefs de clinique devaient être présents vendredi « non loin des salles d'urgence ». « Je suis de garde en chirurgie viscérale, expliquait, jeudi, un interne. Pour les mises en demeure, je suis absent, mais je passerai voir le praticien hospitalier qui me remplace et je lui dirai où il peut me joindre. En cas de catastrophe, je viendrai, bien entendu ».

La grève sans la désertion, l'absence sans l'abandon. Le compromis, ils le savent, est bien difficile. La médecine n'est pas un métier comme les autres, et les malades, souvent, ne peuvent pas attendre. « On ne fait pas cela de gaieté de cœur », dit un gréviste. On est tout inquiet, et on a tous des états d'âme. Quand je rencontre dans les couloirs des malades qui me demandent où je suis passé ces derniers jours, je ne suis pas fier de moi. Mais j'ai bien réfléchi. On n'a pas le choix ».

Le rejet brutal, mercredi soir, de l'accord élaboré avec le ministre de la santé n'était donc pas un mouvement d'humeur. Insuffisant pour les uns, incertain pour les autres, il ne satis-

ANNE CHEMIN

Les ordures ménagères suisses dans une commune de la Loire

## La France ne doit pas devenir la « poubelle de l'Europe »

déclare M. Brice Lalonde

La région stéphanoise souffre-t-elle du syndrome des immondices ? Le projet d'un centre d'enfouissement de déchets industriels à Sury-le-Comtal (Loire) a, l'an dernier, attisé les passions. Ce mois-ci, c'est l'affaire des ordures ménagères suisses stockées à Roche-la-Molière qui a provoqué une levée de boucliers. Tant et si bien que M. Brice Lalonde est venu sur place jeudi 18 janvier, dans cette commune d'une dizaine de milliers d'habitants tout proche de Saint-Etienne.

### SAINT-ETIENNE

(de notre correspondant)

Les ordures ménagères de Saint-Etienne, ville de plus de 200 000 habitants, s'ajoutent quotidiennement à celles de douze autres communes avoisinantes : 450 tonnes de déchets sont déposées quotidiennement dans une décharge exploitée depuis dix-sept ans par le propriétaire du terrain de 65 hectares, la Société anonyme de transports d'ordures et de déchets (SATROD).

Cela ne va pas sans provoquer des nuisances : quand le vent du

nord se lève, des odeurs nauséabondes incommode tout un quartier de Firminy ; l'eau s'écoulant du site contribue à la pollution de l'Onaine, rivière se jetant dans la Loire et dans le lac du barrage de Grangent. Ces eaux d'infiltration seront dans l'avenir traitées par une station d'épuration plus performante que l'actuelle. C'est précisément pour financer ce projet de rénovation que la SATROD a passé contrat avec les Suisses.

Depuis le 27 décembre dernier, chaque jour, 30 tonnes d'ordures ménagères de la ville de Lausanne sont acheminées dans des conteneurs par la SNCF, puis par des camions. C'est un cheminot qui a vendu la mèche à la presse de Saint-Etienne. D'où la colère des élus, et plus particulièrement du maire de Roche-la-Molière, qui n'avaient pas été mis au courant de ces « importations ».

Le secrétaire d'Etat s'était chaussé de bottes vertes pour arpenter la décharge avec sa suite. Le bruit des camions-bennes pour- suivant leur ronde couvrait quelque peu sa voix. On a saisi au vol... « Je dis halte au déferlement des

déchets de toutes sortes et d'abord non aux poubelles d'origine étrangère. Je trouve scandaleux qu'un pays se pique d'environnementalisme nous envoie ses ordures ménagères. S'il faut de nouvelles lois, on les fera passer ».

Un peu plus tard, à la mairie, M. Lalonde a défini sa politique : « Je préfère que l'on exporte vers la Suisse des usines de traitement plutôt qu'on importe des poubelles. Quand on crée une décharge c'est pour les communes environnantes, et elles seules. Le gouvernement prépare un plan vert dans lequel le problème des ordures ménagères sera traité selon deux principes : produire de moins en moins de déchets et les traiter. Les dispositions prises ces trente dernières années sont insuffisantes ».

Le secrétaire d'Etat n'a pas en cause la bonne foi de la direction de la SATROD, mais le dossier d'importation va faire l'objet d'une seconde enquête. Au terme de la première, la société avait reçu les autorisations administratives nécessaires sans, semble-t-il, que l'origine des ordures ait été précisée. Cependant, comme le rappelle le préfet de la Loire : « Les ordures ménagères peuvent circuler comme une marchandise ordinaire, et il n'y a pas actuellement de texte légal pour interdire leur importation ».

PAUL CHAPPEL

### FAITS DIVERS

#### A Marseille

## Les enquêteurs s'efforcent de mieux définir la personnalité et les activités du docteur Peschard

Les obèques du docteur Jean-Jacques Peschard, maire du 7<sup>e</sup> secteur de Marseille, assassiné mardi soir 16 janvier, devaient être célébrées vendredi après-midi 19 janvier en présence de M. Robert Vigouroux et de nombreux élus de la ville et de la région. L'autopsie pratiquée à l'Institut médico-légal de Marseille a permis au médecin légiste d'établir que la victime avait été atteinte par un seul projectile de calibre 12 mm tiré en pleine tête, provoquant une mort instantanée.

Les enquêteurs, quant à eux, s'efforcent, notamment à partir de l'emploi du temps du docteur Peschard dans les heures, sinon les journées qui ont précédé son assassinat, d'explorer les différentes pistes qui s'offrent à eux. Aucun élément nouveau n'est intervenu ou, en tout cas, n'a été révisé, permettant de privilégier telle ou telle de ces pistes, qu'il s'agisse de la vie privée de la victime, de ses activités d'élite ou de sa vie professionnelle de chirurgien ayant exercé dans différentes cliniques marseillaises.

Les policiers du SRPJ de Marseille ont recueilli différents témoignages, notamment ceux des clients du restaurant à proximité duquel le docteur Peschard fut tué. Selon certains de ces témoins, le véhicule uti-

lisé par les tueurs et qui n'a pas été, pour l'instant, retrouvé était une Renault 20 diesel. L'homme qui conduisait cette automobile le soir de l'assassinat a été à visage découvert et serait de type européen, le cheveux grisonnant. Agé d'une cinquantaine d'années. Le tireur, lui, était cagoulé, mais, précision intéressante, serait gaucher.

### La mort de Christine Barras

Un portrait-robot du conducteur de la R 20 aurait été établi avec l'aide des témoins, mais ce document n'a pas été diffusé. Il est vrai que les enquêteurs restent extrêmement discrets dans la conduite de leurs investigations, procédant notamment à l'audition de très nombreuses personnes pour mieux définir la personnalité de la victime.

Sur ce plan, les proches de Christine Barras, ancienne compagne et collaboratrice du chirurgien, mystérieusement disparu à l'âge de vingt-neuf ans le 9 décembre 1984 et dont précisément la disparition avait à l'époque conduit la police judiciaire à entendre le docteur Peschard (le Monde du 19 janvier) ont multiplié les déclarations jeudi à Marseille.

Selon la sœur et la mère de Christine Barras, la jeune femme leur aurait fait part, avant sa disparition, de l'intention du docteur Peschard de rompre avec elle. N'acceptant pas cette rupture, Christine Barras aurait indiqué à ses proches qu'elle avait menacé le docteur Peschard de faire certaines « révélations », notamment sur des transferts illicites de fortes sommes d'argent vers la Suisse.

Interpellation de l'auteur présumé des coups de feu contre la voiture de M<sup>me</sup> Dufour. — L'antenne ariégeoise du SRPJ de Montpellier a interpellé, mercredi 17 janvier, à Fontvieille (Bouches-du-Rhône), l'auteur présumé des coups de feu tirés contre la voiture de M<sup>me</sup> Georgina Dufour, présidente de la Croix-Rouge française et déléguée générale à la lutte contre la drogue, ainsi qu'un complice de celui-ci. Le principal suspect est Daniel Brouzet, âgé d'une trentaine d'années, propriétaire d'un « ranch » spécialisé dans les promenades équestres. Il aurait reconnu avoir tiré à plusieurs reprises avec un fusil de chasse contre la voiture de M<sup>me</sup> Dufour et celle de son époux (le 23 décembre). Les deux véhicules, garés dans la cour, étaient vides de tout occupant.

### ÉDUCATION

A Nantes et à Rennes

## Manifestations de lycéens et de provinciaux

Près de 3 000 lycéens ont manifesté, jeudi 18 janvier à Nantes, pour protester contre les surcoûts et le manque de matériel dans leurs établissements. Sur le thème « Les sardines sortent de leur boîte », une centaine d'entre eux ont occupé les voies à la gare, retardant de vingt minutes le départ d'un TGV.

La veille, trois cents chefs d'établissement et leurs adjoints de l'académie de Rennes s'étaient rassemblés devant le rectorat de cette ville pour manifester leur « mécontentement » et demander une revalorisation salariale de leur fonction. Les Bretons n'avaient pas observé les recommandations du Syndicat national du personnel de l'enseignement du second degré (SNPDES), de « différer » les manifestations régionales prévues le 17 janvier dans l'attente du résultat des négociations actuellement en cours avec le ministère de l'éducation nationale.

### Le suicide d'une spéléologue renommée

## Véronique Le Guen hors du temps

La spéléologue Veronique Le Guen, âgée de trente-trois ans, a été retrouvée morte jeudi 18 janvier en fin d'après-midi dans sa voiture garée rue du Pré-Saint-Gervais à Paris (19<sup>e</sup>). Elle avait absorbé une forte dose de barbituriques.

Cent onze jours à quatre-vingt-deux mètres sous terre, sans montre ni repère chronologique : mille litres d'eau à consommer, nourriture congelée et conserves, électrodes et instruments de mesure sur le corps ; une température ambiante de 9,5°C, sans aucune variation. Seule, rigoureusement seule avec elle-même et de nombreux livres. Quand, le 29 novembre 1988, Veronique Le Guen revint la lumière du jour à la sortie de l'aven de Valet-Nègre près de Millau (Aveyron), elle a battu le record du monde en isolement temporel.

Son expérience dirigée par la spéléologue Michel Siffre avec

des scientifiques de Nice, de Strasbourg et de Lyon (le Monde du 29 novembre 1988) avait pour but d'étudier les rythmes biologiques fondamentaux. Veronique Le Guen avait recueilli une masse de données physiologiques. Elle avait aussi noté avec scrupule et précision dans un journal de bord, ses impressions, ses peurs et ses angoisses, et publié en juin 1989 un ouvrage, *Seule au fond du gouffre*, aux éditions Arthaud.

L'alternance entre la veille et le sommeil en étant privé des signaux que sont la nuit et le jour, l'influence de l'isolement, du silence, tout retentait alors l'attention devenue suraiguë de cette ancienne étudiante de lettres et de sciences politiques, adepte de sports à risques, où elle aimait se mesurer aux éléments. Comment retrouver aujourd'hui le chemin qui l'a menée de ses trois mois au fond d'un gouffre à la vie définitive hors du temps, un jour de janvier, dans une voiture immobilisée le long d'une rue de Paris ?



## SOCIÉTÉ

Cafouillage entre les polices française et néerlandaise

## La cavale européenne d'un quatuor des Yvelines

Quatre jeunes malfaiteurs français, deux frères et deux cousins portant les noms de Martins et Mendy, sont recherchés par la police judiciaire pour avoir commis plusieurs délits dans l'ouest de la région parisienne. Leur « cavale » suscite un différend diplomatique entre policiers français et néerlandais : arrêtés à Amsterdam le 23 décembre 1989, après s'être évadés le 15 décembre du commissariat des Mureaux (Yvelines), ils furent relâchés dès le lendemain sans que les autorités françaises soient averties. Au ministère de l'Intérieur on assure que de « discrètes représentations » ont été faites auprès des autorités néerlandaises.

## AMSTERDAM

de notre correspondant

Agés de dix-huit à vingt-neuf ans, les quatre jeunes délinquants ne se doutent pas qu'ils sont les protagonistes d'une cavale européenne. Ils ont d'autres soucis en tête. Opérant dans leur région de résidence — tous quatre habitent les Yvelines, deux aux Mureaux, les deux autres à Evreux — ils commencent leur équipée par un vol à main armée pour lequel ils sont arrêtés le 15 décembre 1989. Mais pendant leur transfert du commissariat des Mureaux au palais de justice de Versailles, ils parviennent, dans des conditions mystérieuses, à s'évader. En volant au passage son arme à un policier.

Huit jours plus tard, les fuyards sont à Amsterdam. Ils occupent les chambres numéro 4 et numéro 6 de l'hôtel Delta, situé sur l'une des artères les plus passantes du centre de la capitale néerlandaise, la Damrak, à la limite du « quartier chaud ».

## Rixe « rue du Sang »

C'est au cœur de ce dernier, dans la Bloedstraat (littéralement « rue du Sang »), que deux des Français en viennent aux mains, le 23 décembre vers 1 h 30 du matin, avec deux Surinamais. Achat de stupéfiants qui tourne mal ? Tentative de vol ? La rixe, en tout cas, ne passe pas inaperçue et deux policiers de ronde interviennent. « Sur dénonciation de l'un de ses adversaires, un Français est trouvé en

## JUSTICE

## Fusion syndicale dans l'administration pénitentiaire

Deux syndicats de surveillants de prison, le SNAPP (Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires) et le SPI (Syndicat pénitentiaire indépendant) ont décidé de fusionner pour constituer l'USP, Union des syndicats pénitentiaires.

Réussissant respectivement 12,77 % et 4,98 % des suffrages des personnels pénitentiaires aux dernières élections professionnelles, ces syndicats ont justifié ce regroupement par la nécessité d'être plus forts face à l'administration.

L'USP, qui réclame l'embauche d'environ 1 400 agents supplémentaires et voudrait que soit renforcée la sécurité dans les prisons, devrait présenter une plate-forme d'action dans deux mois. M. Dominique Poumevrol a été élu secrétaire général et M. Dominique Meulman secrétaire général adjoint de l'USP.

□ Mission sur la sécurité en prison. — M. Jean-Pierre Karsenty, cinquante-deux ans, a été chargé par le ministre de la justice d'une mission sur les problèmes de sécurité en prison. Après les récentes évasions qui se sont répétées depuis la mi-décembre, le ministre de la justice avait annoncé la nomination d'un « M. Sécurité » (le Monde du 16 janvier). M. Karsenty, inspecteur général de l'administration, qui fut président de la MILT (mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) de février 1985 à mars 1986, travaillait déjà depuis le mois de novembre sur les conditions de travail des personnels pénitentiaires. Il devra remettre un rapport sur la sécurité dans le courant du mois de février.

possession d'une arme à feu et les quatre protagonistes sont alors dirigés vers le commissariat du quartier », résume un porte-parole de la police.

Les événements s'enchaînent très vite. Une perquisition est opérée à l'hôtel Delta et les deux derniers Français rejoignent leurs compagnons en cellule. Le même jour, la police d'Amsterdam prend contact avec l'antenne néerlandaise d'Interpol, le CRI (Centre de recherche et d'information), à La Haye. Elle l'informe des circonstances de l'arrestation, de l'identité des quatre détenus et des résultats de la perquisition : « Deux revolvers d'alarme à gaz (...) et 63 400 francs français en coupure de 500, 200 et 50 francs. » Le message se conclut par l'annonce de la libération des prisonniers « le 29 décembre aux environs de 23 h 30 ».

Cette indication est d'autant plus étonnante que la démarche de la police d'Amsterdam auprès du CRI semble signifier que les enquêteurs souhaitent recueillir des renseignements auprès de la police française. Or celle-ci non seulement ne reçoit une demande d'information en bonne et due forme que le 9 janvier mais, de plus, cette demande est alors quasiment inutile puisque les quatre hommes ont dans l'intervalle recouvré la liberté.

Ils ont été libérés non pas le 29 décembre, mais dès le 24 décembre aux alentours de 22 heures », nous a affirmé après plusieurs heures de recherches un

porte-parole de la police. Pourquoi cet élargissement auquel le procureur de service le soir de Noël a, selon notre interlocuteur, donné son feu vert après avoir été contacté « probablement par téléphone » ? Tout simplement « parce que l'enquête policière était terminée ».

## Magnum « Spécial Police »

Cette enquête devait, en fait, commencer. La meilleure preuve en est le télex reçu à Interpol-Paris le 9 janvier. Émanant d'Interpol-La Haye, il comprend deux parties. La première transmet « pour la première fois » les informations envoyées au CRI par Amsterdam le 23 décembre. La seconde partie informe les policiers parisiens du fait que « des informations complémentaires ont été reçues de la police d'Amsterdam le 5 janvier ». — soit douze jours après la libération des détenus, — à savoir que « l'identité de deux des personnes est fautive », que l'arme saisie sur le premier Français arrêté « est un Magnum 357 » et qu'« une grande partie de l'argent semble provenir de l'attaque d'une banque ». Supposition facile : le télex précise par ailleurs que plusieurs liasses étaient encore entières « d'une bande vert et noir ».

Le télex demande enfin à la police française de transmettre des informations sur « les antécédents criminels » des quatre suspects ainsi que sur « l'argent et les armes ». La fiche signalétique du Magnum 357 indique que la men-

tion « Spécial Police » y est gravée — c'est probablement l'arme dérobée par les gangsters au policier des Mureaux. Malgré cela, des quelque 60 000 francs saisis, les policiers d'Amsterdam n'ont pas jugé utile de demander la prolongation de la garde à vue de l'un des prévenus au moins. Ces derniers ont tous été « rendus à la rue », selon l'image du porte-parole de la police.

Le CRI s'est refusé, mercredi 17 janvier, à tout commentaire : « Nous ne donnons aucune information sur les dossiers transmis par les corps de police locaux. La police d'Amsterdam dit de son côté ignorer pourquoi le CRI n'a fait suivre sa demande d'information qu'avec retard. Mais son porte-parole reconnaît : « Ça a cafouillé quelque part. » Avant de renvoyer la balle dans le camp français : « Les personnes arrêtées n'étaient pas signalées comme recherchées. »

En attendant, ou plutôt sans attendre, les quatre délinquants ont regagné la France. Le 8 janvier, dans les environs de Paris, ils « braquent » un automobiliste et utilisent sa voiture pour commettre un nouveau hold-up.

Quelques semaines après le report de la signature des accords européens de Schengen, l'histoire de ce quatuor illustre le chemin qui reste à parcourir avant d'arriver à une coordination européenne efficace dans la lutte contre le banditisme.

CHRISTIAN CHARTIER

Selon la préfecture de police

## La criminalité et la délinquance à Paris ont augmenté de 7 % en 1989

M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris, a présenté, jeudi 18 janvier, les statistiques sur les crimes et délits constatés à Paris. Ils ont globalement augmenté de 7 % en 1989 par rapport à 1988. Le préfet a aussi tiré le bilan de son « plan » d'amélioration de la circulation automobile (le Monde du 14 octobre 1989), en vigueur dans la capitale, du 1<sup>er</sup> novembre au 15 décembre.

De mémoire de préfet de police, on n'avait jamais publié aussi tôt les chiffres de la criminalité dans la capitale. Si M. Pierre Verbrugghe vient de les rendre publics, c'est parce que des chiffres « fantaisistes » avaient commencé à circuler. Adjoint au maire de Paris chargé de la sécurité, M. Philippe Goujon n'avait-il pas, récemment, évoqué dans la presse une augmentation de 10 % des délits et des crimes ? Le préfet a voulu remettre les pendules à l'heure.

Les crimes et les délits constatés en 1989, dans Paris intramuros, ont augmenté d'environ 7 % par rapport à 1988 (1). Près de 20 000 délits supplémentaires ont été relevés dans la capitale. Cette hausse concerne principalement les atteintes aux biens : vols à la tire (+ 12,5 %), vols à la roulotte (+ 8 %), vols divers (à l'étalage, à la dévotion : + 12 %), et cambriolages (+ 3 %).

On enregistre donc une progression assez nette de la petite délinquance, celle qui concerne plus directement la vie quotidienne des

Parisiens. Quant au trafic de stupéfiants, l'action policière s'est orientée en priorité du côté des « gros » trafiquants (hausse de 10 % des interpellations), mais les arrestations de petits « dealers » et autres vendeurs-consommateurs ont reculé (- 15 %).

## Rationaliser l'emploi des forces existantes

L'année du Bicentenaire aura eu des conséquences inattendues. Au plus fort des célébrations, en juin et juillet, les pickpockets et les voleurs à la tire ont profité des rassemblements et de la foule pour redoubler d'activité. La présence massive des forces de l'ordre, mobilisées pour surveiller le centre de Paris, n'y a rien changé.

Pour faire reculer la délinquance, le préfet de police ne réclame pas une augmentation des effectifs policiers. Il préfère rationaliser l'emploi des forces existantes : des équipes « mixtes », composées de policiers en civil et en tenue, seront bientôt créées pour lutter contre les petits trafiquants de drogue, contre les voleurs à la tire et à la roulotte. M. Verbrugghe lance, en outre, un double appel aux Parisiens : « Manifestez-vous ». A elles seules, les manifestations sillonnant la capitale occupent plus de 10 % des forces de sécurité publique (le préfet s'empresse d'ajouter que la liberté de manifester est sacrée...).

Deuxième appel : « Prenez plus souvent les transports en commun ». Ainsi les agents affectés à la circulation pourront-ils se consacrer

PHILIPPE BOUCHER

## JOURNAL D'UN AMATEUR

## Théâtre

À deux heures de Paris, le théâtre se cache, doublement : derrière les murs d'une prison et sous les traits de détenus qui avaient chausé le masque de l'acteur. Peu de spectateurs, bien sûr, puisqu'il s'agit d'un théâtre de rue, mais pour une générale à Paris. Mais France-Culture, dernier refuge de l'esprit et du cœur au sein du service public de l'audiovisuel, avait dépêché un représentant. Une minorité porta secours à une autre, en quelque sorte...

La troupe qui s'est formée dans le centre de détention de Caen, sous l'enseigne de Théâtre de l'Espoir, donnait en effet une pièce de l'écrivain algérien de langue française Nourredine Aba, intitulée *A l'aube et sans couronne* ou *L'annonce faite à Marie*.

Pour jouer, pour éclairer, pour peindre les décors, pour les installer, pour régler les accompagnements sonores : des détenus et rien qu'eux, aidés et conseillés (mais pas plus que cela) d'un « vrai » metteur en scène, M. Yves Graffroy, du Théâtre du Gros Caillou, et de l'éditrice de la prison, Mme Caroline Leray, vraisemblable cheville ouvrière du tout. La direction régionale de l'action culturelle a pourvu à la finance.

La qualité de cette représentation, c'est d'abord le choix de la pièce, œuvre d'un vrai dramaturge, dont l'écriture offre des bonheurs parfaits. Que Nourredine Aba n'ait été joué que deux fois à Paris, en 1988 avec le *Dernier jour d'un nazi* (à la Cité universitaire, Fondation Deutsch-de-la-Meurthe) et en 1980 avec la *Rédemption des clowns*, est exactement une injustice, une sottise, une faute de goût.

A l'aube et sans couronne raconte comment se rompt, par l'effet d'un égoïsme que nourrit la bêtise, l'harmonie des deux communautés européenne et musulmane dans un village algérien, resté jusqu'à l'écart de la guerre d'indépendance. Comment, aussi, cette harmonie était le fruit du silence et du malentendu.

Dans cette pièce très haute, noble au meilleur sens du mot, habitée de personnages-symboles qui n'en paraissent pourtant pas déincarnés ni abstraits, la générosité, le doute, le courage et la méchanceté sont également partagés : jusqu'à aboutir à un désastre dont, tout bien pesé, même les imbéciles ne voulaient pas. Et les salauds étaient, de part et d'autre, bien peu nombreux pour avoir cependant remporté une victoire si affligeante.

La qualité de cette pièce, ce n'est pas qu'elle soit conforme à la réalité, c'est qu'elle se déroule inéluctablement, comme affranchie de cette réalité dont elle n'est, dramatiquement parlant, qu'un reflet accidentel. L'intrigue et les caractères s'abourent mutuellement pour offrir un spectacle tout de simplicité, d'évidence presque, linéaire, dit-on, sans coup de théâtre, sans rebondissement qui aideraient au dénouement ou le rendraient plausible.

Voilà la pièce de Nourredine Aba, c'est aussi comprendre comment est née la guerre d'Algérie et pourquoi elle fut si sanglante et qu'il est aujourd'hui encore difficile d'en guérir ; ainsi que le dit un personnage européen à ses compatriotes : « Le résultat des petites

et grandes choses que vous leur avez toujours refusées... » Pour un [Algérien] qui ne veut pas accepter, combien d'autres à qui vous refusez jusqu'au droit d'exister... »

Prise de conscience tardive et rendue inefficace à laquelle répond en écho celle de l'Algérien « accepté », devenu médecin, puis combattant nationaliste et qui jette à son ami d'enfance européen : « Mes compatriotes, je les voyais comme à travers un brouillard. Leur détresse me peinait, mais je leur en voulais... Qui l'aurait aussi saisi, d'être aussi pauvres, d'être aussi résignés. J'étais persuadé que j'étais différent d'eux. Et puis... »

C'est donc ni une bluette ni une pièce de patronage qu'ambitionnaient de monter les détenus de Caen après s'être fait les dents sur une adaptation du *Petit Prince*. Pas davantage, au moins au premier degré, un texte-fait-pour-la-prison et que les détenus auraient pu jouer pratiquement d'instinct et sans effort.

Longues tirades, dialogues heurtés, monologues proches de la poésie (avec le risque d'être mièvre) ou de l'incantation (sans tomber dans le pompeux), nécessité de saisir une histoire proche et douloureuse alors que la troupe se partageait pour moitié entre Français et immigrés (de première ou de deuxième génération, peu importe), il n'était pas question de jouer à Caen en improvisé.

De l'avis de ceux qui en font métier, diriger une troupe de comédiens n'est pas chose facile. Que dire lorsque ces comédiens sont des détenus, donc tout en épiderme, et qu'il faut aussi s'incliner devant les impératifs (vrais ou supposés) qu'implique la détention, calmer ceux des surveillants, inventer des rapports disciplinaires pour semer le discord et l'inquiétude, amener à l'apprentissage par cœur des hommes qui jusqu'alors n'en avaient pas précisément l'habitude (à commencer par celui qui, ne sachant pas lire, a appris son rôle au sein d'un « commentaire »), ou bien encore être sur le point de perdre un acteur indispensable car devenu libérable le matin même de la représentation. Mais celui-ci n'est pas parti. Henri est resté une journée de plus, prisonnier volontaire pour cause de théâtre.

S'il y a lieu d'admirer, ce n'est pas en manière d'aumône, pour pousser de grands cris niais, la réalisation n'étant grande qu'en raison des obstacles, le compliment n'étant mérité que par rapport à la condition des acteurs. L'admiration n'est pas dans l'ordre du relatif, porté par un réflexe de dame d'honneur. Certains de ces comédiens d'un jour sont vraiment nés avec des plénitudes sous les pieds, comme d'autres un archet à la main.

Christian (1), saisissement dans le peu du

Michel, joué par Jack : « Regarde autour de toi, parcoure où il y a des hommes sous tutelle, c'est la même flamme et la même volonté de sortir de la nuit » ; Pascal, poignamment pour dire le personnage du commandant du FLN : « On demande un jour à un esclave... ou bien : « Zizou, fais ta peine, c'est elle qui te découvre » ; Ali en faux sonneur de village, animal de tréteaux pour la comédie italienne ; Jack en fils tourmenté par une ignominie ancienne, dont il ne sait s'il doit s'y soumettre ou s'en repentir, en succomber ou lui survivre ; Lyamine, à qui la fonction de metteur en scène convient peut-être mieux que le métier d'acteur, bien qu'il incarne le rôle central d'Azziz avec des emportements à la Daniel Mesguich.

Sans oublier ceux qui voudraient et pourraient faire mieux mais n'osent pas encore entrer dans le théâtre : Yannick, qui en a pourtant l'expérience ; l'autre Pascal, qui se soucie pourtant que son physique ne réponde pas à celui de son personnage et qui ne demande qu'à entendre que le théâtre c'est aussi cela.

Tous, y compris ceux qui s'empêchent encore dans ces « e » muets qui s'obstinent à être sonores quand il ne faudrait pas, ou qui demandent aux mouvements de leurs bras de masquer leur timidité, tous, sur scène, montrent soudain des têtes d'hommes libres et des visages d'innocents. C'est l'autre Pascal qui dit : « Quand on trouve quelque chose qui nous fait grandir... »

Au final, gênés d'abord d'être si vigoureusement applaudis, un vrai sourire leur vient quand ils sentent, comme les vrais acteurs, que ces applaudissements durent plus longtemps que la courtoisie ne le demande.

Jusqu'aux surveillants présents, choisis parmi ceux qui soutenaient l'entreprise, qui repouvent pour eux-mêmes les éloges et qui soulignent, fiers de leur rôle, le travail des acteurs.

Au foyer, pour la petite réception qui suit, il suffirait que le jus de fruit fût remplacé par du champagne pour retrouver l'ambiance d'une générale au Français. Mais un petit biscuit y annonçait les festins.

P.S. 1. — Message personnel à M. Guy C. sous la forme d'un propos à l'exportation tenu par le directeur d'un très fameux institut de sondages, ceux-là constamment favorables à M. Rocard, comme il est inutile de le rappeler : « Le premier ministre sera populaire jusqu'à la défection. »

P.S. 2. — Sans rapport avec le précédent. Il faut aussi vérifier les paroles que l'on rapporte. Ainsi la semaine dernière (le *Hôpital*). Ce n'est pas Goebbels qui sort son revolver lorsqu'il entend le mot culture, mais le dirigeant nazi Baldur von Schirach, comme le *Monde* l'avait déjà correctement écrit, tirant cela d'une pièce de théâtre de la même époque.

(1) Dilemme d'écriture : donner ou pas le nom patronymique ? Le taire, c'est respecter la vie privée, mais c'est aussi... priver les intéressés de leur identité et de la reconnaissance publique de leur travail. Le choix fait ici est, au sens propre, discutable.

+ 20 000

Le nombre des délits et crimes constatés par les services de la préfecture de police de Paris en 1989 s'élève à 295 000 (+ 20 000 par rapport à 1988). On distingue dans ce total :

- 5 000 crimes (+ 400) ;
- le nombre des homicides est stable (150 environ) ;
- 1 780 vols à main armée (+ 280) ;
- 68 000 vols divers — à l'étalage ou à la dévotion — (+ 8 000) ;
- 49 000 vols à la roulotte (+ 4 000) ;
- 40 000 vols à la tire (+ 5 000) ;
- 42 000 cambriolages (+ 2 400) ;
- 40 000 infractions environ à la législation sur le séjour des étrangers en France ;
- 20 000 escroqueries environ (chèques ou cartes de crédit volées) ;
- 72 morts par surdose (- 24) ;
- 6 331 interpellations de trafiquants de drogue (+ 31).

crer à l'ilotage et à la lutte contre la délinquance.

Le préfet de police a, d'autre part, tiré un bilan du « plan d'urgence » mis en œuvre pour améliorer la circulation automobile. De novembre à la mi-décembre, les consignations répressives données aux policiers en tenue ont été suivies d'effets : les PV d'infraction et les enlèvements de voitures — 450 véhicules emmenés à la fourrière, chaque semaine — se sont multipliés ; quelques cas de « stationnements dangereux » et d'entraves volontaires à la circulation ont été transmis à la commission de retrait de permis de conduire.

Les autobus ont circulé plus facilement que d'ordinaire. A l'inverse, les encombrements des boulevards périphériques et des quartiers à rues étroites (le Sentier, le Marais) n'ont pas diminué. Même constat d'insuccès pour les embouteillages provoqués par les camions de livraison.

Depuis les fêtes de fin d'année, le dispositif répressif a été atténué, sauf pour les stationnements dangereux ou en double file. Mais, dès le début janvier, les difficultés de circuler ont repris de plus belle. Le préfet de police attend, désormais, des mesures de la part des autorités municipales.

ERICH INCIVAN

(1) Ces statistiques concernent exclusivement l'activité de la Préfecture de police de Paris. La rapidité avec laquelle elles ont été établies n'a pas permis d'y incorporer les chiffres relatifs à l'action des offices centraux, de la gendarmerie et de la DST.

PHILATELIE

Den



Marianne

LE WEEK-END D'UN CHI

Various small text fragments and illegible markings, possibly related to a philatelic collection or a newspaper clipping.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----







## AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : ■ Signal dans le Monde radio-télévision ■ Film à l'écran ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 19 janvier

## TF 1

20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Raymond Devos.  
22.45 Magazine : 62 sur la Une.  
23.45 Journal, Météo et Bourse.  
0.05 Série : Crimes passionnels.  
0.50 Série : Mémoires.

## A 2

20.35 Feuilleton : Chouans. De Philippe de Broca.  
21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : De l'argent roi aux patrons stars. Invités : Alain Etcheberry (Les entreprises ont-elles une âme ?), Max Gallo (Manifeste pour une fin de siècle), Jean-Louis Servan-Schreiber (Le métier de patron).  
22.50 Journal et Météo.  
23.10 Cinéma : Une étoile est née. ■ ■ ■

## FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. Grandeur nature : sur les traces de J.-L. Audouin, d'Yves Bourgeois.  
21.30 Série : Le retour d'Arène Lupin.  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Théâtre : La dernière bande. Pèce de Samuel Beckett.

## M 6

20.30 Téléfilm : L'amour aveugle. De John Korty.  
22.05 Les superstars du catch.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : La mouche. ■ ■ ■ Film américain de David Cronenberg (1986).  
0.30 Courts métrages : Mouches noires et pour blous.  
2.00 Cinéma : Maniac cop. ■

## LA 5

20.40 Téléfilm : La maîtresse du désir. Open d'Australie.  
22.30 Magazine : Reporters. Au nom d'Allah.  
23.15 Téléfilm : Silence ! On tourne... De Rolf von Sydow.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

20.30 Téléfilm : Pour le mort d'un flic. 22.05 Série : Brigade de nuit.  
23.00 Série : Médicins de nuit.  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Capital.

## LA SEPT

20.00 Série : Chroniques de France. Les Allocations, d'Hubert Knapp. Magazine : Dynamo.  
21.00 Magazine : Dynamite.  
21.30 Magazine : Ici bat le vie.  
22.00 Documentaire : Y'a d'la joie. Portrait de Charles Trenet par Don Kent.  
23.00 Théâtre : Madame Scott. Pèce de Philippe Moryane.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.  
21.30 Musique : Black and blue.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 mai 1988 au Théâtre des Champs-Élysées) : Fauré, étude symphonique op. 98, d'Édgar ; Spring symphony pour soliste, chœur et orchestre op. 44, de Britten, par l'Orchestre national de France, le chœur et la maîtrise de Radio-France, dir. Jeffrey Tate ; sol. Gwendolyn Bradley, soprano, Sarah Walker, alto, Robert Tear, ténor.  
22.20 Musique légère. Divertissement pour piano et orchestre, de Bernard ; Suite ancienne, de Roger-Roger ; Danse de France, de Wilfrid.  
23.07 La Bre des mélodrames.  
0.30 Poissons d'or.

## Samedi 20 janvier

## TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Sébastien, la vie et rien d'autre, d'Henri Chambon.  
13.50 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm.  
13.55 Feuilleton : Salut les homards !  
14.30 La Une est à vous (suite).  
18.50 Tiers à Vincennes.  
17.00 Variétés : Mondo Dingo.  
17.30 Trente millions d'amis.  
18.00 Série : Les professionnels.  
18.50 Série : Marc et Sophie.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !  
22.20 Magazine : Ushuaia. De Nicolas Hulot.  
23.20 Magazine : Formule sport.  
0.15 Journal et Météo.

## A 2

13.20 Documentaire : La planète des animaux. De Simon Trevor.  
14.15 Série : Un duo explosif.  
14.45 Magazine : Sports passion.  
17.45 Aventures-voyages.  
18.30 INC.  
18.35 Série : La loi est la loi.  
19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrick Laffont.



20.00 Journal et Météo.  
20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Spécial News Moustouri.  
22.05 Série : Les brigades du Tigre.  
23.20 Magazine : L'été des noirs pour nuit blanche.

## FR 3

13.00 Télévision régionale.  
14.00 Magazine : Territoires. Chasse à l'original.  
14.30 Magazine : Sports loisirs.  
18.00 Magazine : Fastoches.  
18.00 Magazine : Drevet vend la mèche. Présenté par Patrick Drevet.  
17.00 Flash d'informations.  
17.05 Sandymartins.  
18.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
19.55 Dessin animé : Les gaffeurs.

20.05 Jeux : La classe. Présenté par Fabrice. Sandymartins.  
20.35 Journal et Météo.  
22.15 Magazine : Le divin. D'Henri Chambon.  
22.40 Magazine : Musicales. D'Alain Dussat.  
23.40 Magazine : Sports 3. Handball.

## CANAL PLUS

13.05 Magazine : 24 heures. D'Henri Chambon et Eric G. bert.  
14.00 Téléfilm : La détournement du vol 847.  
15.45 Série : Bergerac.  
16.45 Documentaire : Sa Majesté le lionne. La boutique de Michel Denisot.  
17.30 Ce bon cadin.  
18.00 Charlotte, Fido et Benjamin.  
18.03 Dessins animés : Décodé pas Bunny.  
En clair jusqu'à 20.30  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : Mourir pour Barossa. De Donald Crombie.  
22.30 Documentaire : Les allumés...  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : La fissure. ■ Film canadien de Tibor Takacs (1987).  
0.25 Cinéma : Agnès de Dieu. ■ ■ Film américain de Norman Jewison (1985).  
2.00 Cinéma : L'homme au chapeau de paille. ■ ■ Film français de Maud Linder (1993).  
3.35 Cinéma : La rançon de la liberté. ■ Film américain de Tom Rickman (1984).  
5.05 Cinéma : Les biches. ■ ■ Film français de Claude Chabrol (1967).

## LA 5

Série : 200 dollars plus les frais.  
14.25 Série : L'inspecteur Derrick.  
15.30 Série : Le renard.  
16.30 Série : Simon et Simon.  
17.30 Série : Riptide.  
18.55 Journal images.  
19.00 Série : Happy days.  
19.30 Tout le monde il est gentil.  
20.00 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : Driving Academy. D'Or Scott.  
22.20 Sport : Tennis. Open d'Australie.  
22.30 Série : Le voyageur.  
22.55 Les fantômes de Laura.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).

13.50 Série : Commando du désert.  
14.40 Série : Les routes du paradis.  
15.25 Série : Les aventures de Pope-pouffe.  
16.20 Série : Brigade de nuit.  
17.10 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Variétés : Multitop.  
19.25 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Téléfilm : Le droit à la justice. De Robert Collin.  
22.05 Téléfilm : Pour le mort d'un flic. De Joseph Meli (rediff.).  
23.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Série : Peter Gun.  
0.30 Série : Henri Guillemin raconte. Le problème de Dieu.  
1.15 Musique : Boulevard des clips.

## LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.  
15.00 Documentaire : Max Frisch, Journal I-III. De Richard Dindo.  
17.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.  
17.45 Jazz soundies collection. Documentaire : Travail à domicile.  
18.00 Téléfilm : La chouette aveugle. De Raoul Ruiz.  
19.35 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonier.  
20.35 Documentaire : Mémoire en ricochets (2). De Michel Mizan.  
21.10 Danse : Marion. Ballet de Côté Neve, musique de Jules Massenet.  
22.55 Jazz soundies collection.  
23.00 Documentaire : Don Cherry, summertime. De Stéphane Dyman.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Mimi Parin, traductrice et chanteuse de jazz. Dramatiques. D'André S. J'ai joué à la marelle figure-toi, de Denise Bonat.  
22.35 Musique : Opus. Le jazz français.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné le 25 avril 1989 à Strasbourg) : Orphée, opéra en un acte et onze tableaux de Gounod, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et le chœur de l'Opéra du Rhin, dir. Claude Schnitzler ; sol. : Christian Lura, Claude Millaud, Jean-Jacques Doumaire, Philippe Kahn, Anne-Marie Blanzat. Le monde de nuit.  
23.08 La terrasse des audiences du clair de lune. Olivier Charlier, violon.

## Dimanche 21 janvier

## TF 1

12.55 Météo et Journal.  
13.25 Série : Un flic dans la Mafia.  
14.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 Sport : Football. France-Koweït.  
15.20 Dessins animés : Disney parade.  
18.30 Variétés : Y'a-t-il encore un coco dans le show ?  
19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Louis Millaud.  
19.50 Loto sportif.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.35 Cinéma : Le maître d'école. ■ Film français de Claude Berlioz (1981). Avec Claude, Joëlle Salis, Jacques Dubey.  
22.20 Cinéma : Ciné dimanche.  
22.30 Un idiot à Paris. ■ Film français de Serge Korber (1986). Avec Dany Carrel, Jean Lahanne, Bernard Blier.  
0.05 Journal et Météo.

## A 2

13.00 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous, avec Patricia Kaas.  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.50 L'école des fans. Invité : Pierre Fontanilles, violoniste.  
16.35 Série : Panique aux Caraïbes.  
17.30 Documentaire : L'équipe Courteau à la redécouverte du monde. Cuba, les yeux du destin.  
18.25 Cinéma : Studio 2. Ski alpin : Coupe du monde. Ténarck : Coupe de France ; Patinage de vitesse : Championnat d'Europe à Heerenveen ; Lutte : Internationaux de France à Carcassonne ; Automobile : Rallye Monte-Carlo ; Basket-ball : Championnat de France (Cholet-ASV) ; Tennis : Open d'Australie ; Ski nordique : La foule blanche ; Voile : Vendée Globe Challenge ; Les résultats de la semaine.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. La mort de Châteaufort, de Gérard Gozlan, avec Jean Richard, Martine Servot.  
22.10 Magazine : Musiques au cœur. La leçon de musique, à l'Opéra-Bastille, avec Alexis Weissenberg, pianiste, Régine Crespin, cantatrice, Jean-Philippe Courty, baryton, Nathalie Stutzman, mezzo, Françoise Pollet, soprano, Cecilia Bartoli, mezzo italienne présentée par Janine Relis.  
23.25 Journal et Météo.

## FR 3

12.57 Flash d'informations.  
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13.30 Forum RMC-FR 3.  
14.30 Magazine : Sports loisirs.  
15.00 Snooker : Matchroom International League 1990 : Jumping à Vittel ; Moto : Trial international à Goudargues-Corillon (Var) ; Hand-ball : Finale du Challenge International Georges Mierens.  
17.00 Flash d'informations.  
17.03 Magazine : Montagne. De Pierre Ostin et Jean-Pierre Loeuillet.  
17.30 Amuse 3. Série : Gym : Molierissimo : Mol. Renet.  
19.00 Documentaire : Un siècle de chansons. De Claude Péronier.  
19.10-19.35 : Du café-concert au music-hall.

## LA 5

13.00 Journal.  
13.35 Série : Les épées de feu.  
15.25 Téléfilm : Docteur Teyssier. De Jean Chapel, avec Michel Piccoli, Michel Auzan, Michel Piccoli, Claude Prépu.  
17.00 Magazine : Télé-matches dimanche.  
18.00 Série : Rintintin junior.  
18.25 Série : Riptide.  
18.50 Journal images.  
19.00 Série : Riptide.  
19.30 Diversité : Tout le monde il est gentil.  
20.00 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Cinéma : Le passager de la pluie. ■ ■ Film français de René Clément (1970). Avec Marlene Jobert, Charles Bronson, Annie Cordy.  
22.40 Magazine : Ciné Ciné.  
22.50 Cinéma : Le justicier de minuit. ■

## M 6

12.55 Dessin animé : Les gaffeurs.  
20.00 Série : Benny Hill.  
20.35 Soirée spéciale : Face à 3. Présentation par Philippe Guilhaume et Dominique Alduy des nouveaux programmes de la chaîne, avec pour la partie variétés, Michel Sardou, Claude Colling, Michel Lach, le quatuor Athensum Enesco.  
22.05 Cinéma : La nuit. ■ ■ ■ Film italien de Michelangelo Antonioni (1981). Avec Jeanne Moreau, Marcello Mastroianni, Monica Vitti (v.o.).

## CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00  
12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.  
13.05 Flash d'informations.  
13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot.  
14.00 Magazine : D'ontact : Téléfilm : La dame en question. De George Schaefer, avec Katharine Hepburn, Karen Austin.  
15.40 Documentaire : Cascades et cascadeurs. De William Kromick.  
16.20 Magazine : 24 heures. Rediffusion de l'émission du 20 janvier.  
17.15 Sport : Dimanche aux courses. Les trois courses de trot les plus importantes de la journée à Vincennes.  
17.35 Documentaire : L'amour à la tonne. Chez les déshéants de mer.  
18.00 Cinéma : Bigfoot et les Hendersons. ■ Film américain de William Dear (1987). Avec John Lithgow, Malinda Dill, Margaret Langrick.  
En clair jusqu'à 20.30  
19.45 Flash d'informations.  
19.50 Dessins animés : Ca cartoon.  
20.30 Cinéma : Les aventures de Jack Burton dans les griffes du mandarin. ■ Film américain de John Carpenter (1986). Avec Kurt Russell, Kim Cattrall, Dennis Dun.  
22.05 Flash d'informations.  
22.15 Cinéma : Les noces rouges. ■ ■ ■ Film français de Claude Chabrol (1973). Avec Stéphane Audran, Michel Piccoli, Claude Prépu.  
23.45 Rediffusion de l'émission du jour.  
0.35 Cinéma : Maniac cop. ■ Film américain de William Lustig (1988). Avec Tom Arden, Bruce Campbell, Lawrence London.  
1.55 Sport : Snooker. L'Open de Monte-Carlo de juillet 1988. Rediffusion de l'émission du 13 janvier.

## LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.  
15.00 Téléfilm : L'amour aveugle. De Guy Demoy.  
16.30 Magazine : Imagine.  
17.00 Série : Chronique de France. Les Allocations, d'Hubert Knapp. Magazine : Dynamo.  
18.00 Cinéma : Dynamite. De Benoît Delépine et Mathias Sanderson.  
18.30 Magazine : Ici bat le vie.  
19.00 Documentaire : Y'a d'la joie. Portrait de Charles Trenet par Don Kent.  
20.00 Théâtre : Madame Scott. Pèce de Philippe Moryane.  
21.00 Cinéma : Pour l'exemple. ■ ■ Film britannique de Joseph Losey (1964). Avec Dirk Bogarde, Tom Courtenay.  
22.30 Court métrage. Documentaire : Fernand Deligny, à propos d'un film à faire. De Renaud Victor.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Oiseaux de nuit. Musique : Le concert. Chants corse traditionnels enregistrés le 15 novembre au Festival de Lille.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Cannes) : Les Héroïdes, ouverture op. 26 et Concerto pour violon et Orchestre en ré mineur, de Mendelssohn ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68 de Brahms, par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. James Loughran ; sol. : Joshua Bell, violon.  
23.07 Climats. Musiques traditionnelles. La musique bouddhiste au Japon.  
0.30 Archives dans la nuit. Hommage à Carl Schurz.

Film américain de Jack Lee Thompson (1983). Avec Charles Bronson, Lisa Elbecher, Andrew Stevens.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

12.00 Informations : M 6 express.  
12.06 Magazine : Sport 6 première.  
12.10 Série : Chacun chez soi.  
12.35 Série : La petite maison dans la prairie.  
13.20 Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.15 Les routes du paradis.  
15.05 Série : Les aventures de Pope-pouffe (rediff.).  
15.55 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.20 Série : Brigade de nuit.  
17.10 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Père et impaire.  
18.30 Les années coup de cœur.  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Roseanne.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Cinéma : Atomic Cyborg. ■ Film italien de Martin Doldan (1985). Avec David Greene.  
22.10 Magazine : Sport 6.  
22.20 Capital.  
23.30 Cinéma : Rêves perdus. ■ ■ Film français de Jean-Louis Comolli (1981). Avec André Ferréol, Maria Schneider.  
0.00 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.  
15.00 Téléfilm : L'amour aveugle. De Guy Demoy.  
16.30 Magazine : Imagine.  
17.00 Série : Chronique de France. Les Allocations, d'Hubert Knapp. Magazine : Dynamo.  
18.00 Cinéma : Dynamite. De Benoît Delépine et Mathias Sanderson.  
18.30 Magazine : Ici bat le vie.  
19.00 Documentaire : Y'a d'la joie. Portrait de Charles Trenet par Don Kent.  
20.00 Théâtre : Madame Scott. Pèce de Philippe Moryane.  
21.00 Cinéma : Pour l'exemple. ■ ■ Film britannique de Joseph Losey (1964). Avec Dirk Bogarde, Tom Courtenay.  
22.30 Court métrage. Documentaire : Fernand Deligny, à propos d'un film à faire. De Renaud Victor.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Oiseaux de nuit. Musique : Le concert. Chants corse traditionnels enregistrés le 15 novembre au Festival de Lille.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Cannes) : Les Héroïdes, ouverture op. 26 et Concerto pour violon et Orchestre en ré mineur, de Mendelssohn ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68 de Brahms, par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. James Loughran ; sol. : Joshua Bell, violon.  
23.07 Climats. Musiques traditionnelles. La musique bouddhiste au Japon.  
0.30 Archives dans la nuit. Hommage à Carl Schurz.

Or et sar

SUIV

le Madre

Le monde est à vous, avec Patricia Kaas.  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Série : Panique aux Caraïbes.  
17.30 Documentaire : L'équipe Courteau à la redécouverte du monde.  
18.25 Cinéma : Studio 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.

20.30 Photo-portrait. Mimi Parin, traductrice et chanteuse de jazz. Dramatiques. D'André S. J'ai joué à la marelle figure-toi, de Denise Bonat.  
22.35 Musique : Opus.  
0.05 Clair de nuit.

24 heures • 24 heures • 24 heures • 24 heures • 24 heures

24 heures à envoyé 5 équipes (dont 2 en caméra cachée) enquêter dans le métro sur les usagers, les habitants, la police, le GIPR, la manche, les taggers, les dealers.

La ville ou la jungle ? 24 H regarde et confronte les points de vue.

METRO PARANO? Samedi 13H en clair.

CANAL+

RES • 24 heures • 24 heures • 24 heures • 24 heures

Le monde est à vous, avec Patricia Kaas.  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Série : Panique aux Caraïbes.  
17.30 Documentaire : L'équipe Courteau à la redécouverte du monde.  
18.25 Cinéma : Studio 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.

20.30 Photo-portrait. Mimi Parin, traductrice et chanteuse de jazz. Dramatiques. D'André S. J'ai joué à la marelle figure-toi, de Denise Bonat.  
22.35 Musique : Opus.  
0.05 Clair de nuit.

20.30 Opéra (donné le 25 avril 1989 à Strasbourg) : Orphée, opéra en un acte et onze tableaux de Gounod, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et le chœur de l'Opéra du Rhin, dir. Claude Schnitzler ; sol. : Christian Lura, Claude Millaud, Jean-Jacques Doumaire, Philippe Kahn, Anne-Marie Blanzat. Le monde de nuit.  
23.08 La terrasse des audiences du clair de lune. Olivier Charlier, violon.

24 heures à envoyé 5 équipes (dont 2 en caméra cachée) enquêter dans le métro sur les usagers, les habitants, la police, le GIPR, la manche, les taggers, les dealers.

La ville ou la jungle ? 24 H regarde et confronte les points de vue.

METRO PARANO? Samedi 13H en clair.

CANAL+

RES • 24 heures • 24 heures • 24 heures • 24 heures

Selon l'église catholique, concubinage, mariage, préférence des hommes dans les sélections, mariages, mariages et autres, le système d'embauche des mineurs s'apparente à l'esclavage. La paroisse de







## SANS VISA

## ESCALES



## Sous le ciel du Chili

Les conditions atmosphériques exceptionnelles qui règnent au Chili, sur la cordillère des Andes, permettent l'observation d'un ciel particulièrement riche en astres. Une particularité que le voyageur EXIT (14, rue du Théâtre, 75015 Paris, tél. : 45-78-61-95), spécialiste de l'Amérique du Sud, et l'association d'animation scientifique CREEA-Stages proposent d'aller vérifier sur

place, du 16 au 28 mars, dans le cadre d'un voyage poétique (et hermétique) baptisé : à la découverte des étoiles invisibles de l'hémisphère Sud. Traduction : à la découverte des étoiles non visibles de l'hémisphère Nord. Des étoiles que l'on scrutera à satiété chaque soir et, bien entendu, à l'occasion de la visite des trois grands observatoires astronomiques d'El Tololo, de La Silla et de La Campana.

Egalement au menu de ce festin céleste, Santiago, la

côte Pacifique au nord de la capitale, La Serena (une ville coloniale aux vingt-neuf églises), les paysages lunaires de la cordillère, San Pedro de Atacama (berceau de la culture atacaménienne), la vallée de la Lune (un cadre géologique de toute beauté), l'Atacama, ses volcans et ses lagunes, paradis des flamants roses, les geysers du Tatio (la plus forte concentration d'Amérique) et la gigantesque mine de cuivre à ciel ouvert de Chuquibambilla.

Prix, en pension complète et vol Air France : 19 500 F. Extensions possibles, notamment à l'île de Pâques. Attention : le nombre des places est limité.

## Tout ski

Soucieuse de répondre à l'insatisfaction de nombreux skieurs débutants ou moyens rebuts par l'enseignement traditionnel (démonstration, correction, application), l'UCPA a décidé de les libérer du carcan des figures imposées. Sous le mot d'ordre : « Passer du ski des modèles au ski des individus », ses moniteurs s'engagent à être attentifs aux angoisses de chacun, avec pour objectif essentiel d'amener la découverte de sensations nouvelles, et la seule rencontre du plaisir sur les pentes.

Grâce aux remontées du glacier de Balacôtes, on est assuré de trouver de la neige tout l'hiver au centre UCPA de La Plagne. La semaine en pension complète, avec prêt du matériel, cours, remontées mécaniques et assurances coûte 2 350 F. On trouve des bureaux de l'UCPA dans les principales villes de France et dans la capitale, 28, bd de Sébastopol, 75004 Paris. Tél. : 48-04-76-76.

## Les chevaux du Niger

L'affaire s'organise autour de quinze chevaux barbes-arabes, d'écuries de carrières de détente au bord du fleuve Niger, et le personnel sera constitué d'un guide connaissant parfaitement la région et ses coutumes puisqu'il a effectué la première traversée à cheval de l'Afrique de l'Ouest — parcourant quelque 4 000 kilomètres en huit mois d'expédition, — d'un cuisinier et d'un chauffeur chargés de préparer les bivouacs avant l'arrivée des cavaliers. Ajoutons que l'hébergement sera sous tente moustiquaire, et l'on sera prêt à partir pour une évasion à cheval au fil du Niger. Il ne reste plus qu'à choisir itinéraire et dates et à contacter l'Aventure au présent (3, place Lachambaudie, 75012 Paris, tél. : 43-07-52-96 le soir).

Cette aventure, ce pourra être Djenné, la Venise du continent noir. Son marché est l'un des plus anciens de l'Afrique de l'Ouest. Une foule drapée de boubous multicolores circule en tous sens. Du 10 au 19 février ou du 16 au 25 juin, 5 800 F. Les Dogons, rendus célèbres par l'ethnologue Marcel Griaule, détiennent des tra-



ditions et une culture réputées. Du 22 février au 6 mars ou du 1<sup>er</sup> au 13 juillet, 7 000 F. Tombouctou, la cité interdite aux portes du désert, sera accessible à six cavaliers. Du 22 avril au 8 mai, 10 900 F.

De Ségou à Bamako, une exploration prend le Niger pour guide. Les Peuls guident les troupeaux de bœufs tandis que les Bozos lancent leurs filets à l'épervier. Non loin de Koulikoro, on traverse le fleuve : les chevaux dans l'eau, les cavaliers

en pirogue. Du 20 au 29 mai (saison sèche chaude), ou du 5 au 14 août (saison des pluies), 4 200 F.

Aventure fera revivre l'expérience des pionniers. L'itinéraire sera décidé chaque jour. « Nous achèterons vivants les poulets et autres vivres dans les petits marchés villageois. Bivouacs décalés par les lampes tam-pètes et ciels étoilés d'une merveilleuse pureté. » Du 20 au 29 juillet, 4 600 F.

## Or et sang sur le Madre-de-Dios

Suite de la page 17

Psychologiquement enfin, les hommes venus de la sierra et de l'altiplano ne s'adaptent pas toujours très bien au climat tropical et au style de vie des basses

terres amazoniennes. Ils regrettent leurs villages — en dépit du froid glacial des petites aubes de l'altiplano — leurs familles, dont ils sont sans nouvelles. Ils y retournent quand ils peuvent

pour les récoltes de la *chacra* — la parcelle de terrain jamais abandonnée — et reviennent poussés par la nécessité : 60% de la population de Puerto Maldonado est aujourd'hui origi-

naire de Cuzco : petits vendeurs, mototaxis (pas ou peu de voitures dans la capitale du département, mais en revanche quatre mille immatriculations de mototaxis), camionneurs, employés. La moitié au moins des habitants du Madre-de-Dios — environ quarante mille personnes — vit de l'or. Y compris les policiers et autres représentants de l'autorité, qui ne répugnent pas toujours à rançonner les travailleurs sans défense, sans papiers d'identité (le patron, c'est l'usage, garde leur livret électoral pendant la *novena*), ainsi que les modestes conducteurs de mototaxi, sous prétexte de contrôle, de « révision technique » ou de recherche d'un engin volé. C'est la *razzia* et le racket organisé.

Parfois, c'est Clochemerle en Amazonie. Un policier trop zélé, et nouveau dans la région, a arrêté le jeune évêque de Maldonado qui circulait à moto, comme tout le monde, et sans papiers, comme tout le monde. Et en jean, bien sûr ! L'évêque, incapable de prouver sa bonne foi, a échappé de justesse au paiement, traditionnel, d'un confortable *bakchich* pour calmer le policier.

L'intervention étonnante d'un prêtre étranger et installé depuis un lustre sur les rives du Madre-de-Dios a mis fin à la mésaventure du prélat « en défaut » et a tourné à la confusion du gendarme, qui s'est promis de mieux choisir ses victimes. Tout Puerto Maldonado en rit encore, tout en protestant, par des grèves générales, contre les abus des autorités et l'abandon du département.

C'est le Banco minero, la banque minière, d'Etat, qui est chargé d'acheter l'or aux prospecteurs : l'établissement a plusieurs filiales autour de Puerto Maldonado. Le cours est fixé selon les fluctuations du marché international : environ 10 dollars le gramme d'or. Des hommes et des femmes de toutes conditions apportent quelques débris d'or serrés dans un mouchoir. L'employé de la banque brûle d'abord avec une lampe à souder ce « trésor » pour en enlever les dernières impuretés. Seul l'or *refogado* (rebrûlé) est pesé. Les grosses opérations se passent ailleurs, et on estime que plus de 60 % à 80 % de la production part en contrebande vers les pays voisins.

L'un des centres actifs de la contrebande est à Laperinto, une bourgade misérable sur les rives du Madre-de-Dios, à une centaine de kilomètres de Puerto Maldonado. Des baraquas en bois, des toits en zinc, une seule rue en terre — plutôt en boue à longueur d'année, — une école, un hôpital de fortune, deux ou trois pensions à rats et à puces, des restaurants douteux, des bordels sinistres, des commerces à tous les vents qui vendent de tout : des pelles, des roues de chariot et de broquette, des oignons, du riz en sac, des moteurs Straton, des conserves, des machettes. Tout pour équiper un mineur ou un coureur de forêt.

Laperinto tire son nom du chapelet d'îles formées par le cours du Madre-de-Dios. C'est sale, pouilleux, louche et inquiétant. Un incendie bizarre — certains parlent d'explosion d'un

laboratoire de cocaïne — a récemment ravagé la moitié du village. Contrebandiers et malfrats se retrouvent sur les berges boueuses de la rivière. Une dizaine de pirogues à moitié emplies d'eau attendent prospecteurs et commerçants ambulants. On marche sur des débris dans une odeur de latrine. Mais Dona Lucinda Yupanqui, qui tient Le Chalet, le meilleur bistrot de Laperinto, sert un excellent poisson grillé, le *paiche* de l'Amazonie. Laperinto, perdu au milieu de la forêt mais accroché à la rivière, est un cadre digne de Cendrillon ou de Montfermeil. Ça sent aussi très fort l'aventure...

MANUEL NIEBERGANG

PRÉCISION. — Le livre *Tombouctou* (« Le Monde sans visa » du 30 décembre 1989), mentionné par Eric Fottorini dans son article *Tombouctou oubliée*, peut être commandé au Comité de jumelage Saintes-Tombouctou (mairie de Saintes, 17100 Saintes), qui l'a édité. On peut également se le procurer à la librairie L'Harmattan (16, rue des Ecoles, 75005 Paris) au prix de 250 F.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 9 juillet au 22 septembre 1990  
Cours pour débutants et avancés (10 degrés)  
Laboratoire de langues  
Exercices, séminaires, 18 ans  
Droits d'inscription et de cours  
pour 4 semaines AS 1 180 (sem. 1 840 F)  
Prix fortifiants repas, cours, chambre  
pour 4 semaines AS 8 350 (sem. 4 070 F)  
Echange d'été 1991  
Programme détaillé  
Wiener Internationale Hochschullern  
A-1010 Wien Universität

**MAROC**  
MARRAKECH  
8 JOURS 2970 F

**PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER**

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous ouvre à tous ses privilèges.  
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à  
**REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Cte : UMMA \*Hôtel Sallé Steier\*\*\* demi-pension  
Prix France/France (à partir de)

(PUBLICITÉ)

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	LYONNAISES	CATALANES	INDIENNES	PORTUGAISES
DOUCEURS DES ILES 3, rue de Bruxelles, 9 Tél. : 45-26-68-20. Discothèque	RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	LA FOUX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	LA SARDANA, 4, rue de Camille, 12. Tél. 43-43-03-84. Spéc. catalanes et frang.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M <sup>o</sup> Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	SAUDADE, 34, r. des Bourdonnais, 1 <sup>er</sup> (Citadelle), 43-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.
BOURGUIGNONNES	MATRE CORBEAU	SARLADAISES	DANOISES ET SCANDINAVES	SAPNA	THAILANDAISES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, Tél. : 45-08-03-48/17-64. *F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	42-27-19-20 F. sam. 06j. dim. 6, rue d'Armaille, 17 <sup>e</sup> . Parking assuré.	LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8. 45-23-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.	142, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	160, r. de Charbon, 1 <sup>er</sup> F/midi. - 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	CHENG-MAI 12, r. Frédéric-Santos, 9 43-25-45-45. F/dim. déj. Thai 90,30 F.S.C.
CREOLES	LA COUR COLBERT	SUD-OUEST	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
LA VILLA CRÉOLE 19, rue d'Antin, 2. F. dim. 47-42-64-92.	12, rue Hôtel Colbert (5 <sup>e</sup> ), 43-54-61-99. TLF. Cadre XVIF authent. PMR 200 F.	LE REPARE DE CARLOUZE, 44-23-86 à bas- sant de Filles-du-Cabre (11 <sup>e</sup> ). F. sam. midi, dim.	LA TABLE DE L'ŒIL 14, r. F.-Flocon, 15 <sup>e</sup> - F/sam. midi, dim. 46-06-72-01 Menu 80, 120 F. Carte env. 100 F	ENTOTTO 45-87-08-51. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> Dorowott, Beyazeyan et l'Indjira.	L'APPENNINO, 61, rue Amiral- Mouchet, 13 <sup>e</sup> . 45-89-08-45. F/midi. Inad. EMILIE-ROMAGNA.
	ANTOIS ISIDORE 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.				NEM 66, 66, rue Lauriston (16 <sup>e</sup> ), 47-27-14-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

## Le trophée des mères cuisinières

L'UFCV Association des mères de famille de la région de la capitale a organisé le 15 janvier 1990 le concours de cuisine « Le trophée des mères cuisinières ».

Le concours a été organisé par l'UFCV Association des mères de famille de la région de la capitale. Les participantes ont été invitées à présenter leur plat préféré.

Le jury a été composé de membres de l'UFCV Association des mères de famille de la région de la capitale. Les participantes ont été invitées à présenter leur plat préféré.



SANS VISA  
LA TABLE

# Les enfants du Fouquet's

Des Champs-Élysées à la Défense, de la Défense à la Bastille

AUX Champs-Élysées, on le sait, le Fouquet's qui vient de fêter ses quatre-vingt-dix ans, a été sauvé par Jack Lang qui l'a fait inscrire à l'inventaire des Monuments historiques au titre - je trouve le terme bien trouvé - de « lieu de mémoire ». Que ne l'a-t-on trouvé plus tôt, ce terme ! Il est peut-être sauvé le Palais rose de Bont de Castellane, par exemple.

Mais voilà que notre Fouquet's traditionnel (imite, n'est-ce pas, de rappeler sa terrasse double, son restaurant et ses salons du premier étage, son bar tout-parisien...) fait, si l'on écrit, des petits. Et que, successivement, viennent d'ouvrir un Fouquet's Europe et un Fouquet's Bastille.

Le premier au CNIT, dans le paysage un peu démentiel, pour les vieux Parisiens, de la Défense. Mais curieusement - et habilement - la salle, au cinquième étage et dominant sur l'Arche, évoque, imitation boiseries et tissus, un club anglais des années de jeunesse du Fouquet's Élysées. Une ambiance calme et chaude.

La carte, on l'imagine, est à la fois traditionnelle et moderne, avec, entre le merlan Colbert (a-t-on jamais trouvé mieux pour apprêter ce poisson ?) et le cœur de filet béarnais, un bar au verjus et le foie de veau au miel d'acacia ; entre le foie gras d'oie au sauternes et les profiteroles au chocolat, le magret fumé et sa salade aux noix, les raviolis de langoustines, le millefeuille de veau aux aubergines, le soufflé glacé aux fruits rouges. La cave est de qualité, pour de celle, élyséenne, que l'on connaît. L'addition oscille entre 350 F et 500 F, et il y a des salons particuliers de quatre à trente personnes. Voilà le Fouquet's Europe.

Le Fouquet's Bastille (qui pourrait s'appeler « Opéra Bastille » puisque dans les murs de cette neuve construction) comporte un rez-de-chaussée, que l'on peut considérer comme brasserie de luxe, et un premier étage.

Ici, outre les fruits de mer, les entrées d'amusant d'un gratin de petits-gris aux herbes ou d'un tartare de homard en remoulade de fenouil, les poissons s'épanouissent autour de la minute de turbot montarde ou de la crevette de sole crème truffée. Le ris de veau en amandine de chou, le pigeonneau à la ficelle, l'agneau et son gratin d'amber-



gines préhendent à des desserts signés Patrick Delmas (compter 350 F à 500 F). Alors qu'au rez-de-chaussée, toujours outre les fruits de mer, vous trouverez des plats « clin d'œil » comme la salade de bœuf, le merlan Colbert, la morue fraîche « façon matelote », le tartare (finement

à votre goût), le sauté d'agneau, etc. (compter 250 F-400 F, avec un menu de joli choix à 195 F et des vins en carafe).

J'ai souvent, ici, moqué la restauration à succursales multiples. J'entends par là les chefs-patrons qui ouvrent une annexe, puis deux, puis trois. Annexes où

la cuisine, pour porter l'empreinte dudit cuisinier, sort néanmoins des maîtres d'un savoir-faire inconnu. Je voudrais signaler alors que, au contraire, ces trois Fouquet's, sérieusement dirigés par Maurice Casanova et sa fille Jeanny-Paule, ne manquent pas de belles toques.

C'est un carré d'as que nous trouvons ici aux « phares » : aux Champs-Élysées, avec le chef Pierre Ducroux toujours solide au poste et assisté désormais par Thierry Coué (venu du Bacchus gourmet) ; au CNIT, le jeune mais talentueux Alexandre Faix (ex-dirigeant la salle Charles-Madeira), un « solide » du métier ; enfin à la Bastille, Jean-Michel Bédier, qui fit les beaux jours du Chiberta. Quatre très bons cuisiniers au programme : c'était, je crois, à signaler.

LA REYNÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

### Le Tourasse à St-Jean-de-Luz

La merveilleux Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz, malheureusement bien mal dirigé, vient d'être, après une longue fermeture, racheté (par des Japonais, me dit-on). Saint-Jean-de-Luz mérite cependant un passage : la maison de Louis XIV, avec sa collection d'étoffes, son petit port charmant, ses fêtes (du thon en juillet, du ttoro en septembre), sont à connaître. Et on le sa régaler au Tourasse, jeune maison ouverte en 1987 par Pascal Basset et son épouse Véronique.

Basset a débouté en de bonnes maisons, en a gardé le meilleur, y ajoutant ses inventives interprétations du régionalisme. Cela donne un foie de canard au chassais, un plat chaud de crabe au jus d'écluse d'huîtres, le bar de ligne « dans sa peau crustacienne », le rosbif de jumeau de lotte, avec aussi en entrée un « bœuf à la mode » mais aux herbes et légumes sautés à la ciboulette. Fromages du pays (avec un gâteau au fromage blanc de brebis), carte des vins, également de pays (à moins de 100 F). À la carte, compter 250 F.

► LE TOURASSE, 25, rue Tourasse, 64500 Saint-Jean-de-Luz. Tél. : 59-51-14-25. Fermé mardi soir et mercredi. CB - AE. Chiens acceptés.

### La Galue à Urt

Il y a longtemps que l'on connaît cette vieille maison de marbriers, au bord de l'Adour. Christian Parris lui avait donné une nouvelle, puis il avait disparu. Le voici revenu, avec sa patène (le soir, il vous chantera du Brassens ou du Brei après dîner), avec son

savoir-faire aussi, car, féru du produit et du folklore, il mûrit le foie gras au jurançon moelleux, le saumon de l'Adour en saison, le dos de morue rôti sauce verte, le gibier en cette saison, et aussi (apôtre de la mini-cuisine à la mode suicidaire) la joue de porc et sa julienne de pieds braisés au Tio Pepe... Avant des fromages de brebis des moines bénédictins d'Urt, servis avec une confiture de cerises noires. Bons desserts et étonnante vins de la région, qui vous seront découverts. Compter 280 F-350 F.

► LA GALUPE, place du Port, 64240 Urt. Tél. : 59-56-21-84. Fermé dimanche soir et lundi. Carte bleue. Chiens acceptés.

### La Vieille Fontaine à Maisons-Laffitte

Ce n'est point une découverte, et les Parisiens gourmands tout comme les « Yvelinois » (ou faut-il dire « Yveliniens » ?) connaissent ce pavillon du parc de Maisons-Laffitte, les recherches culinaires de François Clerc, l'accueil de Monon Letourneur, la salle délicate du rez-de-chaussée donnant sur la verdure, celles du premier pour les petits dîners et les réceptions.

Des amonnières de caviar à la glace au lait d'amandes, du cassoulet à la terrine d'agneau au champagne, des casses de grenouilles à la coque à la tarte légère de pommes, tout est satisfaisant, conduisant à des additions qui, d'un d'œil à la carte, peuvent atteindre 500 F-600 F. Mais ce que je voudrais signaler, c'est la carte-menu (choix entre six entrées, sept plats et autant de desserts, avec le choix du maître fromager et d'excellents pains « maison »). Un menu à 200 F est

## MIETTES

► Basquement votre... Lucie et Jean Sorondo, du Relais basque (11, rue Saint-Lazare, Paris-9<sup>e</sup> ; tél. : 48-78-23-27), viennent de mettre à leur carte, entre le ttoro et le civet de lotte au madiran, une... choucroute basque. A découvrir !

► Louis Grondard, chef du Jules-Verne (tour Eiffel) et remarquable cuisinier (ce ne sont pas les passagers de la croisière France qui me contrediront), quitte la maison pour prendre la direction des cuisines de Drouant. Je pense que les clients de la maison du prix Goncourt en seront ravis. Malgré les éloges de mes confrères, je n'ai guère apprécié la cuisine du précédent lors d'un récent déjeuner.

huîtres chaudes baignant dans la crème fade, volaille de Loué bœufement rôtie, etc.

► Lecteur mécontent, ce monsieur qui, ayant réservé la veille par téléphone deux couverts au Capitaine des Sables-d'Olonne, est arrivé à l'heure dite. On lui a déclaré que c'était par erreur que l'on avait réservé les couverts et que la salle était complète.

► Lecteur satisfait du restaurant Roc-en-Va (à Montlouis-sur-Loire ; tél. : 47-50-81-98), qui a du reste une étoile au Bonin gourmand. A noter sur la carte une mystérieuse salade de mâche aux doigts de saint Antoine.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'azur

08400 CANNES  
HOTEL LIGURE \*\*\*  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### 08180 CAP-D'ANTIBES

MOTEL BON SOLEIL  
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios et ch. Park, piscine, 2 pers. 1150 F la nuit. 1780 F 2 pers. 3100 F. 4 pers. 4.500 F (santé, jumeau, sept.). Tél. : 93-61-08-38.

#### NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Rue de la mer, grand confort.  
39 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
48, boulevard Victor-Bas, 06000 NICE  
Tél. 93-47-62-56 - Téléc. 470-008  
Téléphone 93-46-47-98.

#### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Bas  
06000 NICE - Tél. 93-38-35-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur câble  
téléphone direct, minibar.

#### Côte basque

#### 64600 ANGLET

HOTEL de la RÉSIDENCE  
de CHIBERTA et du GOLF  
\*\*\* (près de Biarritz)  
« Un deux étages à 300 m de la mer  
et en plein air, forêt de pins... »  
Séjour en studio équipés tout confort  
(cuisine, chauffage, (tél. direct, canal + incl.)  
Taxes pour 2 pers. : semaine 1220 F  
quinzaine 1930 F - mois 3400 F  
Valides jusqu'au 25/3/1990  
Possibilité petits déj., et repas  
Biarritz-Nice et Anglet-3 km  
184, boulevard des Plages, ANGLET  
Tél. rés. : 59-52-15-16  
Téléc. 573-412. Fax : 59-52-11-23.

#### Montagne

#### LES BALCONS DE SERRE-PONÇON

Soleil, ciel bleu des Hautes-Alpes.  
Table et chère d'hôtel, 65 jours.  
05300 FUY-SAINNIÈRES  
Tél. : 92-44-24-80 à partir de 17 h.

#### 05350 SAINT-VÉRAN

#### (Hautes-Alpes, Queyras)

Petit rég. Site classé. Stat. village. Piste.  
Fond. Fine lin comm. d'Europe, 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
App. et chambres avec cuisinette, grill.  
De 650 à 1500 F/pers./semaine.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes de fond, demi-  
pension à partir de 1400 F/pers./semaine.

#### Paris

#### SORBONNE

HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F - Tél. 43-54-82-65.

#### Provence

#### AUX-EN-PROVENCE

HOTEL-RESIDENCE  
Localité d'appartements meublés  
pour séjour de courte  
ou longue durée.  
Propreté de qualité.  
L'HOTEL PARTICULIER  
Tél. : 43-38-29-92.

#### DROME PROVENCALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
Site exceptionnel, microclimat, prom., musical.  
UVA, sauna. Coût à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chères et chères d'hôtel. Miroir.  
Cuisine. Tél. : 75-26-12-89.  
Auberge du village d'Avignon.  
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

#### ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver  
au MAS DE GARRIGON \*\*  
TGV et aéroport d'Avignon  
séjour détente et fugu à prix doux  
dans le petit hôtel de charme du Labrousse. Stages de cuisine et stages de  
relaxation.  
Stages gourmands.  
Régime et diététique : 98-45-63-22  
Fax : 98-45-7861.

#### Sud-Ouest

#### PÉRIGORD

AUBERGE  
LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\*  
1/2 pension à partir de 152 F  
GOLF  
Praticité à l'hôtel  
parcours 9 trous, à 20 m  
24530 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
Tél. 53-29-55-54.

#### Suisse

#### CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS

Région Grand-Saint-Bernard  
Paradis des promeneurs, du ski de fond,  
ski de piste. Un hôtel familial qui vous  
proposera bien-être et détente.  
Pens. compl. 7 jours : 450 à 550 F (incl.  
1800 à 2300 F). Demi-pens. : 400 à  
540 F (incl. 1800 à 2100 F).  
HOTEL SPLENDEUR  
Tél. 1941/263145.

#### Crans-Montana (Valais/Suisse)

Mes vacances d'hiver idéales,  
je les passe au pays du soleil,  
des promenades et des sports, à  
l'HOTEL ELBORADO \*\*\*  
doux de tout le confort.  
Familiaire B. Bernin  
Tél. : (1941) 27-41-13-33  
Fax : (1941) 27-41-95-22.

#### CH-1854 LEysin - Sports d'hiver

HOTEL MONT-RIANT  
Confort. Un accueil jeune et chaleureux.  
Cuisine personnelle faite par le patron.  
Pens. compl. : 75 à 88 F, TTC par pers.  
en chambre double (env. 300 à 352 F).  
Demi-pens. possible.  
J.M. et A. Peyron-Winter  
Tél. (1941) 25/34 27 01.  
Télécopie : 19-41/25/34 27 04.

#### 3920 ZERMATT-VALAIS

#### HOTEL HOLIDAY

60 lits, situation tranquille et ensoleillée,  
à proximité du funiculaire Sunnegga.  
Chambres avec balcon, cuisine, bar,  
bain, w.c., radio, téléphone, TV. Hall  
d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée  
gratuite dans une piscine couverte.  
Prix spéciaux en janvier dès 70 F (env.  
280 FF) en demi-pension.  
Téléphone : 1941/26/67 12 03.  
Familiaire R. Perren, téléc. 472107.

## REV VACANCES

### PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.  
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à :

**REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex**

Nom \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

CM : LINTH

Adresse \_\_\_\_\_

\*Vol UTA, pension complète  
Prix France/France (à partir de)

TS

**PORTUGAISES**

SAL BADE, 14, rue de la République  
Chambres : 250 F, 300 F, 350 F  
F. des Sams. 10h-12h, 14h-18h  
P. des M. 10h-12h, 14h-18h

**ITALIENNES**

CHIFFONNIER, 14, rue de la République  
Chambres : 250 F, 300 F, 350 F  
F. des Sams. 10h-12h, 14h-18h  
P. des M. 10h-12h, 14h-18h

**FRANÇAISES**

CHIFFONNIER, 14, rue de la République  
Chambres : 250 F, 300 F, 350 F  
F. des Sams. 10h-12h, 14h-18h  
P. des M. 10h-12h, 14h-18h







## CINÉMA

SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 JANVIER

## LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-26)**  
Les Liaisons secrètes (1980, v.o. a.r.), de Richard Quin, 10 h; North of Hudson Bay (1984), de John Ford, 10 h; Fantasia de la Sorcière (1938), de Roberto Rossellini, la Neve bianca (1941), v.o. traduction simultanée, de Roberto Rossellini, 21 h.

**SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-28)**  
La Cinéma cubain: Los Sobrevivientes (1978, v.o. a.r.), de Tomas Gutierrez Alea, 14 h 30; Espido Valdes va la cancion (1980, v.o.), de Juan Padron; Yo soy la cancion que canto (1985, v.o. a.r.), de Myrta Vilesa, Estampas habaneras (1989, v.o. traduction simultanée), de Jaime Salazar, 17 h 30; 100 años (1985, v.o. a.r.), d'Américo Solís, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles.  
(40-28-34-30)

Renaissance Internationale Arts et médias vidéo: Digital Images (1970-1978) de Stina Vassila, Summerlast (1982) de Stina Vassila, The Art of Memory (1987) de Wimpey Vassila, 12 h 30; Imagerie numérique: Stiles Face (1988) de Marlene Brych, Images informatiques (1988) de Philippa Compagnon, Des histoires nouvelles (1988) de Guyon von Maltzen, Rosa del Vent (1989) de Francesco Barili, la Gloriosa pomeglio, sera, notte, giorno (1989) d'Ida Garcia, Flore (1989) de Yoichiro Kawaguchi, Partide Dreams (1989) de Karl Sims, The Conquest of Form (1989) de William Latham, la Conquête de la Conquête de Zbigniew Rybczynski, 16 h 30; Plan fixe sur le temps (1974) de Costa Siffis, Modelo (1974) de Costa Siffis, 16 h 30; Passions du corps, intimité Super 8; Ora Pro Nobis (1980) de Stephanie Ward, Angie (1978) de Michael Neider, Anubis Nout (1988) de Valérie Petit, Vidio Ergo Sum (1988) de Balthus Slezak, 20 h 30; Deux voyages méditerranéens: Monkey's Birthday (1973-1975) de David Lecker, Chrono-El Dorado (1979-1980) de B. V. Viola, 21 h 30; Danes, Errances: Tranchées (1985-1988) de Téo Hernandez, Pas de del (1987) de Téo Hernandez, 21 h 30; Barroco, l'interface cinéma vidéo: Epiphany (1984) de Carthy Wyn Evans, The Miracle of the Rose (1984) de Carthy Wyn Evans, 22 h 30.

**PHILIPPE BRUGNON**

**COURRIER DES LECTEURS**  
Vous verrez, la semaine prochaine, que deux séquences d'enchères sont possibles.

**ARD 104 "R312" ARDAR**  
Mais ne peut-on pas ouvrir de 21h à 22h, car cette ouverture est une passerelle de l'été.

**CAR**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

**LES**  
C'est une très belle (et très forte) émission de la semaine, en dépit de la mauvaise qualité de l'audio, mais elle est très intéressante et très riche. Les commentaires de la semaine sont très intéressants et très riches.

## LES EXCLUSIVITÉS

**ALICE** (Tchecoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.o.): Épis de Bois, 5 (43-57-47-7).

**ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR** (Fr.-All.): Club Gaumont (Public Média), 5 (43-58-31-97); Salut Lambert, 15 (43-51-81-88).

**LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**BANDINI** (Fr.-Bel.-A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Épis de Bois, 5 (43-57-47-7); George V, 5 (46-32-41-48).

**BLACK RAIN** (A., v.o.): UGC Odéon, 5 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Public Champs-Élysées, 5 (47-20-76-23); Sept Passions, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); v.f.: Paramount Opéra, 5 (47-42-56-31).

**BORIS GODOUNOV** (Fr.-Esp.-Youg., v.o.): Vendôme Opéra, 2 (47-42-87-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40).

**BREVE HISTOIRE D'AMOUR** (Pol., v.o.): Saint-André-Arte II, 5 (43-25-10-30); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Public Champs-Élysées, 5 (47-20-76-23); Sept Passions, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); v.f.: Paramount Opéra, 5 (47-42-56-31).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.): L'Art, 4 (42-78-47-88); 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-10-30); George V, 5 (46-32-41-48); Sept Passions, 14 (43-20-32-20); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**COMME UN CHEVAL FOU** (A., v.o.): La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT** (Fr.-Bel., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-25-10-30); Les Trois Luxembourgs, 5 (46-33-10-82); 33-37-77).

**DÉLIT DE FUTES** (Sov., v.o.): Cosmos, 5 (46-44-28-80).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**EAT A BOWL OF TEA** (A., v.o.): Les Trois Luxembourgs, 5 (46-33-10-82); Public Champs-Élysées, 5 (47-20-76-23).

**LES ENFANTS DU DÉBOÎS** (Fr.): Les Enfants du Débois, 5 (46-33-10-82); La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE** (A., v.o.): George V, 5 (46-32-41-48); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**LE TROISIÈME D'UN ENFANT GÂTÉ** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**JÉRÔME DANS L'ESPACE** (Fr., v.o.): La Géode, 15 (46-42-13-13).

**JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (43-57-47-7); Pathé France, 5 (47-70-72-86); Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

**LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR** (Fr.-It.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**EMBRASSE-MOI VAMPIRE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**ET LA LUMIÈRE FUT** (Fr. franco-allemand-italien d'Orléans), v.o.: Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**MAUVAIS SANG** (Fr.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); Studio des Ursulines, 5 (43-25-10-30).

**MYSTÈRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); Studio des Ursulines, 5 (43-25-10-30).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**MYSTÈRE TRAIN** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**NOËL BLANCHE** (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**OLYMPER ET COMPAGNIE** (A., v.o.): UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**OUTRAGES** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**LE PETIT DIABLE** (It., v.o.): République Cinéma, 11 (43-05-51-33); Dentier, 14 (43-21-41-01).

**LE PETIT DINOZAURE ET LA VALLÉE DES MÉTÉORES** (A., v.o.): La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86); Saint-Lambert, 15 (43-52-91-68).

**LA PETITE VÈRA** (Sov., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**PLUME NOIRE** (Jap., v.o.): Lucarne, 5 (46-44-28-80).

**QUAND HARRY RENCONTRE BALLY** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-87-82); Gaumont Ambassade, 5 (43-58-31-97); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); UGC Odéon, 5 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT** (A., v.o.): La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**RAIN MAN** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-87-82); Gaumont Ambassade, 5 (43-58-31-97); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); UGC Odéon, 5 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES TERRORISME** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE** (A., v.o.): George V, 5 (46-32-41-48); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**LE TROISIÈME D'UN ENFANT GÂTÉ** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**JÉRÔME DANS L'ESPACE** (Fr., v.o.): La Géode, 15 (46-42-13-13).

**JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (43-57-47-7); Pathé France, 5 (47-70-72-86); Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

**LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR** (Fr.-It.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**EMBRASSE-MOI VAMPIRE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**ET LA LUMIÈRE FUT** (Fr. franco-allemand-italien d'Orléans), v.o.: Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**MAUVAIS SANG** (Fr.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); Studio des Ursulines, 5 (43-25-10-30).

**MYSTÈRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); Studio des Ursulines, 5 (43-25-10-30).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**MYSTÈRE TRAIN** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**NOËL BLANCHE** (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**OLYMPER ET COMPAGNIE** (A., v.o.): UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**OUTRAGES** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**LE PETIT DIABLE** (It., v.o.): République Cinéma, 11 (43-05-51-33); Dentier, 14 (43-21-41-01).

**LE PETIT DINOZAURE ET LA VALLÉE DES MÉTÉORES** (A., v.o.): La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86); Saint-Lambert, 15 (43-52-91-68).

**LA PETITE VÈRA** (Sov., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**PLUME NOIRE** (Jap., v.o.): Lucarne, 5 (46-44-28-80).

**QUAND HARRY RENCONTRE BALLY** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-87-82); Gaumont Ambassade, 5 (43-58-31-97); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); UGC Odéon, 5 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT** (A., v.o.): La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**RAIN MAN** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86).

**RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE** (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-87-82); Gaumont Ambassade, 5 (43-58-31-97); 14 Juillet Baugrenelle, 15 (46-75-19-79); UGC Odéon, 5 (43-25-10-30); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES LUMIÈRE** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNÉES TERRORISME** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE** (A., v.o.): George V, 5 (46-32-41-48); v.f.: La Nouvelle Mandéville, 5 (47-70-72-86); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÉTÉ** (A., v.o.): Cinoche, 5 (46-33-10-82).

**LE TROISIÈME D'UN ENFANT GÂTÉ** (Fr.): George V, 5 (46-32-41-48).

**JÉRÔME DANS L'ESPACE** (Fr., v.o.): La Géode, 15 (46-42-13-13).

**JOYEUX NOËL, BONNE ANNÉE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concordia, 5 (43-58-31-97); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (43-57-47-7); Pathé France, 5 (47-70-72-86); Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

**LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR** (Fr.-It.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Gobelin, 13 (43-35-23-44); UGC Convention, 15 (46-75-19-79); v.f.: Utopia Champollion, 5 (43-25-10-30).

**EMBRASSE-MOI VAMPIRE** (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Rotonde, 5 (46-74-94-94); UGC Biarritz, 5 (46-32-40-40); v.f.: Rex, 2 (46-32-40-40); UGC Montparnasse, 14 (43-20



## SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

## La péniche des confidences

Depuis sept semaines, le navigateur Titouan Lamazou (*Ecoreuil d'Aquitaine*) occupe la première place du Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire. Cette lointaine aventure de quatre mois peut être suivie au jour le jour depuis Paris grâce à un PC installé à bord d'une péniche, sur la Seine.

Paris, 17 heures. Une étrange excitation s'empare des occupants de la péniche *Vendée* (1), amarrée au pont de Javel, à quelques encablures du pont Mirabeau. C'est l'heure du contact quotidien avec les concurrents du Vendée Globe Challenge, prisonniers de leur solitude dans le plus grand désert maritime du monde, l'océan Indien.

La vacation, relayée par Saint-Lys-Radio, commence par la lecture, en français puis en anglais (pour l'Américain Mike Plant - *Duracell*), des bulletins météo pour les trois zones (Marion, Crozet et Kerguelen) couvertes par les onze rescapés disséminés sur les 3 500 milles (5 600 kilomètres) qui séparent désormais Titouan Lamazou de Jean-François Coste (*Cacharel*), Vincent Borde (2), responsable de la communication, et Eric Coquerel, qui assure l'animation de ces vacations avec Yvon Fauconier (3) et Antoine Bortolotto, enchaînant leur lecture avec les positions des bateaux, relevées à la mi-journée par le satellite Argos, et l'estimation des distances qui les séparent encore de l'arrivée aux Sables-d'Olonne.

« A cette heure, on peut être sûr qu'ils sont tous à l'écoute, confie Denis Horeau (4), le directeur de la course. Cette vacation radio est le cordon ombilical qui les relie encore à la terre. C'est un peu leur journal. Ils sont sûrs d'y trouver les positions exactes de tous les concurrents. Parfois, nous leur faisons des revues de presse ou nous leur transmettons des messages. Et, surtout, ils peuvent se confier ou écouter les autres. »

La lecture des bulletins météo et des relevés Argos est, généralement, suivie des interventions des navigateurs. Cette fois, Saint-Lys-Radio « balaye » en vain les différentes fréquences, à l'écoute des appels du grand large. Ces silences n'ont d'ailleurs rien d'inquiétant pour certains des concurrents. Ainsi Guy Bernardin (*Okay*) n'a appelé qu'une fois, peu après le départ.

A quarante-cinq ans, ce Breton naturalisé américain qui a survécu à deux tours du monde et à plusieurs naufrages est l'homme qui a le plus navigué en solitaire (plus de 150 000 milles). Pour lui, ces vacations sont « des conversations de petites mains au coin du feu ». Il ne conçoit pas le Vendée Globe Challenge comme une course mais comme une « aventure personnelle ». « C'est la course de l'absurde, estime-t-il. Partir d'un point pour revenir au même point, c'est ridicule. Surtout en passant par ces mers-là. La notion de course fait oublier le respect des éléments, la sécurité, les choix raisonnables de route et le comportement à suivre. C'est dommage. »

## Résultats

**BASKET-BALL**  
COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS  
(Proteins finale, championnat tour)  
• Split (You.) b. Moscou (Urss) 81-64, 6-4, 7-5; Moscou (Urss) b. Barcelone (Esp.) 84-83, 110-102; Limoges (Fra.) b. Poznan (Pol.) 115-90.  
Classement : 1. Split, 10 pts; 2. Limoges, 9; 3. Barcelone, Salonique, Milan, 8; 6. Maccabi Tel-Aviv, 7; 7. Dan Helder, Lach Poznan, 5.

**TENNIS**  
INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE (troisième tour)  
Simple messieurs. — Noah (Fra.) b. Bloom (Isra.) 6-3, 6-3, 6-3; Chikriatchev (URSS) b. Flouren (Fra.) 6-4, 6-4, 7-5; McEnroe (E-U) b. 4) b. Goldie (E-U), 6-3, 6-2, 6-2; Lendl (Tch.), 6-1; Novotny (Tch.), 6-4, 6-3, 6-4; 6-1; Gomez (Esp.) b. 5) b. Stich (RFA), 6-4, 6-3, 6-4; 7-6; Yuli (Aut.) b. Muster (Aut.) 151, 3-6, 6-4, 6-3, 6-2.

Simple dames. — S. Graf (RFA), 6-1; b. L. Meskhi (URSS), 6-4, 6-1; P. Fendick (E-U) b. J. Novotny (Tch.), 6-1, 6-4, 6-4; K. Date (Jap.) b. P. Schärer (E-U), 111, 6-4, 6-3; R. Pong (Fra.) b. 13) b. A. Huker (RFA), 7-5, 4-6, 6-4; H. Sukova (Tch.), 6-4; S. Lousmoro (G-B), 6-3, 4-6, 6-3; K. Maleeva (Bul.), 6-3; 6-4, 6-3; 6-0, 6-4.

L'autre solitaire silencieux est l'Américain Mike Plant, coupé du monde par la panne de ses deux radios BLU. Seul un téléx le relie encore avec son équipe aux Etats-Unis. Le silence momentané des autres s'explique par les difficultés de propagation des ondes radio pour ces solitaires distants de quelque quinze mille kilomètres. Une deuxième tentative pour entrer en contact avec eux, une demi-heure plus tard, est plus concluante.

## Perturbations australes

Le premier sujet de conversation est la pluie et le beau temps qui se succèdent au rythme des dépressions. Depuis qu'ils ont abordé l'océan Indien et jusqu'au cap Horn, que les premiers devraient doubler à partir de la mi-février, les onze rescapés sont livrés au régime traditionnel des perturbations de l'Extrême-Sud.

La perturbation qui progresse d'ouest en est à une vitesse d'une trentaine de nœuds s'annonce par une rotation du vent d'ouest au nord en fraîchissant. Le ciel se couvre. La pluie annonce l'arrivée du front chaud. Le vent du nord s'accroît à plus de quarante nœuds avant de tourner au nord-ouest puis à l'ouest.

Le bateau est maintenant au centre de la perturbation. Le ciel est bas avec de petites pluies et la température varie entre 5°C et 10°C. Le vent, régulier en force et en direction, souffle de l'ouest à 35-40 nœuds. La houle creuse des vagues de 6 mètres à 10 mètres. Ce régime dure généralement de six à douze heures, le temps que la perturbation dépasse le bateau. Le front froid fait alors son apparition. Le vent souffle en rafales de 50 nœuds et passe de l'ouest au sud-ouest puis au sud. Venant alors du continent antarctique, il rafraîchit considérablement la température. Le pont du bateau se couvre de neige et les winches gèlent. Jusqu'à l'annonce de la prochaine perturbation...

Ce régime use tout autant les hommes que leur matériel. Après

sept semaines de course, une grande complexité, mêlée de respect, s'est établie entre les solitaires et leurs interlocuteurs à Paris. Presque tous confient avec sincérité leurs angoisses, leurs étonnements, leurs problèmes, leurs espoirs.

Pour Titouan Lamazou, le plus à l'est de la flotte, il est déjà minuit. « Je vis le Vendée Globe Challenge plus durement que le BOC (course autour du monde en solitaire en quatre étapes), dit-il. Je ne suis pas stressé, mais j'ai l'angoisse de l'avarie. » Après avoir découvert du jeu dans son système de barre, il a passé sa journée allongé dans un espace haut de 35 centimètres pour démonter son secteur de barre, fabriquer et fixer une nouvelle bague pour serrer la mèche du gouvernail.

## Fraysers

## et étonnements

Le skipper d'Ecoreuil d'Aquitaine raconte aussi l'une de ses plus grandes frayeurs lorsqu'une vague déferlante a couché son bateau. Il était alors sur le pont et a pu agripper à un winch. Quand le bateau s'est redressé, la vague lui avait été emportée ses bords.

Semblable mésaventure est arrivée à Alain Gauthier (*General-Concorde*) dont le bateau est « parti au surf, sur la tranche, pour finir couché, vent de travers ». Le benjamin de la course a dû alors s'aventurer sur le pont, incliné à 80 degrés par rapport à la

verticale, pour affaler la grand-voile puis « marcher » sur son mât pour faire descendre les coulisseaux avant de voir le bateau se redresser. Avec une barre de flèche brisée, il ne peut plus utiliser sa grand-voile au vent portant. Un handicap considérable jusqu'au cap Horn, qu'il partage avec Patrice Carpentier (*Novel-Obs*), dont la bôme a cassé pour la deuxième fois, à l'endroit où elle avait été réparée.

Parfois, l'émerveillement peut succéder à la frayeur. Ainsi Philippe Jeantot (*Crédit-Agricole*) a été le premier à se retrouver face à un iceberg dont la partie émergée était impressionnante. Ce fut ensuite au tour de Pierre Follenfant (*TRB Charente-Maritime*) de manœuvrer en catastrophe pour éviter un autre iceberg « gros comme trois Fort-Boyard », l'ancien pénitencier au large de l'île d'Oleron.

Ce soir-là, le plus débâsé était encore Jean-Yves Turlain (*UAP-1992*). Après son démontage, il lui a fallu cinq jours pour se confectionner un grément de fortune qui ne lui permettait pas de progresser à plus de 4,5 nœuds. Ne pouvant plus aller dans ces conditions jusqu'au bout de cette aventure, il a décidé d'abandonner, pour retrouver au Cap ses deux compagnons d'infortune, Philippe Poupon et Bertie Reed.

GÉRARD ALBOUY

## LES POSITIONS

## Vendredi 19 janvier

1. Lamazou (*Ecoreuil d'Aquitaine*) à 11 847 milles de l'arrivée; 2. Peyron (*Lado-Poch*) à 400 milles; 3. Van de Heede (*3615-Mer*) à 504 milles; 4. Jeantot (*Crédit Agricole*) à 598 milles; 5. Follenfant (*TRB Charente-Maritime*) à 671 milles; 6. Plant (*Duracell*) à 1 220 milles; 7. Carpentier (*Novel-Obs*) à 1 481 milles; 9. Bernardin (*Okay*) à 2 587 milles; 10. Coste (*Cacharel*) à 3 640 milles.

## FOOTBALL : l'équipe de France au Koweït

## Les disciples au désert

L'équipe de France de football est arrivée mardi 16 janvier au Koweït, où elle séjournera une dizaine de jours. Elle a remporté le premier match, jeudi 18 janvier, contre une équipe locale, Al Qadisiya (3-0). Il lui reste à affronter la sélection nationale du Koweït, dimanche 21 janvier (15 h 30, heure française, en direct sur TF 1), et la RDA, mercredi 24 janvier (17 heures sur Canal-Plus).

## KOWEIT

## de notre envoyé spécial

Le cheikh Fahd Al Ahmed n'est pas un homme rassurant. Le 21 juin 1982, lors d'un match de Coupe du monde de football entre la France et le Koweït (4-1) disputé à Valladolid (Espagne), il était descendu sur le terrain pour réclamer l'annulation d'un but qu'Alain Giresse venait d'inscrire contre ses protégés. Toutes les chaînes de télévision de la planète avaient alors diffusé l'intervention inhabituelle de ce cheikh, président de la Fédération koweïtienne de football et surtout frère de l'émir du Koweït, réclamant justice vêtue de sa tenue traditionnelle, entouré de policiers espagnols et d'officiels décontenancés par l'entrée en jeu de cet acteur inattendu.

Sept ans et demi plus tard, il n'a pas oublié le football français. Il vient de le prouver en invitant l'équipe de France et le sélectionneur Michel Platini à séjourner dans son pays du 15 au 25 janvier. Tous les frais de cette tournée sont à sa charge. Depuis son arrivée la délégation tricolore, logée dans le meilleur hôtel du pays, bénéficie donc d'un traitement princier. Une réception et un méchoui en plein désert sont prévus en son honneur lundi 22 janvier.

Mais les dix-huit joueurs retenus par Michel Platini ne sont pas venus dans le Golfe unique-

ment pour admirer les Cadillac et les voitures de sport qui circulent aussi nombreuses dans Koweït-City que les bicyclettes à Amsterdam, ni même contempler les villas dignes de Beverly Hills érigées dans le sable du désert ou bien encore marcher bijoux en or et magnétoscopes dans les souks du centre-ville. L'objectif de Michel Platini n'était ni touristique ni diplomatique et, s'il a usé de tout son prestige pour faciliter ce séjour chez un cheikh qui lui voue admiration et amitié, c'est avant tout dans un but sportif.

## « Créer un groupe »

Alors qu'il vient de prolonger de quatre ans et demi le contrat le liant à la Fédération française, il a souhaité rassembler, plusieurs jours durant, les joueurs avec lesquels il envisage d'aborder les deux prochaines échéances importantes pour la sélection : les éliminatoires du championnat d'Europe des nations 1992 en Suède (le tirage au sort des groupes aura lieu le 2 février), et celles de la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis. But de l'opération koweïtienne pour une équipe convolescente après son élimination à la Mondiale de juin 1990 en Italie : étudier différents schémas tactiques et surtout créer des liens entre des internationaux qui d'ordinaire ne se fréquentent que le temps d'un match et se connaissent essentiellement à leurs clubs respectifs. « J'ai vu qu'ils prenaient plaisir à se retrouver, dit-il, et qu'ils s'amusaient en dehors du terrain, tout en restant concentrés au moment de travailler », répète le sélectionneur depuis le début du séjour.

Aux seuls, ces objectifs ont valeur d'aveu. Le manque de cohésion et d'ambiance dans cette équipe de France n'a pu échapper à Michel Platini qui l'a fréquentée pendant dix ans. Son arrivée au pouvoir en novembre 1988 à la place d'Henri Michel a largement contribué à

redonner quelque vigueur à ces jeunes gens, mais la plupart d'entre eux demeurent encore bien timorés. Cela se répercute sur le terrain, où ils manquent d'initiative.

Fort de son prestige et de son influence, réussissant à redonner joie de vivre, enthousiasme et ouverture d'esprit à des gars dont certains paraissent bien blasés avant même d'avoir connu une quelconque gloire ? En février 1988, la tournée en Israël organisée par son prédécesseur Henri Michel pour « créer un groupe » (le discours n'a pas changé...) avait abouti à un échec total. Les joueurs, étonnés dans leur élan, ne s'étaient montrés guère sensibles aux richesses historiques de ce pays. L'ambiance s'était elle aussi révélée exécrable, puisqu'un conflit avait opposé Luis Fernandez à Manuel Amoros.

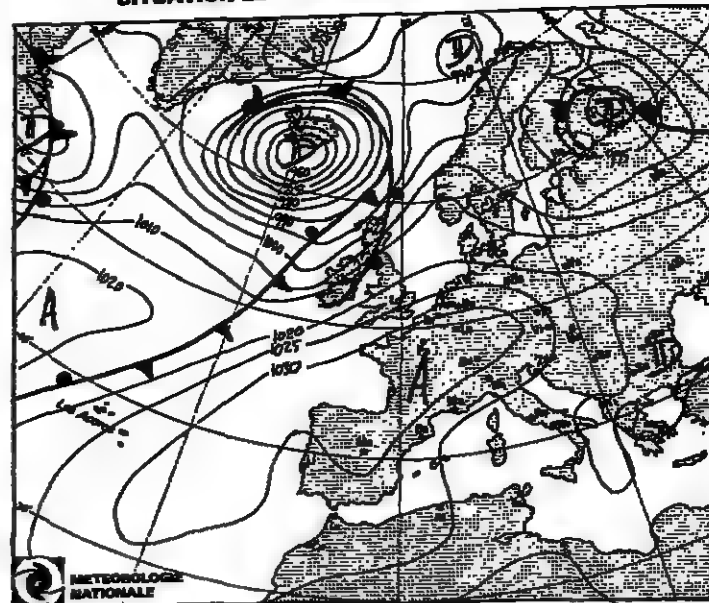
Sur le plan tactique Michel Platini s'attelle à une tâche bien plus délicate encore. Trois rencontres figurent au programme des « Bleus » : ils ont déjà remporté la première jeudi 18 janvier contre le club de Al Qadisiya (3-0), grâce à des buts du Lyonnais Rémi Garde, du Montpelliérain Eric Cantona (sur penalty) et de l'attaquant suzerain Pascal Vahryna. Il leur reste à affronter les équipes nationales du Koweït (21 janvier) et de RDA (24 janvier). Mais leur première prestation lors du premier match a été une fois de plus confirmée la fragilité de leur association.

Cette tournée devrait donc s'avérer riche en enseignements pour Michel Platini. Elle marque le véritable début de sa carrière d'entraîneur. Mais dimanche, installé dans son fauteuil en cuir au centre de la tribune présidentielle du stade Kazma, son admirateur, le cheikh Fahd Al Ahmed Al-Sabah, aura bien du mal à reconnaître en cette formation incohérente l'équipe d'une équipe qu'il avait vu resplendissante lors du Mondial de 1982.

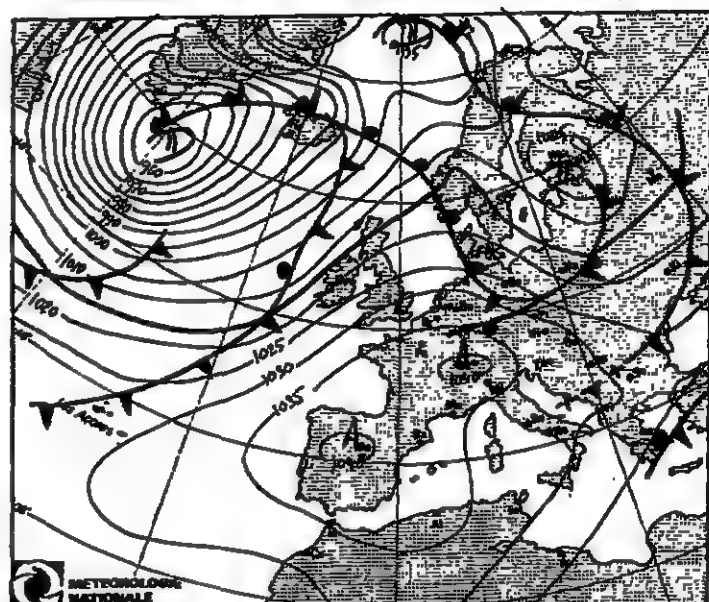
PHILIPPE BROUSSARD

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 JANVIER 1990 A 9 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable des temps en France entre le vendredi 19 janvier à 0 heure et le dimanche 21 janvier à 24 heures.

Le puissant anticyclone centré sur le sud de la France va encore se renforcer. Les perturbations atlantiques continueront donc à être déviées vers les îles Britanniques.

Samedi : nuageux au nord, brouillard et bruine au sud.

Sur les régions étudiées au nord d'un axe Pays de Loire, Centre et nord de l'Alsace, le temps sera très nuageux. Dans les vallées, les brouillards, parfois givrants, se dissiperont après-midi.

Plus au sud, les brouillards seront fréquents et souvent givrants au lever du jour. Ils ne se dissiperont que très difficilement dans les vallées de l'est. Ailleurs, le soleil perceira vite et s'installera pour le reste de la journée.

Les températures minimales seront comprises entre 1 à 4 degrés dans l'intérieur, 7 à 9 degrés près des côtes au Nord, sous les

runes. Sur le reste du pays, les gelées atteindront -2 à -5 degrés avec des pointes à -8 degrés dans le Massif Central.

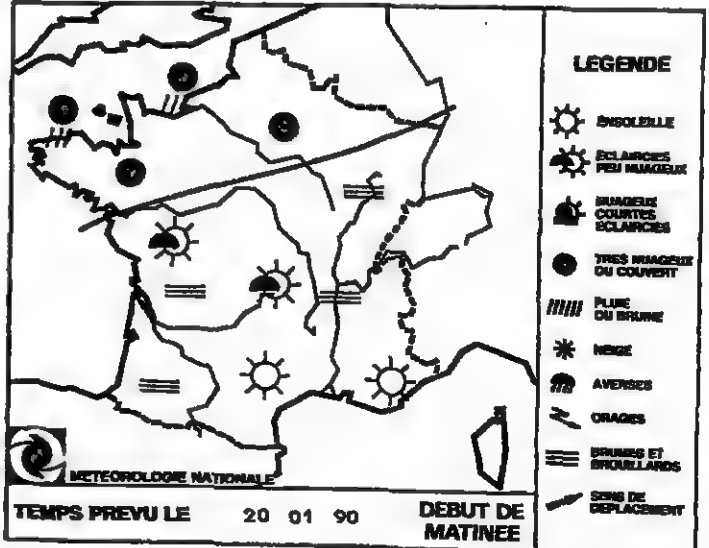
Les températures de l'après-midi seront moins contrastées. Elles seront généralement comprises entre 8 et 12 degrés. Elles atteindront 10 à 15 degrés près de la Méditerranée, 6 à 10 degrés sur les autres régions côtières.

Dimanche : peu de changement.

Dans le Midi, de l'Aquitaine aux Alpes du Sud, ainsi que sur le relief, le temps sera à nouveau très nuageux. Dans les vallées, les brouillards, parfois givrants, se dissiperont après-midi.

Sur les autres régions, la journée débutera sous le grisaille. Au fil des heures, quelques trouées dans le ciel bleu feront leur apparition.

Les températures minimales seront comprises entre 3 et 5 degrés sur une partie du nord, entre 0 et -4 degrés ailleurs. Les maximales atteindront 5 à 10 degrés mais ne dépasseront guère le 0 degré dans certaines vallées de l'est. Près de la Méditerranée, on atteindra encore 12 à 15 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 19-1-1990

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
PARIS	16 2 D	14 7 D
TOULOUSE	15 1 D	13 6 D
POINTE-AITRE	10 2 D	12 5 D
NANTES	11 3 D	11 4 D
BORDEAUX	11 3 D	11 4 D
BOULOGNE	4 5 B	10 3 D
GREY	9 1 D	9 2 D
CHEN	9 1 D	8 1 D
CLEMONT-FE	9 2 D	8 2 D
DOU	6 7 D	7 1 C
DIJON	6 7 D	7 1 C
STRASBOURG	7 1 C	7 1 C
LILLE	9 2 D	8 1 D
LYONS	7 2 D	8 1 D
LA ROCHELLE	10 1 D	9 2 D
NANCY	5 5 B	6 1 D
NANTES	10 1 D	9 2 D
NICE	14 3 D	13 2 D
PARIS-MONTS	9 1 D	8 1 D
PAU	9 2 D	8 1 D
PERPIGNAN	12 7 D	11 6 D
LENNES	10 1 D	9 2 D
ST-ETIENNE	6 4 D	5 3 D
STRASBOURG	6 5 D	5 4 D
ALGER	18 12 C	17 11 C
AMSTERDAM	10 3 C	9 2 C
ATHINES	10 3 C	9 2 C
BANGKOK	33 24 N	32 23 N
BARCELONE	12 3 D	11 2 D
BEIRUT	4 1 D	3 0 D
BERLIN	6 1 D	5 0 D
BRUXELLES	8 4 N	7 3 N
LE CAIRE	18 8 D	17 7 D
LE CROISSANT	6 1 N	5 0 N
DELHI	28 13 N	27 12 N
DENVER	15 11 F	14 10 F
GENEVE	6 2 D	5 1 D
HONGKONG	18 16 F	17 15 F
ISTANBUL	11 4 D	10 3 D
JEKUSALEM	11 4 D	10 3 D
LABORNE	13 7 D	12 6 D
LONDRES	10 5 C	9 4 C
MADRID	18 12 C	17 11 C
MOSCOW	10 3 C	9 2 C
MUNICH	10 3 C	9 2 C
MONTREAL	8 2 A	7 1 A
MUSKOGEE	10 3 C	9 2 C
NEW-YORK	12 7 D	11 6 D
OSLO	1 1 D	0 0 D
PALMA-DE-MAJ	14 0 C	13 0 C
PERIN	10 3 D	9 2 D
RIO-DE-JANEIRO	32 26 D	31 25 D
ROME	15 11 D	14 10 D
SINGAPOUR	28 23 C	27 22 C
STOCKHOLM	5 4 D	4 3 D
SYDNEY	22 11 N	21 10 N
TOKYO	17 4 A	16 3 A
TUNIS	16 8 O	15 7 O
YAKOVLEV	6 2 D	5 1 D
YENNE	7 1 D	6 0 D
YEDNE	7 1 D	6 0 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Le Monde

25 La réforme fin...  
L'adhésion aux E...

## BILLET

## L'armée mexicaine de la DATAR

Le Mexique est un pays à la situation géographique particulière. Il est situé à la jonction de deux grands continents, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Cette position lui confère une importance stratégique majeure. L'armée mexicaine, sous le commandement de la DATAR (Département des Armées et des Travaux de l'Armée), est chargée de maintenir la sécurité nationale et de défendre les intérêts du pays. Elle dispose d'un matériel moderne et d'une formation soignée. Ses unités sont réparties dans tout le territoire, afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de besoin. L'armée mexicaine est également impliquée dans des opérations de maintien de la paix et de coopération internationale.

La DATAR est une institution clé du gouvernement mexicain. Elle est responsable de la planification, de l'organisation et de la mise en œuvre des opérations militaires. Elle travaille en étroite collaboration avec les autres branches du pouvoir exécutif, afin d'assurer la cohésion et l'efficacité de l'effort national. L'armée mexicaine est également soumise à un contrôle strict de la part du Congrès et des citoyens. Cette transparence est essentielle pour garantir que les ressources soient utilisées de manière responsable et que les droits de l'homme soient respectés.

Malgré les défis que présente la situation géographique du Mexique, l'armée mexicaine a su démontrer sa capacité à relever les défis et à maintenir la stabilité du pays. Elle est un pilier essentiel de la sécurité nationale et joue un rôle crucial dans le développement du pays. L'investissement continu dans la formation et l'équipement de l'armée mexicaine est une priorité pour le gouvernement, afin de garantir sa efficacité à long terme.

La Commission de la DATAR est chargée de superviser les activités militaires et de veiller à ce qu'elles soient conformes aux lois et règlements en vigueur. Elle joue un rôle de médiation entre l'armée et le pouvoir civil, afin d'assurer une bonne gouvernance et une responsabilité accrue. La Commission est également impliquée dans des projets de coopération internationale et de développement durable, afin de promouvoir la paix et la stabilité dans le monde.

La Commission de la DATAR est une institution indépendante et impartiale. Elle est composée de membres élus par le Congrès et de représentants de la société civile. Elle a le pouvoir de recommander des sanctions ou des récompenses aux membres de l'armée mexicaine, en fonction de leur comportement et de leurs réalisations. Cette indépendance est essentielle pour garantir l'efficacité et la crédibilité de la Commission.

La Commission de la DATAR est également chargée de promouvoir la transparence et la responsabilité dans les activités militaires. Elle publie régulièrement des rapports sur ses activités et sur les résultats de ses enquêtes. Elle encourage également les citoyens à participer à la surveillance de l'armée mexicaine et à signaler toute violation des lois ou des règlements. Cette approche participative est essentielle pour garantir une meilleure gouvernance et une plus grande confiance du public dans l'armée mexicaine.

La Commission de la DATAR est une institution clé du gouvernement mexicain. Elle joue un rôle crucial dans le maintien de la sécurité nationale et dans le développement du pays. Son indépendance et sa transparence sont des atouts majeurs pour garantir son efficacité et sa crédibilité. L'investissement continu dans la formation et l'équipement de l'armée mexicaine est une priorité pour le gouvernement, afin de garantir sa efficacité à long terme.





21 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU



Le monde...  
L'Amérique...  
L'Europe...  
L'Afrique...  
L'Asie...  
L'Océanie...

Le monde...  
L'Amérique...  
L'Europe...  
L'Afrique...  
L'Asie...  
L'Océanie...

Le monde...  
L'Amérique...  
L'Europe...  
L'Afrique...  
L'Asie...  
L'Océanie...

25 La réforme fiscale en Grande-Bretagne  
— L'inflation aux Etats-Unis

25 Mesures en faveur des artisans parisiens  
26 La concurrence dans les transports aériens

28 Marchés financiers  
29 Bourse de Paris

BILLET

L'armée mexicaine de la DATAR

Un ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire (M. Fauroux), un ministre délégué chargé aussi des reconversions, (M. Chérèque), un délégué, (M. Dupont), un directeur à ses côtés, nommé il y a quinze jours (M. Leblond), et, depuis le conseil des ministres du mercredi 17 janvier, un deuxième directeur, au même niveau hiérarchique (M. Guigou). Bien que le communiqué officiel précise que ce dernier (dont l'épouse, Elisabeth, est conseillère à l'Elysée) a été nommé sur proposition du ministre délégué, M. Chérèque n'était pas favorable à cet ajournement des organes de direction de l'aménagement du territoire.

La DATAR, qui sort péniblement de longues années de latence et qui a du mal à saisir tous les changements et les enjeux de la décentralisation, a-t-elle besoin, pour retrouver son punch, de renforcer à ce point ses structures parisiennes et administratives ? L'aménagement du territoire offre un peu l'image d'une armée mexicaine, dans laquelle les officiers supérieurs sont plus nombreux que les fantassins et les soldats opérationnels.

Sans mettre en cause les qualités des personnes ou leur volonté de mieux faire, les choix gouvernementaux qui dépendent d'autres ministères mais qui ont un impact géographique (schéma des TGV, politiques universitaires et de la recherche, politique agricole européenne, attitudes vis-à-vis des investissements étrangers), il est urgent de s'interroger sur la place la plus judicieuse de l'aménagement du territoire dans la hiérarchie ministérielle et les priorités politiques. On dit que la DATAR va relancer la prospective ? Alors pourquoi ne pas la rapprocher du commissariat au Plan ? On assiste aussi à une formidable montée en puissance des collectivités locales : les budgets des régions ont augmenté de 21 % en 1989. Pourquoi ne pas opérer une alliance avec la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur ?

F. Gr.

Les concentrations dans l'industrie pharmaceutique mondiale

Rhône-Poulenc va racheter Rorer grâce à un financement complexe

Doutant tous ses concurrents, les trois grandes firmes suisses, Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche, Sanofi, les américains Du Pont, Monsanto et le japonais Yamanouchi, — le numéro un français de la chimie, le groupe public Rhône-Poulenc, a signé dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 janvier un accord de principe avec les responsables de Rorer en vue de rapprocher les activités exercées par les deux groupes dans la pharmacie.

Rorer est le dernier laboratoire pharmaceutique des Etats-Unis de moyenne importance (1,1 milliard de dollars de chiffre d'affaires, soit 6,4 milliards de francs) restant à vendre aux Etats-Unis (le Monde du 18 janvier).

Tous les détails de l'opération n'ont pas encore été réglés. Mais les deux partenaires sont déjà convenus que Rhône-Poulenc lancera une OPA amicale sur le capital de Rorer en vue de racheter entre 35 % et 51 % de ses actions au prix unitaire de 73 dollars (423,50 francs). En même temps, le groupe français fera appel de sa pharmacie humaine (Mélicon-Comaugeth excepté) à Rorer, ce transfert devant permettre, par valorisation des actifs de Rorer, de porter mathématiquement sa participation à 68 %. Dans cette transaction, chaque actionnaire de Rorer recevra en échange de ses titres un « paquet » constitué de liquidités, d'actions de la nouvelle entité Rhône-Poulenc Santé-Rorer et de contingent value rights (CVR) à émettre par Rhône-Poulenc. Les actions Rhône-Poulenc Santé-Rorer seront cotées à Wall Street.

L'opération conclue, Rhône-Poulenc s'engage auprès des actionnaires de Rorer, qui détient encore 32 % du capital, à leur racheter dans les trois ou quatre années à venir les titres en leur possession au prix de l'OPA.

Globalement, le montant de l'opération devrait s'élever à 3,2 milliards de dollars (17,6 milliards de francs). En réalité, par le jeu des transferts d'actifs, Rhône-Poulenc devrait n'en débours qu'un peu moins de la moitié.

Interrogé par téléphone, M. Jean-René Fourton, président de Rhône-Poulenc, nous a assuré que « cette acquisition ne pose pas de problème de financement ». Le groupe public doit, en effet, procéder en 1990 à une levée de fonds, qui lui permettra de financer l'opération, selon M. Fourton, environ 1 milliard de dollars, dont

une grande partie proviendrait de la vente de certains actifs de Comaugeth (filiale Nordie et Comaugeth Bio-Research) comme l'accord a été conclu avec le gouvernement (le Monde du 15 décembre 1989).

Le principe du « ni-ni » (ni privatisation ni nationalisation), ne sera donc pas vraiment enfreint.

Sept achats

C'est la septième grande acquisition à laquelle Rhône-Poulenc procède en trois ans après l'agrochimie d'Union Carbide (E.-U.), la chimie minérale de Stauffer (E.-U.) et de RTZ (G.-B.), les semences de Ciba (Fr.) et la vaccine de Comaugeth (Canada). Par cette démarche, le géant français de la chimie s'inscrit dans le club très fermé des dix plus grandes firmes pharmaceutiques mondiales, dont les figures de proue sont maintenant Smithkline-Beecham (E.-U.-G.-B.) et Bristol-Myers-Squibb (E.-U.).

Le nouvel ensemble Rhône-Poulenc-Rorer réalisera un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de dollars environ. En y ajoutant Mélicon-Comaugeth (290 millions de dollars), Rhône-Poulenc placera 20 milliards de francs dans la santé et arrivera au huitième rang mondial dans la pharmacie humaine. Comme M. Fourton, M. R.E. Cawthorn PDG de Rorer, appelé à rester à la direction de la nouvelle société Rhône-

Poulenc-Rorer, est satisfait. « Ce rapprochement dégageait de nombreuses complémentarités, a-t-il déclaré. Par exemple Rhône-Poulenc nous permettrait de nous implanter vraiment en Europe, tandis que notre position aux Etats-Unis renforcerait la présence de Rhône-Poulenc en Amérique du Nord. La combinaison de nos activités pharmaceutiques à travers le monde nous permettrait de créer un groupe disposant réellement de l'ensemble des ressources nécessaires pour être l'un des grands de la pharmacie mondiale ».

Heureux sur un plan industriel, le rapprochement de Rhône-Poulenc et de Rorer fait toutefois des vagues dans la communauté financière internationale. La Securities and Exchange Commission (SEC), la COB américaine, vient en effet de saisir la justice à la suite d'une flambée mystérieuse des cours et d'un gonflement subit des échanges enregistrés sur Rorer à Wall Street entre les 4 et 11 janvier derniers, peu avant l'annonce par le groupe américain de son intention de trouver un partenaire industriel. Les mystérieux initiés auraient ainsi encaissé près de 6 millions de dollars. Dans la plaine des pentes du tribunal fédéral de Manhattan, la SEC précise que « les personnes en cause ont acheté 4013 options d'achat et 168 500 actions alors qu'elles disposaient de documents et d'informations non publics sur les négociations en vue d'une reprise de Rorer ».

ANDRÉ DESSOT.

La réforme de la grille dans la fonction publique

M. Durafour révisé ses propositions à la hausse

En ouvrant dans la matinée du vendredi 19 janvier la troisième séance de négociation avec les syndicats de fonctionnaires, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a annoncé de nouvelles propositions permettant de faire passer de 21 milliards à un peu plus de 30 milliards de francs sur sept ans la partie garantie de l'enveloppe budgétaire qui sera consacrée à la réforme de la grille de la fonction publique.

L'ensemble de ces mesures permet de faire passer de 7 milliards à 9,6 milliards de francs l'enveloppe attribuée aux agents de l'Etat, incluant un effort supplémentaire de 1,2 milliard au profit du « nouvel élément de rémunération » présenté le 9 janvier. Celui-ci correspondrait aux contraintes liées à l'exercice de certaines tâches d'emplois (qualification, localisation, responsabilité) et ne constituerait pas, insiste-t-on au gouvernement, une quelconque forme de salaire au mérite.

Une commission de suivi

« Compte tenu de la progression de la technicité en catégorie B, une part significative » de cette enveloppe de 1,2 milliard serait réservée à cette catégorie, a proposé le ministre. Ce complément indiciaire pourrait d'ailleurs permettre de créer un régime de retraite complémentaire pour les fonctionnaires, le gouvernement n'y étant pas opposé.

Enfin, une commission de suivi incluant les signataires négocierait la répartition de l'enveloppe variable en fonction de la croissance (10 milliards de francs sur sept ans pour une croissance économique de 3,7 %).

J.-M. N.

Renonçant à son OPA

Thomson ne sauvera pas Ferranti

Le groupe français Thomson a annoncé, vendredi 19 janvier, qu'il renonce à lancer une offre publique d'achat sur le britannique Ferranti, qui se débat dans les difficultés depuis qu'une fraude a été découverte l'été dernier dans sa filiale américaine.

Toutefois, le Français ne ferme pas totalement la porte puisqu'il « se réserve le droit de reconsidérer à nouveau la possibilité d'une offre publique d'achat », soit en cas d'une OPA émanant d'un tiers, soit « en cas de changement substantiel dans la situation de Ferranti ». En outre, le groupe français discute avec l'anglais d'autres formes de coopération.

Chez Thomson, on explique que c'est après un examen approfondi de Ferranti et en tenant compte de toutes les données que la décision de renoncer à une OPA dans l'immédiat a été prise. Il est vrai que, les uns après les autres, toutes les entreprises qui auraient pu être intéressées par le britannique en péril ont jeté l'éponge et que le partenaire avec lequel Thomson pensait faire tandem pour monter à bicyclette son sauvetage, British Aero space, a finalement renoncé. Pour intéressante qu'elle ait été industriellement, l'opération était risquée au moins financièrement.

Deux questions restent pourtant sans réponse : Thomson a-t-il une autre carte dans sa manche sur la défense... et que va devenir Ferranti ?

F. V.

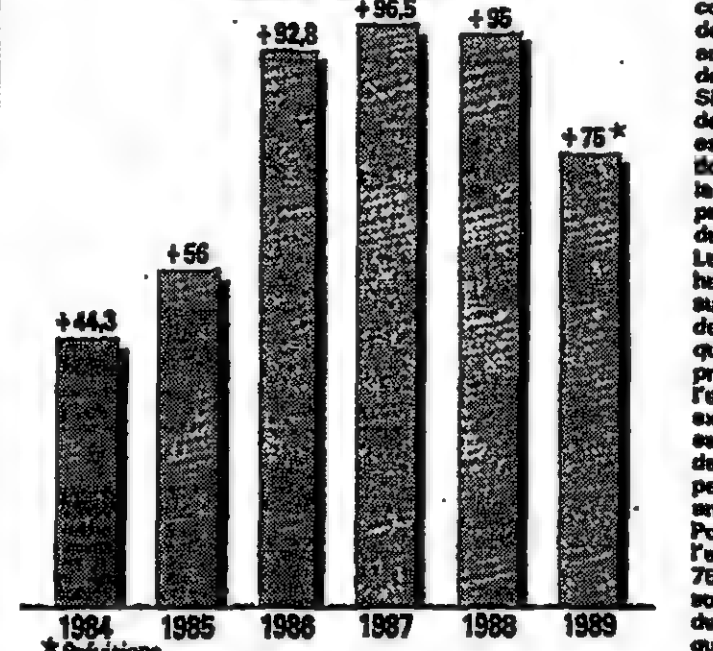
INSOLITE

La Bourse et la guerre

La Suède est un pays neutre depuis cent soixante-seize ans. Ses opérateurs boursiers, extrêmement prudents, ne se préparent pas moins à la guerre. Dans sa dernière lettre, l'Association des Bourses suédoises estime que ses adhérents devraient demander l'octroi de licences exceptionnelles en temps de guerre, car ils pourraient ainsi contribuer à l'effort de la nation. Le personnel serait alors exempté de la conscription.

« Une activité boursière organisée et efficace serait certainement utile en temps de guerre », estime M. Per-Ola Jansson, le président de cette association.

JAPON : EXCÉDENTS COMMERCIAUX EN NET RECUL



Les statistiques du commerce extérieur japonais pour 1989 font apparaître une nette réduction de l'excédent commercial, revenu de 77,6 milliards de dollars en 1988 à 64,4 milliards de dollars l'année dernière. Si cette tendance à la réduction des excédents commerciaux est bien réelle, les chiffres documentés sous-estiment la valeur des exportations par rapport à celle des importations. Les chiffres que nous publions habituellement, établis sur la base de la balance des paiements, indiquent que sur les onze premiers mois de l'année, l'excédent du commerce extérieur est de 70,7 milliards de dollars contre 84 milliards pendant la même période en 1988. Pour l'ensemble de l'année, l'excédent devrait avoisiner 76 milliards de dollars, soit une vingtaine de milliards de moins qu'en 1988.

Dans un rapport des Nations unies

La Commission économique pour l'Afrique dresse le bilan d'une « décennie perdue »

La décennie qui s'ouvre sera-t-elle pour les économies africaines moins dramatique que celle qui s'achève ? On peut en douter en prenant connaissance d'un rapport, « Evaluation préliminaire des résultats économiques des pays africains en 1989 et perspectives pour 1990 », présenté à la mi-janvier par le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji.

Les années 80 furent avant tout celles des « occasions perdues pour le développement de l'Afrique ». Pendant ces dix années-là, entre autres malheurs, « l'activité économique, le bien-être social et les niveaux de vie ont connu un déclin persistant et généralisé » : six pays du groupe à revenu moyen (Ghana, Libéria, Nigeria, Zambie, Guinée équatoriale, Sao-Tomé) sont tombés au rang des pays à faible revenu, et le nombre des pays les moins avancés (PMA) est passé de dix-sept à vingt-huit.

Dans toute l'Afrique, les années 80 furent aussi celles des programmes d'ajustement structurel, imposés à une trentaine de pays

pour assainir leurs économies. Mais ces réformes n'ayant pas réussi, en dépit des sacrifices imposés aux populations, à inverser le déclin économique du continent ni à jeter les bases d'un véritable redressement, la décennie aura vu sur le tard (avril 1989) l'adoption du cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel. Il s'agit d'un développement qui traduit sans ambiguïté une volonté d'africanisation des politiques préconisées par le FMI. Selon M. Adedeji, il fait de 1989 « l'année du destin de l'Afrique, de la révision fondamentale par les Africains eux-mêmes de la voie de développement de l'Afrique ».

Pendant l'année 1989 proprement dite, la situation économique du continent a été relativement meilleure qu'au cours des années précédentes ; et cela grâce aux bonnes conditions climatiques dont a bénéficié l'agriculture.

Autre facteur positif : la hausse des produits minéraux, « même si les producteurs africains n'ont pas été en mesure de tirer pleinement avantage des conditions plus favorables du marché ». Par contre, la chute des cours du cacao et du café ont donné lieu à des pertes de revenus considérables pour les producteurs africains. Et tout indique, dans ces secteurs, que 1990 sera pire.

Selon les estimations de la Commission, la croissance du PIB s'établirait pour l'an dernier à 2,9, et le revenu moyen par habitant enregistrerait une baisse de 0,3 %. « La tendance à la baisse des revenus et de la consommation, entamée au début de la décennie 80, s'est maintenue en 1989 », précise le rapport (1). Quant à l'amélioration de la production globale, passée de 0,4 en 1987 à 2,9 en 1989, elle « est loin d'être suffisante pour sortir les économies africaines du marasme et les placer sur la voie du redressement ».

D'autant moins, sans doute, que l'émigration financière se poursuit. Les transferts nets de capitaux vers l'Afrique ont continué à baisser en 1989.

Sortie massive de capitaux

« Cette baisse, souligne la Commission, concerne presque exclusivement les capitaux privés, y compris les prêts des banques commerciales. L'investissement direct et les crédits à l'exportation. L'aide publique a augmenté (...) mais pas suffisamment pour empêcher la baisse des transferts nets totaux de capitaux vers l'Afrique ».

« Le problème des transferts de ressources, ajoute le texte, a été particulièrement aggravé, d'une part par le fardeau de plus en plus lourd de la dette, qui est passé d'un taux moyen de 36,8 % en 1987 à environ 40 % des recettes d'exportation en 1988 et 21989, d'autre part par une détérioration des termes de l'échange et une sortie massive de capitaux ». Les transferts nets de capitaux à partir de l'Afrique (la perte de ressources) sont évalués, pour l'an dernier, à 5,5 milliards de dollars.

« En dépit des assertions selon lesquelles les programmes d'ajustement structurel sont des baguettes magiques permettant d'effacer les déficits de la balance des paiements et de mettre fin à l'inflation, la situation monétaire a empiré (...). Ainsi, alors qu'en 1980 le déficit des paiements de l'Afrique était de 3,9 milliards de dollars, les chiffres correspondants pour 1988 étaient de 20,3 milliards », précise la Commission (2).

Comme dans les années précédentes, trois grandes contraintes : la faible demande des produits de base, le poids de la dette et la rigidité des programmes d'ajustement structurel ont pesé extrêmement lourd sur des économies (et des

populations) particulièrement fragiles.

Pour les années 90, la Commission propose aux dirigeants africains un programme de travail. Il s'agit notamment, « à la lumière de l'expérience amère des années 80 », (l'expérience FMI), de « rejeter les programmes erronés qui se concentrent presque exclusivement sur les symptômes au lieu de s'attaquer aux causes fondamentales du malaise économique du continent ». Pour ce faire, elle plaide en faveur d'« une maîtrise totale », par les Africains eux-mêmes, de la direction et de l'orientation de leurs économies.

En attendant, force est de constater que « sans une solution urgente des problèmes relatifs aux cours des produits de base, aux arriérés de la dette et au flux des ressources, les perspectives de croissance en 1990, comme au cours du reste de la décennie, demeureront aussi tristes que jamais ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX



STRANGER

Center Cape

## M<sup>me</sup> Margaret un impôt

**TRIUMPH**  
Coupe TR7, mot 78, mod. 90  
rouge int. cuir, 1200 cc, 160  
km/h, TR7, mot 107, mat.  
stand.: 117 000 km, pr. m.  
122 000 km. LEXER  
118 67-49-16-51, car.  
118 67-45-05-73, dom.

**VOLKSWAGEN**  
GOLF GTI 16 S, 3 pass.  
pav. 89, rot métal, vms  
direct, ass. trane. 135 000  
TR7, alarme, 1200 cc  
125 000 km. 113 500  
PEREZ, 49-53-80-35, bur.  
39-55-80-67.

VW GOLF GTI 4 p. 89  
bleu métal, 28 000 km  
2000 cc, 170 km/h  
77 000 F. AUTOMAT  
47-80-01-75

GOLF CABRIOLET GLI  
1980, 101 000 km, blanc  
1200 cc, 170 km/h

bois, haut-parleur  
R, coupe-circuit pré-  
alarme Cobra,  
age neuf, B.V. neuve,  
neufs, moteur refait.  
Px : 62 000 F  
41-10, dom. ap. 20 h  
37-77, heures de bur.

Le Monde

[illegible]

# Le Monde

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

#### 5<sup>e</sup> arrdt

#### EPTIENNEL RARE

Jms habité de l'rm.  
 entièrement réhabilité.  
 env. 113 m<sup>2</sup> haut plau-  
 pousiers appenies.  
 sdr, rcpation env.  
 + 2 chbres, u.d.bne,  
 douche, 6 100 000 F.  
 96 m<sup>2</sup> env. svle sta-  
 fication env. 53 m<sup>2</sup> F.  
 env. possibilté mrcs-  
 s. Prix 5 950 000 F.  
 Cabinet Keller  
 4, des Ganges-Cyrcles  
 46-22-03-90  
 43-59-68-04 P. 22

#### 6<sup>e</sup> arrdt

#### M<sup>e</sup> PTE AUTUHL

Bon front., 11 cdt. baks, sq-  
 2 chbres, entré, cuis.,  
 bems, 90 m<sup>2</sup> + servise  
 144, bd EXELMANS  
 sem. dimanche 14-17 h

#### 17<sup>e</sup> arrdt

#### M<sup>e</sup> VILLIERS

Bsu pent 2 P. bon frnt.  
 confort, 34 665 000 F  
 Tél. : 47-33-21-49

#### 92 Hauts-de-Seine

#### ASNIÈRES/BOIS- COLOMBES

#### APARTEMENT RENOVÉ

105 m<sup>2</sup> / 1 300 000 F  
 samedi de 14 h 30 à 17 h

### locations non meublées demandes

#### Paris

#### MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007  
 Paris, rech. pour cadres na-  
 tionnelles et banques  
 apparts vides ou meublés,  
 de studio m 7 P. de stand.  
 Tél. : 42-22-24-98

#### immeubles

#### DOURDIN

#### ACHÈTE IMMOUBLE

PARIS INTRA MUROS QJ  
 APPARTEMENTS. DISCR-

### bureaux

#### Locations

#### VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés et  
 tout services  
 Tél. : 43-55-17-50

Espace env. 5 000 m<sup>2</sup> à  
 louer pour bureaux, show-  
 rooms, stockages, à  
 Luxembourg-Ville

Proximité aéroport et accès  
 autoroutes  
 Libre mars/avril 1990  
 Contactes : M<sup>e</sup> Luxembourg  
 (00352) 47-08-51 ou M<sup>e</sup>  
 copieur Luxembourg  
 (00352) 47-08-52

**S**

modification des  
contenus vidéo  
AL-SECAM  
43-25-79-56.

PERSONNELLE  
UN ÉCOLE DE  
MALE SUR UN  
N. PENSEZ :  
46-74.

ons  
ges

une forme-  
de 02/80  
contenu de  
pour une  
relativité de  
l'institut, de  
les techni-  
de gestion,  
à l'attention à  
1901  
DEFA.  
44-78.

ATTENTION  
d'arriv, soit  
surzumo  
42-20-20

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

**5<sup>e</sup> arrdt**

**V**

**EXCEPTIONNEL-RARE**

Une hab. de brn.  
XVIII<sup>e</sup> entièrement réhabilitée.  
App. env. 113 m<sup>2</sup> haut plan-  
fleur, poutres apparentes,  
caracère, réception env.  
63 m<sup>2</sup> + 2 chbres, s.d.b.ni,  
a. de douche, 6 100 000 F.  
App. 96 m<sup>2</sup> env., style clas-  
sier, réception env. 53 m<sup>2</sup> +  
1 chbre, possibilité meubler-  
mine, P. 5 950 000 F.  
Cabinet Kallier  
78, av. des Champs-Élysées  
46-22-03-80  
43-68-68-04 P. 22

**6<sup>e</sup> arrdt**

**M<sup>e</sup> PTE AUTEUIL**

Bon front, 15 et. balc., sq.,  
2 chbres, entrées, cuis.,  
bains, 80 m<sup>2</sup> + service  
144, bd EGLIMANS  
sant, dimanche 14-17 h

**17<sup>e</sup> arrdt**

**M<sup>e</sup> VILLIERS**

Bau petit 2<sup>e</sup> bon frnt.  
confort, 3<sup>e</sup> 46. 685 000 F.  
Tél. : 47-33-21-49

**92**

**Hauts-de-Seine**

AGNÈRES/BOIS-  
COLOMBES  
APARTEMENT RENOVÉ  
105 m<sup>2</sup>, 1 300 000 F  
samedi de 14 h 30 à 17 h

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**

**MASTER GROUP**

47, rue Vaneau, 75007  
Paris, rect. pour cadres mu-  
tionales et banques  
appts vides ou meublés,  
du studio au 7 P. de stand.  
Tél. : 42-22-24-66

**immeubles**

**DOURDIN**

**ACHÈTE IMMEUBLE**  
PARIS INTRA MUROS OU  
APARTEMENTS, DISCRÉ-

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**

**DOMICILIATIONS**

Constitution de sociétés et  
tous services  
Tél. : 43-55-17-50

Espaces env. 5 000 m<sup>2</sup> à  
louer pour bureaux, show-  
rooms, stockages, etc.  
Luxembourg-Ville

Proximité aéroport et écoles  
européennes

Libre mars/avril 1990  
Contactez : tél. Luxembourg  
(00352) 47-09-51 ou télé-  
copieur Luxembourg  
(00352) 47-06-52

**GARE BOIS-COLOMBES**

Traité bad intem. revendu  
**PLACEMENT D'AVENIR**

Soleil, ascenseur  
**sur 3 pièces occupé**  
**ou 6 pièces occupé**

A PARTIR DE 750 000 F  
 Tél. 42-80-84-74 postes 243

---

**pavillons**

MOGENT 94, RARE  
 Maison bourgeoise 5 P.,  
 200 m² hab., jardin, garage,  
 2 750 000 F. Sur place  
 33, rue de Plaisance  
 samedi 20/01 et dimanche  
 21/01 de 11 h à 18 h

---

**Ventes**

**EXCEPTIONNEL**  
 11 000 m² parq., park.,  
 Paris 15°, r. Custine, Murs  
 + fondée Exclusiv.,  
 immeuble en construction  
 42-82-81-82

---

**ST-LOUIS CANAL**

belle 2/3 P., cuis., bains, S. ét.,  
 salon, etc. w/cour, salle b.  
 M. FR ALBERTH meublé et tavelé  
 de 14 h à 16 h

---

**11° arrdt**

**M<sup>r</sup> OBERKAMPF**

imm. récent tx cit, part., liv.,  
 double, 2 châssis, entrée, couloir,  
 bains, 90 m², 4 ét., s./jard.  
 63, av. PARMENTIER  
 samedi-dim. 14 h à 17 h

---

**12° arrdt**

**M<sup>r</sup> PICPUS**

Bon invendable pierre de t.,  
 3 P., entrée, couloir, bains,  
 50 m², CALINE  
 77, av. ST-MANDÉ  
 samedi-dim. 13 h 30-16 h 30

---

**16° arrdt**

troisième 6 P. en DUPLEX  
 avec sa terrasse garnie  
 de 12 à 17 h

---

**appartements**  
**achats**

Etude VALRI 43-78-11-11,  
 130, bd Voltaire, 11°, rech.,  
 se peut, supra petite ou  
 gds pour clients ou paiement  
 immédiat en cas d'achat  
 direct par nos soins.

---

**RECH. URGENT 110 &  
 140 m² PAISE préfabr 5°,  
 6°, 7°, 10°, 15°, 18°, 20°,  
 12°, 16°, PAISE CONTACT.  
 Tél. (11) 48-73-36-43**

---

**propriétés**

**PORUGAL**  
 Praia do Porto  
 12 km de l'aéroport  
 à vendre  
 MANOIR XVIII<sup>e</sup>  
 en grnt  
 surface construite 1 800 m²  
 Terrain cote 10 000 m²  
 Eglise Le Monde Publiaté,  
 n° 8648, 5, rue de Montzmay,  
 75007 Paris qui transmettra  
 tout renseignement

---

**L'AGENDA**

---

**Instruments**

**URGENT**  
 Vend guitare basse Fretless.  
 Prix très intéress.  
 45-65-81-82 postes 4395  
 Thierry

---

**de musique**

---

**Vacances**

**Tourisme**

**Loisirs**

---

**Libres**

**URGENT**  
 Vous possédez des livres  
 anciens ? Nous avons la  
 machine pour les acheter  
 45-65-81-82 postes 4395  
 Thierry

---

**TIGRES - SAVOIE**  
 à louer STUDIO & passages  
 Tél.: (11) 87-56-07-20  
 ou 87-80-81-87

---

**PREISTO - TREK**  
 Stage culturel et sauvages  
 5 jours en Savoie

GRETA 24. T4 : 83-63-17-18

[illegible]



## ÉCONOMIE

## ETRANGER

Dernière étape de la réforme fiscale en Grande-Bretagne

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a fait adopter un impôt local égal pour tous

LONDRES

de notre correspondant

« Elle essaye encore une fois de nous tromper ! » Le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, emporté par son élan, est allé au-delà de ce que permettent les usages parlementaires. Il s'agit de l'ultime débat avant l'adoption définitive de la réforme de l'impôt local. Le speaker lui a demandé de reprendre sa formulation. L'incident est relativement rare et il était prévu. Le leader de l'opposition a dû admettre son propos : « Le premier ministre ne peut pas s'empêcher de présenter la situation sous un faux jour ».

Les Communes ont donné, jeudi 18 janvier, dans la soirée, le dernier feu vert nécessaire au prélèvement, en Angleterre et au pays de Galles, à compter du 1<sup>er</sup> avril, d'un impôt local égal pour tous, riches ou pauvres, payable par chaque citoyen âgé de plus de dix-huit ans. Le nouvel impôt était déjà exigible depuis un an en Ecosse, laquelle sert souvent de laboratoire social au gouvernement sans risque politique excessif, puisque les électeurs conservateurs y sont fort peu nombreux.

Il s'agit de la réforme fiscale la plus importante depuis que Mme Thatcher a radicalement simplifié

le cœur du système en réduisant l'impôt sur le revenu à deux tranches uniformes de 25 % et 40 %. La « Dame de fer » est également personnellement à l'origine du nouvel impôt local. Ses motivations sont à la fois idéologiques et politiques.

Depuis le 17<sup>e</sup> siècle, un impôt local appelé *rates* était prélevé sur chaque unité d'habitation en fonction de la taille de celle-ci et de son degré de confort et de luxe. Le soin de fixer le montant de l'impôt était confié à des « officiers » indépendants. Ceux-ci basaient leur estimation sur la valeur locative de l'habitation. Les chiffres pouvaient donc varier dans des conditions considérables. En pratique, les locataires des *council flats*, qui sont l'équivalent de nos HLM mais gérés par les municipalités, ne payaient rien la plupart du temps.

## Vives

## oppositions

Un grand nombre de Britanniques échappaient donc à l'impôt local et ils étaient d'autant plus enclins à voter travailliste aux municipales que les candidats du Labour leur promettaient de dépenser beaucoup pour la commune... avec l'argent prélevé sur les résidents les plus aisés, propriétaires de maisons ayant belle

allure. Cette situation était jugée insupportable par M<sup>me</sup> Thatcher.

Il faut, selon elle, que chacun paye pour se sentir responsable des dépenses engagées par le conseil municipal. On en finira ainsi avec ces extravagances que constituent à ses yeux les programmes de lutte contre la discrimination raciale ou sexuelle menés par certaines municipalités d'extrême gauche. Quelques-unes d'entre elles, dans la banlieue nord de Londres notamment, ont volontairement fait dans la provocation ces dernières années en allouant des fonds par exemple au « comité local des lesbiennes », ou à des organisations irlandaises sympathisantes de l'IRA.

L'impôt local ne dépend plus désormais de l'habitation et devient un impôt personnel que tout citoyen adulte, même étudiant au chômage, est tenu d'acquiescer. Le gouvernement affirme qu'il sera en moyenne de 278 livres (2.800 F) par personne et par an. Les travaillistes avancent des chiffres beaucoup plus élevés (350 livres et davantage) et crient à l'injustice : une famille ouvrière nombreuse, installée sous un même toit dans un HLM et comportant plusieurs enfants mineurs, paiera beaucoup plus qu'un seul hobo vivant dans son manoir...  
DOMINIQUE D'HOMBRES

Inflation de 4,6 %

en 1989 aux Etats-Unis

Le gouvernement américain souhaite une baisse des taux d'intérêt

La hausse des prix de détail aux Etats-Unis a été de 0,4 % au mois de décembre, portant l'inflation pour l'ensemble de l'année à 4,6 %, a annoncé jeudi 18 janvier le département du travail.

Les prix ont donc augmenté légèrement plus en 1989 que les deux années précédentes (4,4 % en 1988 et 1987), et le taux d'inflation est le plus élevé depuis huit ans. Mais il ne s'agit pas moins d'un bon résultat. Au premier semestre 1989, les prix avaient connu une poussée de fièvre mondiale, qui avait beaucoup inquiété le gouvernement américain et qui a été compensée par le deuxième semestre.

La Maison Blanche a d'ailleurs profité de la publication des résultats de l'inflation de décembre pour annoncer à court terme son souhait de voir baisser les taux d'intérêt. « Des taux d'intérêt plus bas sont justifiés », puisque l'inflation est « basse et sous contrôle », a estimé jeudi M. Martin Fitchwater, porte-parole de la Maison Blanche. En effet, l'économie américaine croît désormais à un rythme ralenti, et la chute de 8 % des mises en chantier de logements au mois de décembre « n'est pas une bonne nouvelle », selon M. Fitchwater. Il s'est empressé d'ajouter qu'il ne s'agit pas au cas de faire pression sur la réserve fédérale.  
(AFP, Reuters.)

## INDUSTRIE

Le 125<sup>e</sup> anniversaire du grand magasin parisien

## Euromarché pèse sur les résultats du groupe Printemps

A l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire du Printemps, M. Jean-Jacques Delort, président du directoire du groupe, a pour la première fois publiquement dit son sentiment sur la santé du groupe d'hypermarchés Euromarché, filiale indirecte à 43,5 % du Printemps.

Dans une déclaration mitrailleée, M. Delort a tout d'abord rappelé que le Printemps n'a « aucune responsabilité dans les résultats » d'Euromarché et que « les principales décisions (...) n'y sont plus ». Contrairement à ce qui se passait jusqu'en 1982 - prises à l'unanimité - il a également précisé : « Nos partenaires (M. Antoine Bernheim, associé-gérant de la Banque Lazard, est PDG d'Euromarché) nous ont demandé de nous limiter à une bienveillante neutralité [et] ont repoussé toutes nos offres répétées d'active participation ».

M. Delort a souligné que cet accord de gestion expire en juin prochain, lors de l'assemblée gé-

rale qui statuera que les comptes 1989, avec cette mise en garde : « Il appartient à nos partenaires, devant la dégradation catastrophique des résultats, et s'ils veulent éviter que l'entreprise tombe en déshérence, de nous faire, d'ici là, des propositions ».

Il est vrai que les résultats du Printemps seront « sensiblement équivalents à ceux de 1988 » (au lieu d'être en augmentation de 10 %) et que cette stagnation est due en partie à Euromarché (80 millions de francs en moins dans l'escarcelle du Printemps), même si La Redoute, absorbée par le Printemps, a souffert de la mauvaise conjoncture de la vente par correspondance, surtout au travers de sa filiale italienne, Vestro, qui perd 50 millions de francs. Les résultats du groupe seront cependant en progression, en raison de plus-values immobilières (le Printemps qui possède encore 70 000 m<sup>2</sup> de bureaux en a vendu 25 000 m<sup>2</sup>).

J. D.

## CONSOMMATION

Le risque de salmonelle étant écarté

## Les coquillages de l'étang de Thau à nouveau sur le marché

MONTPELLIER

de notre correspondant

A l'issue d'une nouvelle réunion de la « cellule de crise » le mercredi 18 janvier, la préfecture de l'Hérault a annoncé la remise sur le marché des coquillages de l'étang de Thau. Tous les résultats des analyses effectuées depuis le 4 janvier s'étant révélés négatifs, il n'y a plus de risque de salmonelle. Cependant, indique la préfecture, « la surveillance continuera dans l'intérêt des consommateurs comme des conchyliculteurs ».

Ces derniers sont soulagés mais restent inquiets pour deux raisons. Les consommateurs peuvent rester

méfiants : « quand il y a eu le choléra en Italie, on est resté trois ans sans pouvoir vendre des moules », explique le président des conchyliculteurs locaux. Et, d'autre part, pour résorber les stocks, les producteurs vont avoir tendance à casser les prix, déjà très bas.

Parallèlement, l'enquête se poursuit sur les causes de la pollution du mois de décembre. Deux hypothèses sont retenues : le déversement de déchets viti-vinicoles des caves coopératives locales et les résidus organiques des 4 500 habitants de Sète qui ne sont pas raccordés à la station d'épuration.

J. M.

## TRANSPORTS

## Les usagers critiquent le contrat de plan Etat-SNCF

La fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) n'est pas contente du contrat de plan qui sera signé, le mois prochain, entre l'Etat et la SNCF (le Monde du 11 janvier). « Nous pensons que ce contrat est

satisfaisant pour la SNCF, dont la dette a été allégée de 38 milliards de francs et dont les orientations stratégiques ont été retenues », a expliqué, le 18 janvier, M. Jean Sivardière, secrétaire général de la FNAUT. « Mais nous jugeons qu'il n'apportera des améliorations qu'aux usagers aisés qui empruntent la TGV ou les trains de banlieue. La priorité gouvernementale en faveur des routes et l'oubli des nécessités de l'aménagement du territoire nous laisse à penser que le rail continuera à être mal utilisé et que l'on assistera véritablement à la création d'une SNCF à deux vitesses ».

La FNAUT s'appuie sur l'expérience suisse qui voit les voyageurs helvétiques emprunter le rail plus souvent (50 % en moyenne) que les Français parce que les chemins de fer suisses investissent en proportion une fois et demie le volume des investissements de la SNCF.

## PARIS

## La mairie annonce plusieurs mesures pour les artisans et les commerçants

Dès le mois de mars, les commerçants et artisans parisiens auront la possibilité d'utiliser les emplacements réservés au stationnement résidentiel pour garer leurs véhicules professionnels, a annoncé, jeudi 18 janvier, M. Jean Tibéri (RPR), adjoint au maire de Paris. Les bénéficiaires de cette mesure ne seront donc plus obligés de « réalimenter » régulièrement les parcmètres et d'abandonner, ainsi, leurs locaux professionnels plusieurs fois par jour. Cette initiative de la mairie de la capitale a été prise à l'issue d'une réunion de concertation avec les professionnels.

Au cours de cette rencontre, il a également été décidé de faire de Paris, du 15 mai au 15 juin, une « ville fleurie ». Enfin, il sera organisé pendant l'année 1990 dans les quartiers de la capitale des « nocturnes commerciales », ainsi que des opérations « portes ouvertes » des ateliers d'artisans.

D'autre part, selon M. Gérard Lehan (RPR), adjoint au maire chargé du commerce et de l'artisanat, diverses propositions faites au cours de cette réunion vont être étudiées. Il s'agit, notamment, de l'extension des zones artisanales dans les arrondissements de l'est parisien et la protection de celles qui existent (meuble dans les 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements, bijouterie dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements), la modernisation des locaux d'activités artisanales dans les zones d'aménagement et l'aide municipale à la modernisation des commerces et des ateliers par des bonifications de prêt. Enfin, toujours selon M. Lehan, une réflexion pourra être engagée à propos de la publicité promotionnelle des grandes surfaces bien souvent défavorables au commerce indépendant.

J. P.

## Menaces sur l'approvisionnement pétrolier en URSS

Séisme de la première page

Berceau de l'industrie pétrolière soviétique à la fin du siècle dernier, la région de Bakou n'est certes plus un grand producteur : on n'y extrait bon an mal an que 250 000 barils/jour environ, soit à peine 2 % du total soviétique et l'équivalent d'un pays comme le Gabon.

Mais l'Azerbaïdjan reste le centre de l'industrie pétrolière soviétique, qui fournit avec quinze entreprises et vingt mille salariés spécialisés près des trois quarts (70 %) des équipements pétroliers et des gaziers indispensables aux grandes régions productrices comme la Sibérie. La menace est d'autant plus grave que la qualité déplorait des équipements et les mauvaises conditions d'exploitation exigent des réparations et des livraisons de matériel neuf incessantes, la moindre rupture étant susceptible d'avoir des conséquences dramatiques et immédiates sur l'extraction. Moscou n'a guère d'autre solution de rechange : en dehors de l'Azerbaïdjan, le principal fournisseur extérieur de l'URSS était jusqu'ici... la Roumanie, avec 60 % des importations !

## Premier gaspilleur du monde

Pour les dirigeants soviétiques l'enjeu est énorme. Dans un pays « énergétiquement » premier producteur mondial de pétrole et de gaz, troisième producteur de charbon, qui figure parmi les tout premiers exportateurs mondiaux d'hydrocarbures, l'énergie a depuis quinze ans pris une telle place dans l'investissement, la production et les recettes extérieures que la crise, si elle s'aggrave, risque de compromettre l'ensemble des réformes.

Sur le plan extérieur, l'énergie est depuis le début des années 70 la principale « vache à lait » du pays. Le pétrole, dont il vend un tiers de sa production à l'étranger, ainsi que le gaz, dont 10 % sont exportés, assurent encore en dépit de la chute des cours les trois quarts environ des ressources en devises fortes du pays. Ils sont donc

indispensables pour financer la modernisation de l'industrie par appel aux équipements et techniques étrangers.

Pétrole et gaz constituent aussi pour Moscou le principal moyen de soutenir les économies défaillantes de ses alliés, tous, sauf la Roumanie et dans une moindre mesure la Pologne (grâce au charbon), dépendent à 85 % du pétrole soviétique pour leur approvisionnement. Depuis le début des années 70, l'URSS vend aux six pays européens du CAEM (1) une petite moitié de ses exportations totales à des prix inférieurs d'un tiers aux cours mondiaux.

Sur le plan intérieur, l'énergie joue aussi un rôle clé. Deuxième consommateur mondial, l'URSS est surtout l'un des plus grands gaspilleurs du monde. Faute d'un système de prix incitatif, l'industrie, obsolescente, n'a fait aucun effort d'économies d'énergie depuis le début des années 70 et reste, de loin, le premier consommateur du pays, absorbant environ 60 % du total. Produire 1 tonne de sucre nécessite en URSS trois fois plus d'électricité qu'en Allemagne fédérale, 1 tonne de ciment deux fois plus d'énergie qu'au Japon !

Réduire la consommation intérieure ne peut se faire que lentement et au prix d'investissements coûteux, sinon on risque les pénuries, les pannes et les coupures, aggravant encore l'inefficacité du système.

Toute baisse trop brutale de la production aurait donc des conséquences dramatiques pour l'ensemble de l'économie, les dirigeants devant choisir *pro et contra* entre leurs recettes en devises, la survie de leur « empire » économique, ou la bonne marche de leur propre industrie.

Pourtant une diminution de la production soviétique d'énergie est inéluctable si le Kremlin veut, comme il l'a annoncé, donner la priorité au développement et à la modernisation des industries de consommation et réorienter en conséquence les investissements. Or, depuis quinze ans, le secteur

énergétique a absorbé plus des deux tiers de tout l'accroissement des investissements industriels, représentant un tiers de 40 % à 50 % du total. Une part en hausse constante puisque, entre 1981 et 1983, l'énergie a utilisé près de 90 % des 44 milliards de roubles d'investissements supplémentaires alloués au secteur industriel. « La politique industrielle de l'Union soviétique était devenue une politique de l'énergie », assure M. Thane Gustafson, un expert américain de la société Cambridge Energy Associates, auteur d'un livre récent, malheureusement non encore traduit en français, sur la politique énergétique soviétique depuis vingt ans (2).

## Une crise de coût

C'est là que se situe le nœud du problème, car la « crise » de l'énergie dans un pays qui reste l'un des plus riches en ressources énergétiques du monde n'est pas une vraie crise de pénurie, mais une crise de coût. Aggravée par une politique de fuite en avant, tout entière orientée depuis quinze ans vers l'extraction à tout va des fabuleuses richesses sibériennes, procédant à grands coups de « campagnes nationales » aussi dispendieuses que déséquilibrées, la production soviétique de pétrole, et même de gaz, a vu ses coûts s'envoler, tandis que la production de charbon stagnait et que le nucléaire, encore marginal, était gelé après la catastrophe de Tchernobyl.

Les meilleurs gisements ayant été épuisés les premiers, l'exploration comme l'entretien ou la sécurité systématiquement négligés, le pétrole qui reste à extraire est plus rare, situé dans des régions arctiques plus éloignées des centres de production et de plus en plus cher.

Le coût marginal du brut soviétique aurait doublé de 1980 à 1986, passant de 7 dollars par baril en moyenne à près de 14 dollars, soit plus que le brut d'Alaska ou de mer du Nord et à peine moins que les cours mondiaux. Et la tendance, sauf découverte miracle, a peu de chance de se modifier. A plus ou moins court terme, l'URSS est donc menacée de vendre son brut à perte sur les marchés internationaux, subventionnant non seulement les « pays frères », mais aussi l'ensemble de ses clients occidentaux !

Conscients du problème, les dirigeants soviétiques ont amorcé depuis peu un virage radical visant à sortir de ce cercle vicieux. La production pétrolière, après avoir

crû presque sans interruption, a été discrètement plafonnée, de même que les investissements du secteur. Pour amortir le choc, alors que le charbon et le nucléaire stagnent, Moscou compte pour l'essentiel sur le gaz, dont la Sibérie recèle des réserves fabuleuses, et à plus long terme sur les économies d'énergie.

En URSS, même, comme dans les pays de l'Est, une politique de substitution du gaz au pétrole a été engagée, notamment dans les centrales électriques, les plus faciles à convertir. Jusqu'ici toutefois, le développement du gaz se heurte à l'absence de capacités de stockage et surtout à l'insuffisance des moyens de transports par pipelines, les gros gisements étant de plus en plus éloignés des centres de consommation, explique M<sup>me</sup> Nina Kousnetsoff, du CÉPII (Centre d'études prospectives et d'information internationales).

Quant aux économies d'énergie, elles restent encore pour l'instant un vœu pieux, seules les pénuries plus ou moins organisées, le rationnement larvé et surtout la stagnation prévisible du produit national brut permettant d'envisager une stabilisation de la consommation. Ajoutées à la diminution, volontaire, des exportations vers les pays satellites et même depuis peu vers l'Occident, ces tactiques permettaient à l'URSS d'espérer mener une transition en douceur, en attendant le résultat des hypothétiques réformes de fond (hausse des prix intérieurs de l'énergie, mise en place de mécanismes incitatifs après des entreprises, modernisation des équipements, appel aux techniques et capitaux extérieurs, etc.).

Les événements d'Azerbaïdjan, s'ils se prolongent, risquent de faire voler en éclats ce schéma. Le secteur pétrolier, déjà fort vétuste et inefficace, — entre un quart et un tiers des appareils de forage, près de la moitié des matériels d'entretien seraient considérés comme défectueux dès la livraison ! — risquerait une débâcle complète, entraînant de très graves perturbations dans l'extraction, sauf si l'URSS importait d'Occident l'essentiel des besoins, ce à quoi Moscou s'est toujours refusé. L'atterrissage en douceur prévu risquerait dans cette hypothèse de dégénérer en effondrement brutal.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, RDA.  
(2) *Crisis amid Plenty. The politics of soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, Thane Gustafson, Princeton University Press.

□ La Hongrie va réexaminer toutes ses exportations en roubles. — La Hongrie a décidé, jeudi 18 janvier, de suspendre puis de réexaminer cas par cas tous les contrats d'exportation libellés en roubles non convertibles, rapporte l'agence officielle MTI. Budapest va donc accélérer le passage au commerce en devises fortes. Actuellement, la moitié des exportations hongroises se font dans la zone rouble, et Budapest a accumulé un énorme excédent en roubles transférables « en fait inutilisables pour acheter des biens dans des pays tiers ». — (AFP.)

□ La Tchécoslovaquie va demander son adhésion à l'OCDE. — La Tchécoslovaquie sera le premier pays d'Europe de l'Est à demander son adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a annoncé jeudi 18 janvier à Bonn le secrétaire général de l'Organisation, M. Jean-Claude Paye.

Il a ajouté, lors d'une conférence de presse, que la Pologne et la Hongrie demanderaient un statut d'observateur. — (AFP.)

## SUCRERIE NATIONALE DE BETTERAVES DU LOUKKOS

## AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 19/90

Le directeur général de la Sucrerie Nationale de Betteraves du Loukkos « SUNABEL » recevra au siège de la SUNABEL, 18, rue de Taza - Rabat - Maroc, jusqu'au 20 février 1990 à 18 heures, délai de rigueur, les offres des prix relatives à l'appel d'offres n° 19/90 « Fourniture et installation d'un système informatique de gestion » :

- Logiciels
- Matériels

Les cahiers des charges sont à retirer ou à demander au siège de la SUNABEL (service Achats) 18, rue de Taza - Rabat - Maroc  
Tél. : 236-37 & 314-38  
Télex : 31812-SUNABLR



## AFFAIRES

La concurrence dans les

## Le rachat d'UTA intervient dans un contexte de déréglementation mondiale

Parmi les responsables du rachat de la compagnie aérienne privée UTA par la compagnie publique Air France, officialisée le 12 janvier, figure le président Carter. Car celui qui était alors président des États-Unis a lancé, en 1979, un mouvement de libéralisation du transport aérien, qui a mis bas le système en vigueur depuis la fin de la guerre et qui n'a pas fini de produire ses effets en obligeant les compagnies à sortir de leurs oligopoles frileux.

Avant Carter, les administrations autorisaient au compteur les compagnies et approuvaient les tarifs de celles-ci ; les transporteurs étaient considérés comme des porte-drapeaux de leur pays, et chaque État consentait à ouvrir ses aéroports aux avions d'un autre État à condition que les siens transportent la moitié des passagers circulant entre les deux nations. L'Association du transport aérien international (IATA) se comportait en chef d'orchestre clandestin régissant les tarifs, la taille des sandwiches servis en vol, la gratuité des boissons à bord, etc.

Pour parachever ce tableau furieusement réglementaire, il faut rappeler qu'à l'époque, et à l'exception des États-Unis, la quasi-totalité des compagnies appartenait peu ou prou aux États. Même nombre de sièges offerts même service à bord, mêmes tarifs et parfois partage des recettes et des dépenses : la concurrence n'était pas loin du degré zéro, ce qui avait pour vertu de maintenir le prix des billets à un niveau suffisamment élevé pour garantir aux entreprises des bénéfices et des avantages remarquables. Evidemment, seuls les hommes d'affaires et les classes fortunées empruntaient ces avions hors de prix.

Vint Jimmy Carter qui persuada le Congrès de mettre par terre — au moins aux États-Unis — cette réglementation et d'appliquer au transport aérien le droit commun des affaires. Toute compagnie réunissant les conditions

techniques et financières requises pour exploiter des avions s'est vue autorisée à créer des vols à n'importe quel prix et pour n'importe quelle destination. Il s'est ensuivi cinq ou six ans de folle mêlée. On a vu se créer des compagnies par dizaines ; les concurrents se sont battus en cassant les prix, qui sont tombés, pour un vol transatlantique New-York-Los Angeles, à 99 dollars (environ 600 F). Les passagers se sont vus offrir des services de première classe à des tarifs dérisoires, provoquant pour certaines compagnies des déboîlements fulgurants... suivis de faillites et de rachats non moins sensationnels. Le cycle hyper-concurrentiel est parvenu à son terme : sept transporteurs américains possèdent 90 % du marché américain ; les embouteillages du ciel et des aéroports sont devenus habituels... et les tarifs remontent au grand galop.

## Faire la différence

Cette secousse a gagné de place en place le reste du monde. Les gouvernements et les compagnies ont tenté de se garder des outrances américaines, mais ils n'ont pu éviter de répondre par des concessions tarifaires et un service amélioré aux amorceurs d'attaques de la concurrence. Le système reste sous surveillance puisque ne pose pas ses avions chez le voisin qui veut, mais les compagnies ont commencé à regarder de plus près à leurs dépenses et à s'efforcer de débarrasser plus agressivement les passagers des concours.

La problématique qu'elles affrontent est à la fois simple et embrouillée. Tout le monde paie à peu près le même prix ses avions, son carburant, ses taxes d'atterrissage et de survol. Les quelques pour-cent qui feront la différence proviendront d'une flotte plus jeune, moins gourmande en carburant et en frais d'entretien, avec des rémunérations plus basses et une productivité plus élevée des personnels. Ces moindres dépenses permettront d'offrir au passager des attentions supplémentaires, une fiabilité et un confort accrus et parfois des rabais tarifaires non négligeables, en général consentis

en violation des derniers règlements subsistants.

On peut classer les transporteurs selon leur tactique, et ce classement s'avère également être géographique. A tout seigneur, tout honneur : les Américains sont devenus des mastodontes qui assignent 40 millions de passagers par an et quatre ou cinq cents avions. Ils misent sur leur taille, qui leur permet de contrôler leur marché, grâce à une offre énorme de sièges, de destinations et de fréquences. Les compagnies américaines obtiennent des conditions privilégiées d'achat pour leurs avions et leurs carburants. Ils possèdent des systèmes de réservation électronique à l'échelle mondiale. Leurs prix, la qualité de leur service sont plutôt bas. Elles exploitent les plus vieux avions en service.

Les compagnies asiatiques jouent la carte exceptionnelle de personnels très motivés, dotés pour le service et peu payés. Attirant une clientèle d'affaires très rémunératrice et dégageant de forts bénéfices dans un contexte de croissance ultra-rapide (de 30 % par an), elles possèdent les flottes les plus jeunes du monde. Elles transportent 5 à 10 millions de passagers par an, grâce à une trentaine d'avions en moyenne.

Les compagnies européennes, elles, se trouvent prises en tenaille par leurs concurrents américains et asiatiques. Elles avouent des frais d'exploitation plus élevés ; leurs avions ne sont ni très jeunes ni trop usagés ; elles pratiquent des tarifs relativement élevés en exploitant en avant la qualité de leurs prestations haut de gamme, la première et la classe affaires. Elles transportent une quinzaine de millions de passagers grâce à 100 avions en moyenne.

Dans ce contexte se sont développées des stratégies particulières d'entreprise pour accompagner ou accélérer la croissance des activités :

• La croissance interne est la voie choisie par les prudents ou les moins fortunés. Elle a été la méthode préférée du numéro un américain, American Airlines, et du numéro deux, United Airlines (panachée avec quelques rachats de lignes aux compagnies malades comme PanAm ou Eastern Air-

lines), mais aussi d'Air Inter, qui est passée de 2,4 millions de passagers en 1969 à 9,2 millions en 1982 et à plus de 15 millions l'an dernier sans racheter qui que ce soit.

• Les rachats sont l'expression la plus parfaite du goût naturel des entreprises pour le monopole. Ils se sont multipliés d'abord aux États-Unis, où le consortium Texas Air s'était fait une spécialité de reprendre les compagnies qui battaient de l'aile, comme Continental, Frontier, Eastern ou People Express. En Europe, les exemples les plus célèbres sont le rachat de British Caledonian par British Airways et, maintenant, celui d'UTA par Air France. Notons que ce jeu du Monopoly se pratique sur une base nationale et que les intrus étrangers se trouvent tenus au large par des lois leur interdisant le plus souvent de posséder plus de 25 % du capital d'un transporteur autonome.

• Les alliances techniques. Pour profiter d'économies d'échelle, les compagnies ont regroupé leurs forces dans des domaines techniques comme l'entretien des moteurs ou la mise au point d'un système de réservation électronique. Dans ce dernier cas, Air France, Lufthansa, Iberia et SAS ont créé une société, Amadeus, pendant que British Airways, Alitalia et Sabena adhéraient au système Galileo. C'est Lufthansa et Air France qui ont le plus poussé cette formule d'alliance en décidant, en 1989, de coordonner leur restauration aérienne, la formation des pilotes, les politiques de flotte, et même en échangeant des cadres.

• Les rapprochements. Il s'agit d'une version sophistiquée des alliances, dans la mesure où elles s'accompagnent de prises de participation — parfois réciproques — dans le capital de la compagnie alliée. Par exemple, la scandinave SAS vient de s'assurer 30 % du capital de Lan Chile après être entré, pour 10 %, dans celui de Texas Air. Air New Zealand a accueilli dans son tour de table l'australien Qantas (19,9 %), Japan Air Lines (7,5 %) et American Airlines (7,5 %). La formule présente l'avantage de constituer à chaque transporteur son identité et de les inciter à coordonner

leurs horaires, leurs ventes, voire l'entretien des avions.

Swissair est passé maître dans l'art de ces rapprochements : à l'Ouest, elle a échangé 5 % de ses actions avec l'américain Delta Airlines pour s'ouvrir les États-Unis ; au Nord, 5 % avec SAS pour rabaisser la clientèle nordique sur ses lignes ; et à l'Est, bientôt 5 % avec Singapore Airlines pour profiter du fabuleux développement asiatique. Elle détient 3 % de l'autrichien Austrian Airlines, qu'elle considère comme sa petite sœur.

L'avenir dira si ces rapprochements restent « blancs » ou s'ils sont plus profitables à certains partenaires qu'à d'autres. Et s'ils peuvent déboucher sur des mariages en bonne et due forme.

## La vogue des privatisations

Les années 80 ont été aussi marquées par une multiplication des privatisations, allant de la mise totale des actions sur le marché, comme pour British Airways, jusqu'à la réduction à 52 % de la part publique dans le capital, comme pour Lufthansa. Les causes de cet engouement sont variées. Il en est d'idéologiques, notamment en Grande-Bretagne, où M. Thatcher a allégué le secteur public hypertrophié à son goût. Il en est d'autres plus prosaïques, car les gouvernements se sont lassés de porter à bout de bras des compagnies incurablement déficitaires, par exemple en Argentine, au Chili ou au Mexique.

Il est apparu aussi que l'arrivée de capitaux privés améliorerait les exploitations des transporteurs en les contraignant aux bénéfices en les mettant « un peu » à l'abri de l'interventionnisme gouvernemental, qui obéit rarement à une logique d'entreprise. Sans oublier que cet apport d'argent frais, en cas d'augmentation de capital, permet de trouver les liquidités nécessaires aux investissements plus facilement que par le biais des budgets des États. On ne compte plus les projets de privatisations totales ou partielles qui ont été mis en chantier : Air Canada, British Airways, Argentinas Aerolíneas, Lan Chile,

Lufthansa, Austrian Airlines, Air Portugal, Japan Air Lines, Air New Zealand et, maintenant, c'est au tour de l'Europe de l'Est de parier d'inoculer le virus capitaliste dans des compagnies à la qualité de service médiocre et aux résultats malingres. Le hongrois Malev y pense pour renouveler sa flotte. Les autorités soviétiques s'apprêtent à créer une compagnie privée dynamique pour réveiller le géant Aeroflot.

De ce point de vue, la « nationalisation » d'UTA par Air France est une curiosité. Elle est le stade ultime du processus de concentration dans le transport aérien français, qui n'offre aujourd'hui plus beaucoup de rachats possibles. Elle devrait être suivie à bref délai par une ouverture du capital de la compagnie nationale aux investisseurs privés, même si elle déclare que ce n'est « pas à l'ordre du jour ». Tout d'abord, les statuts d'Air France le permettent dans la proportion de 30 %. D'autre part, politiquement, il serait habile de corriger la mauvaise impression née du non-respect du principe « ni privatisation ni nationalisation » cher au président de la République. Cette ouverture financière aurait pour avantage d'assurer un financement plus sain des 60 ou 70 milliards de francs d'investissements indispensables et des 7,2 milliards de francs à sortir pour le rachat du groupe UTA.

Surtout, cette arrivée d'actionnaires « normaux » apporterait à la compagnie nationale une bouffée d'air frais et un contrôle plus rigoureux, car la compagnie nationale est dirigée par une technocratie où fonctionnaires de l'aviation civile, syndicalistes, pilotes et de purs produits du sérail tiennent le haut du pavé. Dans cette atmosphère confinée, et maintenant qu'ils sont assurés de ne plus être concurrencés à domicile et de continuer à être protégés vis-à-vis de l'extérieur par le gouvernement, ils risquent de perdre le sens des réalités aériennes mondiales et de croire que la déréglementation appartient au passé. L'œil et la voix du capital privé seraient un antidote précieux à ces tentations corporatistes.

ALAIN FAUJAS

(Publicité)

## QUATRE ÉTOILES DE CHARME A MEGÈVE dans un site prestigieux l'HOTEL le MANÈGE

### A MEGÈVE

Une station à forte personnalité, qui conserve l'image d'une clientèle privilégiée, fidèle, pour qui l'évasion et la détente ne peuvent se trouver que dans un cadre raffiné et chaleureux car MEGÈVE est une station qui vit, qui bouge, qui ne laisse pas indifférent...

Dans le monde du loisir, le « coup de cœur » est nécessaire. Sans lui pas de réel plaisir, pas de réelle détente. Et ce « coup de cœur » peut se partager...

Un emplacement privilégié, une architecture traditionnelle, chaude, accueillante, de vastes chambres, appartements et duplex, une piscine, un complexe fitness pour offrir à ses clients un « quatre étoiles de charme ».

Nous vous invitons à découvrir l'hôtel LE MANÈGE, premier hôtel de la chaîne Résidence Séjour Hôtel et son nouveau concept de séjours hôteliers.

Un hôtel dont le concept a séduit le docteur Christian REY, économiste hôtelier à la tête de la première chaîne volontaire suisse et administrateur de la Rey Hotel Chain.

### UNE VOLONTÉ : OUVRIR TOUTE L'ANNÉE

Les loisirs d'hiver sont restés longtemps l'apanage des stations de montagne. Mais de plus en plus nombreux sont les amateurs de nature que la montagne comble en toutes saisons.

Chaque saison a une saveur particulière et mérite d'être découverte et vécue.

L'hôtel LE MANÈGE a choisi d'être à la disposition de sa clientèle tout au long de l'année.

### UN CHOIX : DES VACANCES LIBERTÉ EN FAMILLE

Quand le temps des vacances est l'occasion privilégiée de se retrouver en famille, il ne faut pas que ce temps de rencontre soit une entrave à la liberté de chacun.

L'hôtel LE MANÈGE offre à parents et enfants le moyen de « vivre ses loisirs pour le plaisir ».

### LE TEMPS DU LOISIR

A disposition de tous les clients :

- Des équipements loisir-détente : un bar-salon, tables de jeux, de cartes, une télévision par réception satellite et un circuit vidéo.
- Des équipements relaxation : un complexe fitness considéré de plus en plus aujourd'hui comme un complément indispensable : hammam, jacuzzi, douches aux jets, UVA haute pression et, sur rendez-vous, massage par un kinésithérapeute.
- Et l'été : une piscine avec jet-stream dans un jardin fleuri.
- Pour les enfants : un espace qui leur est réservé avec garderie, jeux vidéo, baby-foot, flipper, bibliothèque... et la carte junior du « skippy bar ».
- L'hôtel propose à ses clients des animations spécifiques :
- Stages pour « ne plus fumer », parce que les vacances sont l'occasion idéale de tourner définitivement la page.
- Stages « arts graphiques et liberté d'expression » : de l'initiation au perfectionnement, et dans la technique de votre choix (aquarelle, huile, dessin, modelage...).
- Stages linguistiques pour adultes et enfants mais aussi des soirées thématiques, défilés de mode... et même, en exclusivité pour les clients de l'hôtel, le survol des sites olympiques avec les pilotes d'Air Megève.
- Les animations extérieures à l'hôtel varient évidemment en fonction des saisons : du stage de golf à la randonnée découverte de la faune et de la flore, du tennis au parapente sans oublier l'équitation... guides et moniteurs sont à la disposition des clients de l'hôtel : cet hiver, par exemple, pour un raid hors station en peaux de phoque ou une sortie sur Chamonix... L'hiver à Megève reste privilégié : trois domaines skiables à proximité immédiate pour les clients de l'hôtel, proche du télé-cabine. Toutes les glisses sont possibles. Pour les skieurs de tout niveau et les domaines de Chamonix, Saint-Gervais, Saint-Nicolas et Combloux sont reliés par les remontées mécaniques.

Objectif 1992 : 800 chambres en hôtellerie classique et 200 chambres en séjour hôtelier.

### VOTRE TEMPS DE REPOS

Trente-deux chambres, appartements et duplex, vastes et fonctionnels, personnalisés, dotés des meilleurs équipements : télévisions par réception satellite, circuit vidéo, coffre, mini-bar.

Les parents qui ont de jeunes enfants apprécieront les appartements disposant d'une kitchenette et le service baby-sitting.

Une autre originalité : chaque chambre est différente. Pas de numéros pour les chambres, mais des noms de fleurs, qui servent de thème à l'illustration de la fresque murale réalisée par des artistes peintres de chaque chambre ainsi qu'une décoration personnalisée en harmonie avec elle...

### UNE RESTAURATION DIVERSIFIÉE

A l'hôtel LE MANÈGE, vous pourrez satisfaire vos envies de diversité gastronomique :

- « La Cravache d'Or » vous propose une restauration gastronomique... et les gastronomes junior ont leur propre carte...
- A l'étage, « Le Grillardin » vous offre de savoureuses grillades de viande, de poissons, de langoustes...
- L'été, vous pourrez également choisir le buffet, autour de la piscine...
- Et vous aurez toujours le choix d'une carte déjeunatoire.
- Si enfin vous préférez dîner en intimité dans votre appartement, un service en chambre est à votre disposition.

### SPECIAL ENTREPRISES

L'hôtel LE MANÈGE : une ambiance, un style pour vos vacances et vos moments de détente, mais aussi un cadre idéal pour les stages et séminaires de la vie professionnelle.

Trois salles entièrement équipées sont à disposition des entreprises et le temps « hors-stage » peut être aménagé à la demande, de nombreuses formules loisirs-animation étant possibles.

### LE PARTENARIAT AVEC LA REY CHAIN INTERNATIONAL

L'hôtel LE MANÈGE repose sur une certaine conception de l'accueil et de l'espace de repos où la chambre devient un espace à vivre avec coin salon, vastes rangements, votre kitchenette.

Ce principe a séduit monsieur REY, administrateur délégué de la chaîne suisse « Rey Hotel Chain International » dont les hôtels procèdent du même esprit.

Dernière le partenariat financier, il faut donc voir une même volonté de promouvoir une philosophie commune du séjour hôtelier, dans des établissements de qualité et des sites privilégiés. Tél. : 18-41-22-731-53-40

### UN NOUVEAU CONCEPT DE SÉJOUR HOTELIER

L'hôtel LE MANÈGE, premier hôtel de la chaîne Résidence Séjour Hôtel :

Le Monde des loisirs évolue très vite et les vacances représentent un « investissement » à gérer rationnellement.

Pour ce « capital vacances », Résidence Séjour Hôtel vous propose une formule d'investissement tout à fait originale, en devenant Hôte Privilegié.

Vous faites l'acquisition d'un Package Loisirs de 19 jours pour une durée de sept années.

Vous réalisez cet investissement en obtenant un prêt personnel par dépôt d'une simple caution qui vous est restituée au bout des sept années.

Ce Package Loisirs est composé d'une période d'investissement de 12 jours et d'une période loisirs de 7 jours.

1. — Période investissement : Les 12 jours de cette période sont « loués » à la clientèle traditionnelle de l'hôtel, ce qui assure le remboursement de votre prêt personnel.
2. — Période loisirs : Vous avez le choix :
  - L'utiliser à votre gré sous forme d'un crédit vacances de 7 jours.
  - Ne pas l'utiliser, une ou plusieurs années : elle dégage elle aussi une rentabilité garantie par contrat : votre temps de vacances peut alors vous rapporter de l'argent.

La formule RESIDENCE SEJOUR HOTEL, c'est donc :

- Une grande souplesse pour vos vacances.
- Une sécurité absolue avec de nombreuses garanties (notaire, compagnie d'assurance, banque...).
- Un financement avantageux.
- Une forte rentabilité de l'investissement vacances.
- Sans aucune charge, aucun entretien, ni impôts...
- La qualité des prestations d'un hôtel « 4 ».
- Le choix de plusieurs sites de haute référence.

La formule n'a rien de magique. Elle ne fait qu'appliquer les règles du jeu financier avec contrat devant notaire, garantie bancaire et assurance.

L'hôtel LE MANÈGE est le premier hôtel qui Résidence Séjour Hôtel développe dans des sites de même qualité, ce qui donnera encore plus de possibilités d'utilisation du crédit vacances des hôtes privilégiés.

Une véritable gestion de votre capital vacances qui retiendra très certainement votre intérêt.

### transports aériens

NEW YORK

Les compagnies aériennes américaines ont subi une perte record de 1,2 milliard de dollars au premier trimestre 1989. Cette perte record est due à une augmentation des coûts de carburant et à une baisse des recettes.

Hors normes

Les compagnies aériennes américaines ont subi une perte record de 1,2 milliard de dollars au premier trimestre 1989. Cette perte record est due à une augmentation des coûts de carburant et à une baisse des recettes.

Le Monde

PHILATEL

l'Officiel de la philatélie

NOMREUSES ILLUSTRATIONS

Le Monde des PHILATELIES

En vente chez votre marchand de journaux

● Nouvel An : Jésus-Christ

● Les billets philatéliques

● La nouvelle Marianne

● Cartes postales : les 100 ans de la République



# AFFAIRES

concurrence dans les  
tion mondiale

transports aériens

## Une re-réglementation s'esquisse aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

« Mais où est le début de la querelle ? Combien d'heures de retard, aujourd'hui... ? » Quand on évoque la situation du transport aérien devant n'importe quel compteur d'enregistrement aux Etats-Unis, ce sont souvent les deux questions qui reviennent dans la bouche des passagers excédés. Certes, depuis la déréglementation de 1978 — la première du genre dans le pays, suivie par le déclassement des télécommunications, puis de l'activité financière, — le prix des billets a diminué fortement. Mais la qualité du service a beaucoup souffert. Aéroports engorgés, bagages régulièrement perdus, prestations à bord de plus en plus insignifiantes, réparations en cascade conduisant à d'interminables retards.

La solitude — et la grogne — du passager de fond s'exprime régulièrement dans les gazettes. Et dans les milliers de lettres adressées chaque année aux compagnies. C'est que, dans le même temps, engagées dans une féroce compétition, les transporteurs sont contraints de réduire leurs coûts face à des revenus en baisse. Tout en gardant un œil sur Wall Street, où le secteur, soumis à une concentration effrénée depuis dix ans, vient de découvrir à l'occasion de quelques mésaventures que cette industrie hautement cyclique présente quelques risques. Et qu'il faut sans doute cesser de la soutenir à crédit.

### Hors normes

Devant l'ampleur de ces bouleversements, Washington, régulièrement informé du mécontentement des passagers, en vient à se demander s'il ne faut pas donner quelques coups de main dans le contrat libéral et re-réglementer en douceur une activité économique qui, livrée à elle-même, n'a pas toujours joué le jeu.

Au chapitre des tarifs, la baisse a été incontestable : entre 1978 et 1988, de 20 % en moyenne dans les prix pratiqués par les transporteurs. Grande gagnante de l'opération, les consommateurs américains auront économisé ainsi l'équivalent de 100 milliards de dollars durant la décennie. Moins cher, les billets d'avion se vendent bien : on en a délivré plus de 350 millions l'année dernière ! Mais l'avion, quand il arrive, oublie trop souvent de partir à l'heure. Cela se produit chaque année au moins 400 000 fois sur l'ensemble du réseau.

Conscient de cette anarchie, l'administration fédérale de l'aviation a officiellement déclaré « engorgés » plus d'une douzaine de hubs, ces grands aéroports locaux généralement dévolus à une compagnie et par lesquels transite l'essentiel du trafic. Mais d'ici à l'an 2000 (c'est-à-dire demain...),

prévoit cette autorité, tous les autres hubs américains connaîtront le même sort. Inévitable, quand on sait que la dernière construction d'un important aéroport aux Etats-Unis, le Washington-Dulles, remonte à 1974.

De leur côté, les compagnies essaient de ventiler au mieux leurs passagers. Et de gérer une inflation de tarifs qui fait que 90 % d'entre eux sont pratiquement hors norme, (à des conditions particulières ou à

moins fermés aux autres concurrents, peuvent pratiquer les horaires et les prix qu'elles souhaitent. Cet avatar des règles de la déréglementation instituée en 1978 n'est pourtant que la résultante de l'importante concentration de l'industrie qui a suivi. En dix ans, 214 compagnies, essentiellement régionales, ont été absorbées ou ont fait faillite, et le secteur se trouve maintenant aux mains de 23 transporteurs seulement, parmi lesquels les « majors », dont le nombre a,

2 400 avions dont nous avons besoin — soit 115 milliards de dollars pour les dix prochaines années — alors que le secteur dégage une marge nette de 1,6 % seulement, contre plus de 4 % pour l'ensemble de l'industrie américaine ?

Conscients de l'enjeu, les parlementaires américains se posent aussi nombre d'interrogations. Et quelques honorables membres du Congrès se sont déclarés favorables à une re-réglementation de l'avi-

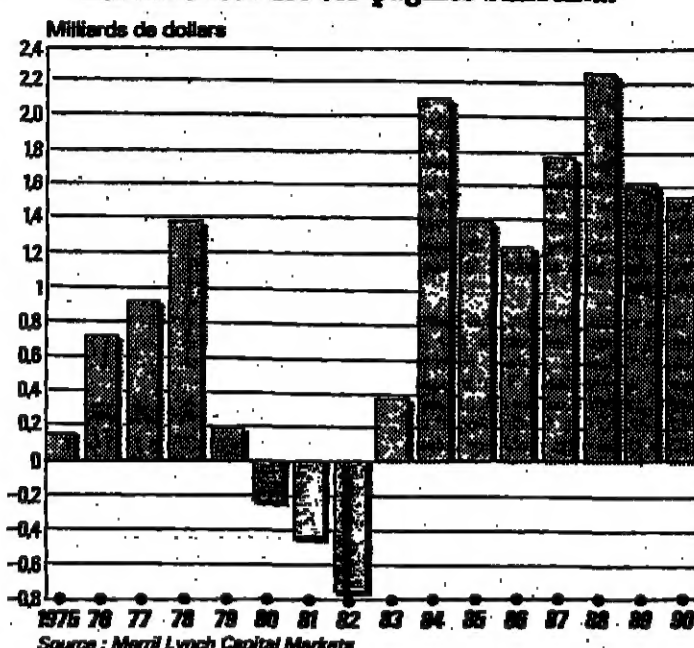
Dans un projet de loi élaboré en octobre dernier, les parlementaires préconisent notamment l'interdiction aux compagnies d'utiliser leur service de réservation par ordinateur, qui, selon eux, fausse le jeu de la concurrence. De même, les droits d'accès aux aéroports, actuellement contrôlés par les grandes compagnies, seraient mis aux enchères. Plus important, ce texte propose d'amender le Federal

Le fait que ces propositions émanent de deux sénateurs représentant respectivement le Missouri et l'Arizona, relayés d'ailleurs par le Kentucky, représenté par leur collègue Wendell Ford, n'est pas une pure coïncidence. Les parlementaires du Sud profond doivent tenir compte des sautes d'humeur de leurs électeurs, fortement indisciplinés par le monopole régional des grands transporteurs. De plus, les rapprochements intervenus ces derniers mois entre compagnies américaines et transporteurs étrangers leur inspirent la plus vive méfiance. Delta a ainsi vendu 5 % de son capital à Singapore Airlines et avant à Swire. De même, Texas a fait entrer chez elle SAS à hauteur de 10 %, et Northwest a tenté un important montage financier avec KLM.

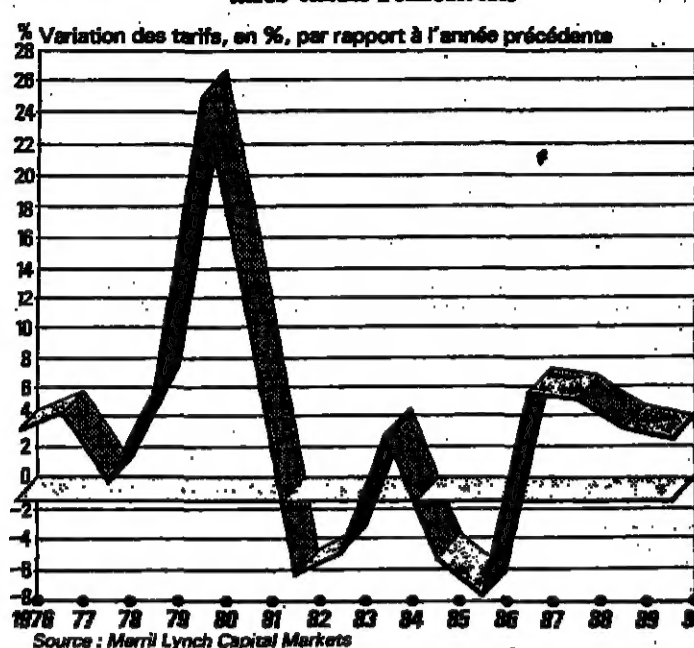
« C'est la loi du marché », assure Sam Skinner, le secrétaire aux transports, qui, au contraire, préconise une extension des itinéraires partant des Etats-Unis, notamment en direction du Japon. A l'heure actuelle, l'administration Bush campe sur ses positions : non à une re-réglementation de l'aviation. Le président est même disposé à utiliser son droit de veto dans cette affaire pour s'opposer au Congrès. Mais les demandes des sénateurs ne peuvent être longtemps laissées à la porte du Congrès. Il conviendra seulement de les négocier... sous une autre forme. Une série de recommandations qui concerneraient, par exemple, les problèmes de sécurité et les conditions de transport. Sur ce chapitre, au moins, consommateurs et parlementaires devraient pouvoir s'entendre.

SERGE MARTI

### Les bénéfices des compagnies baissent...



### ...les tarifs remontent



lui aussi, été réduit comme peau de chagrin. De 12 en 1978, elles ont été ramenées à 7 aujourd'hui : American Airlines, PanAm, TWA, United Airlines, Delta, Northwest et US Airlines (auxquelles il faut ajouter Continental et Eastern, déteintes par Texas Air et que l'on peut assimiler à un « grand » de la profession).

### Mois difficiles

Après une période de vaches maigres au début des années 80, les compagnies ont tiré largement profit de cet engouement pour l'avion. Mais, depuis 1985, le secteur a connu une phase de consolidation. « Et les prévisions de résultats pour 1990-1991 sont plutôt en légère baisse », assure Timothy Pettit, premier vice-président de Merrill Lynch Capital Markets, spécialisée dans cette industrie. D'ici, en 1989, les compagnies n'auront gagné que 1,4 milliard de dollars au lieu des 2,5 milliards escomptés. « Et, si on ne prévoit pas de franche récession, les prochains mois risquent d'être difficiles », dit-il. De toute évidence, la profession aura du mal à répondre à la question que se posent ses partenaires financiers : comment

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMMUNIQUÉ CONJOINT RÉMY MARTIN ET COINTREAU & C<sup>ie</sup>

Faisant suite aux informations parues dans la presse et au communiqué diffusé par INTERNATIONAL DISTILLERS & WINNERS LIMITED concernant le projet d'acquisition des participations minoritaires de la Famille Max Cointreau dans les Sociétés Cointreau & C<sup>ie</sup> et Rémy Martin & C<sup>ie</sup>, les actionnaires majoritaires de chacune de ces Sociétés confirment avoir été tenus informés de ce projet par I.D.V.

I.D.V., dans son communiqué, a indiqué son intention de rattrapper à ces majoritaires une partie importante de ses participations et a également indiqué qu'il entendait rester un investisseur minoritaire et ne souhaitait pas être impliqué dans la direction effective de Rémy Martin et de Cointreau.

L'objectif ainsi exprimé par le Groupe I.D.V. reçoit l'assentiment des actionnaires majoritaires de Rémy Martin et de Cointreau. Toutefois, les conditions dans lesquelles serait réalisé l'ensemble de cette opération doivent encore recevoir l'agrément de toutes les parties intéressées. Ces actionnaires majoritaires examinent actuellement ces conditions avec I.D.V.

Il convient de rappeler que le Groupe Cointreau entretient déjà, depuis plusieurs années, en Europe, avec I.D.V., des relations de coopération commerciale.

## RICOH

Rapport annuel de l'exercice clos au 31 mars 1989

Le rapport de l'exercice clos le 31 mars 1989 de la Société RICOH COMPANY LTD est mis gratuitement à la disposition de toute personne qui en fera la demande au :

CRÉDIT LYONNAIS  
Direction des Marchés Financiers  
« Actions »  
Secteur documentation, 2<sup>e</sup> étage  
19, boulevard des Capucins  
75002 PARIS

MEGÈVE  
MANÈGE

CEPT DE SÉJOUR HOTELIER

ambier hôtel de la chaîne Résidence

un très vaste choix de services et de prestations

à la carte ou forfaitaire, adaptés à vos besoins

et à votre budget. Nous vous proposons également

des services de location de matériel et de personnel

pour vous faciliter la tâche. Nous sommes à votre

disposition pour tous renseignements et réservations

au 01 47 00 00 00 ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

ou par téléphone au 01 47 00 00 00

ou par fax au 01 47 00 00 01

ou par e-mail à [info@megève-manège.com](mailto:info@megève-manège.com)

ou par internet à <http://www.megève-manège.com>

AU SOMMAIRE DE JANVIER

**Le Monde** DES PHILATELISTES

L'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Nouvel An : Jésus-Christ superstar.

● Les bilans philatéliques de l'année 1989.

● La nouvelle Marianne est arrivée.

● Cartes postales : les inondations de 1910.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu  
75000 Paris Cedex 02

### SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1989

	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS					SICAV TRÉSORERIE
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGFIMO	AGF FONCIER	AGF 9000	AGF ECU	AGF Interméd	AGF OBLIG	PHENIX Fin.	AGF Sécurité	
Orientation	Actions diverses	Actions diverses	Immobilier	Immobilier	Monnaie-CEA-PER	en ECU	Values étrangères	Long terme-PER	Court terme régulière	Court terme monétaire	
Nombre d'actions	1 655 186	1 286 248	5 215 524	703 769	6 099 639	132 530	2 441 054	576 071	1 768 669	54 783	
Actif net/action (F)	1 206,51	132,89	708,25	124,47	703,63	1 068,11	431,57	1 112,01	258,11	11 035,56	
Actif net total	1 996 993 962	172 254 328	3 693 900 642	87 593 357	4 291 674 893	141 577 932	1 053 492 375	640 594 453	456 505 333	604 560 891	
Répartition de l'actif en %											
Obligations françaises	14,46	12,66	17,97	17,62	20,52	46,40	44,66	56,85	39,17	62,43	
Obligations étrangères	0,15	-	0,17	-	-	42,39	29,55	-	2,21	-	
Actions françaises	28,28	53,05	60,23	46,55	68,68	-	11,19	8,64	6,11	4,63	
Actions étrangères	41,89	21,71	7,14	14,44	0,97	-	0,59	-	-	-	
Autres emplois	15,22	12,58	-	21,59	9,85	11,21	14,01	34,51	52,51	32,94	
Dividende distribué	33,13	2,80	25,98	0,75	16,60	69,07	24,69	68,88	19,90	692,16	
Net/Avoir fiscal	4,36	0,40	2,79	0,10	3,46	1,55	0,93	0,51	0,93	0,94	
Date de paiement	29-4-89	18-5-89	29-4-89	18-5-89	29-4-89	29-4-89	29-4-89	18-5-89	-	-	
Performance (*) depuis le 1-1-89	+ 16,81	+ 21,14	+ 20,01	+ 15,08	+ 24,32	+ 4,33	+ 6,59	+ 9,38	+ 7,92	+ 9,10	

(\*) Chiffres PARIBAS au 29-12-89 (dividende net réinvesti)

AU 30 DÉCEMBRE 1989, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 13,14 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, versements gratuits : Banque Générale du Philatélie, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-86-69-69.

An gachet des timbres et autres des Sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-32.







## BOURSE DU 18 JANVIER

PARIS :			
marché		(sélection)	
no	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
10	Lombard		150
10	Messageries Maritimes		217 50
10	Mines de Carmaux		245
10	Mines de la Loire		100
10	Mines de la Loire (Boul.)		201
10	Mines de la Loire (L.)	202	1200
10	Mines de la Loire (L.)	240	
10	Mines de la Loire (L.)		150
10	Mines de la Loire (L.)		500
10	Mines de la Loire (L.)		80
10	Mines de la Loire (L.)		600
10	Mines de la Loire (L.)		775
10	Mines de la Loire (L.)		350 50
10	Mines de la Loire (L.)		320
10	Mines de la Loire (L.)		241 50
10	Mines de la Loire (L.)		800
10	Mines de la Loire (L.)	271	310
10	Mines de la Loire (L.)		442
10	Mines de la Loire (L.)		540 50
10	Mines de la Loire (L.)		142
10	Mines de la Loire (L.)		222 10
10	Mines de la Loire (L.)		200
10	Mines de la Loire (L.)		232 50
10	Mines de la Loire (L.)		197
10	Mines de la Loire (L.)		405
10	Mines de la Loire (L.)		210
10	Mines de la Loire (L.)		110

négociables le 18 janvier 1980									
OPTIONS D'ACHAT					OPTIONS DE VENTE				
Mars					Mars				
Mois	Mois	Mois	Mois	Mois	Mois	Mois	Mois	Mois	Mois
0	37	62	37	-	-	-	-	-	-
1	11	22	70	-	-	-	-	-	-
2	98,26	-	-	-	-	-	-	-	-
3	13	-	11	-	-	-	-	-	-
4	4,26	8,50	11,50	-	-	-	-	-	-
5	24	-	4,50	-	-	-	-	-	-
6	9,50	-	14	-	-	-	-	-	-
7	63	-	10	-	-	-	-	-	-
8	22	-	55	-	-	-	-	-	-
9	-	91	19	-	-	-	-	-	-
10	70	-	45	-	-	-	-	-	-
11	19	-	-	-	-	-	-	-	-
12	185	-	20,50	-	-	-	-	-	-
13	28	-	-	-	-	-	-	-	-
14	16	-	-	-	-	-	-	-	-
15	1,26	4,50	-	-	-	-	-	-	-

MATIF			
Cotation au pourcentage du 15 janvier 1990			
7 424			
EQUIVALENCES			
Marché			Service
102,50	103,00		103,30
102,70	103,20		103,70
Options sur matif			
OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
Marché			Service
0,21	0,47	1,51	1,71

[illegible]

**INTERBANCAIRE DES DEVAL**

[illegible][illegible]

Comptant (selection)					SICAV (selection)					18/1						
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Frais incl.	Rachet net
Obligations					Etrangères											
Sup. 4.50 % 77	119 20	6 776			Magasin Unifié	150 50	187 20	Vent	1161 32	1123 24	France-Indes Suez	117 42	114 61	Paribas-Réale	178 13	175 82
4.50 % 76/78	80 25	5 391			Magasin S.A.	225	233 74	Waters S.A.	240 17	233 74	France-Indes	460 23	434 25	Paribas	701 71	681 27
10.20 % 76/78	100 87	4 034			Mathieu Part.	221	210	Paris de la Mer	606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034			Mathieu Part.	221	210		606 25	583 37	France-Indes	467 26	452 73	Paribas	287 31	269 62
12.25 % 76/78	100 85	4 034														

[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



## Islam et laïcité

De l'Oise  
au Cheshire...

Les trois adolescentes de confession islamique, qui ont été exclues définitivement du collège Louis-Pasteur à Noyon (Oise) pour avoir refusé de retirer leur foulard et d'assister à certains cours (le Monde du 19 janvier), seront inscrites d'office par l'inspection académique dans l'autre établissement de la ville, le collège Paul-Eluard, sous réserve qu'elles en acceptent le règlement intérieur. En cas d'écueil, d'autres propositions, comme les cours par correspondance ou l'inscription dans une école privée, pourraient être faites aux parents. Si ceux-ci n'en retiennent aucune, l'inspecteur d'académie, M. Jacques Marchal, envisagerait alors de « lancer des poursuites judiciaires pour non-fréquentation scolaire ».

L'Angleterre est, elle aussi, confrontée à une polémique sur le « foulard islamique », depuis que deux sœurs âgées de quatorze et quinze ans ont été exclues, pour une semaine, d'une école publique d'Altrincham, dans le Cheshire. Si le Daily Mail (populaire de droite) appuie la décision de la directrice de l'école, The Independent (modérée) estime que c'est au parent de « décider si leurs enfants doivent s'habiller conformément à certains principes religieux ».

## Elections syndicales dans la police

## La FASP obtient un siège chez les commissaires

Organisation dominante au sein de la hiérarchie policière, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHF) a perdu son monopole, jeudi 18 janvier, à l'occasion des élections professionnelles. Pour la première fois, une organisation concurrente, le Syndicat national des commissaires (SNC), membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a obtenu l'un des six sièges à la commission administrative paritaire.

Sur 2 006 électeurs - il y a en tout 2 200 commissaires de police mais les élèves et les commissaires stagiaires ne votent pas - il y a eu 1 593 votants (79,41 %) et 1 545 suffrages exprimés (77,01 %). Le SCHF a obtenu 1 284 voix, soit 83,1 % des suffrages exprimés ; le SNC-FASP 217 voix, soit 14,04 % et Force ouvrière 44 voix, soit 2,84 %. Ainsi le SCHF obtient cinq sièges mais en perd un au profit du SNC-FASP.

Créé en 1986, ce syndicat n'avait obtenu que 5,1 % des suffrages exprimés - et donc aucun siège - aux dernières élections professionnelles en 1987. Force ouvrière progresse légèrement par rapport à 1987 (1,68 %) mais reste très en deçà de son résultat aux

élections de 1984 (13,56 %). L'importante percée de la FASP le conforte dans son souci d'être la seule organisation syndicale policière à rassembler l'ensemble des corps, au-delà des divisions catégorielles, qu'il s'agisse des gardiens de la paix, des personnels administratifs, des inspecteurs ou des commissaires.

Toutefois, ce résultat est accueilli avec sérénité par le nouveau secrétaire général du SCHF, M. Jean-Pierre Havrin, qui a récemment repris en main une organisation par trop frileuse et conservatrice. « Nous nous attendions à ce résultat, nous n'avons rien de nouveau à déclarer », a-t-il déclaré. Il y a deux mois, cela aurait pu être bien pire. Vu les circonstances, c'est un bon résultat qui confirme notre position majoritaire. Mais les autres existent, c'est évident. Il va leur falloir maintenant participer à la défense du corps ».

Durant la campagne électorale, le SCHF avait reproché à la FASP de vouloir entamer « un processus de dispartition des commissaires de police, noyés dans un corps d'encadrement de 6 000 fonctionnaires ». Le SNC-FASP, réclamant comme toutes les organisations de la Féd-

ération une loi d'orientation réformant les corps et structures de la police nationale, estime nécessaire, en effet, un « élargissement de l'assise du corps des commissaires » avec la création de « passerelles intéressantes vers d'autres corps de la fonction publique, notamment territoriale ».

Pour M. Pierre Lascombes, secrétaire général du SNC-FASP, ce résultat signifie « la fin d'un monopole, une date historique pour le syndicalisme policier. La démocratie syndicale est gagnante : un courant progressiste et réformiste est désormais bien installé au sein du corps le plus fermé ». Secrétaire général de la FASP, M. Bernard Doleplace estime qu'avec ce résultat « pluraliste », il n'y a maintenant plus d'obstacle « pour mettre en place la réforme dans toutes les catégories. Le gouvernement ne pourra plus tergiverser. Révalorisation, rénovation, plus de conservatismisme : nous avons tenu le même discours auprès de tous nos collègues. Il fallait vérifier que ce discours marquait des points dans la hiérarchie policière. C'est fait ».

E. P.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Sweet homme

J'ai un bouquin épatant pour vous, là, les mecs. Vous allez bicher comme des bêtes. Homme, sweet homme, ça s'appelle. C'est une bosse à VSD, qui se roule à vos genoux. Allez, viens, aie pas peur, marche-nous dessus, piétine-nous, on attend que ça. On t'aime, on t'adore. T'es le plus beau, t'es le plus grand, quand t'es pas là, tu sais de quoi on cause entre nanas ? De toi, rien que de toi. C'est en parlant mec, je cite, que se bête la grande confraternité féminine.

Moi, quand j'ai lu ça, je me suis dit : Elle a peut-être raison, au fond. Non, c'est vrai, un petit garçon aurait jamais l'idée de confier son après-midi à son journal intime les palpitations d'amour de ses amours enfantines, tandis que les petites filles... Et, plus tard, les hommes ne passent pas les heures en consultation au téléphone avec leur père ou leur meilleur ami : Si elle m'appelle pas d'ici le fin du mois, ça veut dire quoi, tu crois ? Alors que nous...

Nous, quoi ? Est-ce qu'on ne pense vraiment qu'à eux, nous ? Pour en avoir le cœur net, je me suis livré à un minisondage auprès de mes copines

et de mes collègues de bureau. Voici, pêle-mêle, quelques réponses à ma question, une question simple et directe : Et avec ton Jules, ça va ? Où t'en es ?

— Mon Jules, quel Jules ? Ça va faire deux ans qu'on est plus ensemble. Il a été nommé à la Martinique, et bon... Tiens, à propos, il y a des chances pour que ça soit cette garce de Josette, et pas moi, qui succède à Crafoutnat. Là, ça me ferait mal, je vais te dire...

— Où j'en suis de mon Jules ? Page 204, au moment où il passe ses humeurs sur moi parce que sa shampoineuse lui bat froid. Je vois pas ce qu'il peut bien lui trouver, à cette pour. Elle est moche, elle est tarée, elle est lourde. Un boudin.

— Mon Jules ? Il refuse de payer pour l'ascenseur. Il préfère monter nos cinq étages à pied. Résultat, c'est encore sur moi que ça retombe, les charges. Et comme j'arrive pas à arracher une augmentation à ma chef de service... Elle est d'un chien, cette vache-là, je te raconte pas.

Pour la grande sororité féminine fondée sur le culte du mâle, on repassera, hein, Arnette !

## La grève des archéologues s'étend en province

## Les « fouilles de sauvetage » en péril

Les archéologues travaillant sur les fouilles de sauvetage sont en grève depuis le 16 janvier. Le mouvement s'étend en province. Ils ont occupé le 17 janvier les locaux de la sous-direction de l'archéologie à Paris, dont ils ont été expulsés jeudi, jour où ils ont occupé le chantier de fouilles du Carrousel.

La raison du mécontentement des archéologues a, paradoxalement, son origine dans le développement extrêmement rapide depuis une dizaine d'années de l'archéologie de sauvetage. Il n'y a pas si longtemps, les vestiges du passé découverts au cours de grands travaux d'aménagement (urbanisme, autoroutes, voies ferrées, etc.)

étaient bien dans les villes que dans les campagnes n'étaient guère, sauf exception, étudiés ou préservés. Or, dans tous les pays aussi anciennement peuplés que la France, on ne peut guère faire un trou ou un décapage plus ou moins profond sans trouver « quelque chose ».

Il n'est pas question de tout préserver, mais il faut au moins étudier ces vestiges. D'où le développement considérable de l'archéologie de sauvetage, avec ses coups et ses urgences, peu compatibles avec la lenteur des règles administratives. Dès 1974, le ministère des affaires culturelles a créé l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN, régie par la loi de 1901). Par l'AFAN transitent les crédits (69 millions de francs en 1988, mais seulement 33 millions de francs en 1984) donnés pour un tiers par l'Etat et le reste par les aménageurs. Par l'AFAN sont engagés, par contrats à durée déterminée, des personnels (un millier en 1988). Ainsi peut-on répondre aux besoins de l'archéologie de sauvetage avec rapidité et souplesse, tout en laissant à la sous-direction de l'archéologie la maîtrise des décisions et des réalisations des opérations de sauvetage.

Mais le fonctionnement de l'AFAN n'est pas tout à fait régulier dans le cadre du droit public. En outre, le système des contrats à durée déterminée (à 80 % pour moins de six mois) met en permanence les archéologues et autres personnels dans une situation précaire et incite rarement le temps nécessaire au travail d'après fouilles et à la publication des résultats.

Un comité interministériel (culture, finances, éducation nationale, intérieur, équipement, recherche) a étudié depuis septem-

bre 1989 un dispositif comprenant trois points principaux. • Création en cinq ans de deux cent cinquante « emplois spécifiques » permanents, pour lesquels des scientifiques et techniciens seront recrutés par concours. En revanche, les terrasseurs, conducteurs d'engins, etc., seront engagés par les aménageurs.

• Un plan de formation défini par les ministères de la culture, de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires étrangères sera mis sur pied très rapidement.

• Les dépenses des fouilles de sauvetage seront prises en charge par les aménageurs. Un projet de loi dans ce sens devrait être étudié par le gouvernement en mars et soumis au Parlement pendant la session de printemps.

Les archéologues grévistes ne sont pas du tout d'accord avec ce dispositif. Ils disent même n'avoir jamais été consultés, ce que dément le ministère. Les archéologues craignent que les aménageurs deviennent les vrais responsables des fouilles de sauvetage et que l'Etat se décharge ainsi sur ceux-ci de responsabilités qui lui appartiennent. D'ailleurs, disent-ils, le ministère de la culture a déjà passé des contrats directement avec des aménageurs en ignorant l'AFAN : avec les villes de Beaune et de Luxeuil ou avec des entreprises pour le château de Vincennes, entre autres. Et, du coup, on ne sait pas qui fouille. Pour les archéologues, il faut conserver l'AFAN, mais transformer une partie des contrats à durée indéterminée en contrats à durée déterminée.

M. Mouloud Hamrouche  
invité  
du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. Mouloud Hamrouche, chef de gouvernement algérien, sera Fluvité à Alger de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 21 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Hamrouche répondra aux questions de Jean-Pierre Lempérier et de Jean de la Courvière, du Monde, et de Pierre-Marie Christian et de Jean-Benoît Vio, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Masson.

LES ANTIQUAIRES  
A BALTARD  
19-22 Janvier  
tous les jours  
10h - 20h  
mardi 22h

3, rue Meyerbeer  
75042 PARIS CEDEX 09  
Tél. (1) 48.24.74.74

NOGENT SUR MARNE  
salle chauffée  
UNION DES ANTIQUAIRES DE FRANCE

UN MESSAGE FORMIDABLE ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN :

MAINTENANT,  
JE  
SOLDE !

Et je programme, pour votre plaisir  
TEMPÊTE SUR LA MODE  
ET OURAGAN SUR LES PRIX !  
POUR VOUS, DES AVANTAGES  
SPECTACULAIRES :  
► Suppression de tous les obstacles sur le chemin de la mode,  
► Les prix valent en éclat et ils baissent follement, ► Les plus illustres créations vous soutient ou coule. ► Chaque mètre de tissu superbe souffre à votre choix...  
...DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Haut-Karabakh : « Un point de vue azéri », par Urm El Bannine ; Parti communiste français : « A-t-il mérité cela ? », par Danielle Bleichtrach ; Bibliographie : « La force de convaincre », de Philippe Séguin, 2

Les affrontements au Caucase et l'évolution des pays de l'Est... 3, 4 et 5

L'arrestation du maire de Washington  
Pris en flagrant délit alors qu'il achetait de la drogue... 7

La mort de Charles Hernu  
Le problème de la succession du maire de Villeurbanne... 8

Congrès du FLNKS  
Le mouvement indépendantiste en quête de président et d'unité... 10

Les décrets sur la télévision  
Les chaînes privées accueillent favorablement les concessions du gouvernement... 10

Trois jours pour rien à l'AFP  
M. Jean-Louis Guillaud, actuel président de l'AFP, n'a pas été réélu par son conseil d'administration. Pour la première fois dans l'histoire de l'agence, le conseil supérieur a été saisi et doit proposer deux candidats pour un quatrième tour de scrutin... 10

Un beau théâtre à Bordeaux  
Le centre dramatique de Bordeaux est enfin dans ses murs, dans une belle salle inaugurée avec Roméo et Juliette dans l'adaptation de Jean Vauthier, mise en scène de Jean-Louis Thérin... 12

La grève dans les hôpitaux  
Un service minimum est assuré dans les services d'urgence des hôpitaux parisiens où les chefs de clinique et internes ont commencé une grève vendredi 19 janvier... 13

## SECTION B

## La mort de

Véronique Le Guen  
La spéléologue Veronique Le Guen, âgée de trente-trois ans, s'est donnée la mort... 13

Journal d'un amateur  
« Théâtre », par Philippe Boucher, 14

La criminalité à Paris  
Les crimes et les délits ont augmenté de 7 % en 1989 à Paris par rapport à l'an passé, selon le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe... 14

SANS VISA

Or et sang sur le Madra de Dios

La terrible vie des paysans de l'Amazonie péruvienne, victimes de la fièvre du métal jaune.  
• Escalas • Le semaine gourmande • Jeux... 17 à 20

Les footballeurs français au Koweït

Michel Platini compte sur ce séjour pour parfaire l'unité de son nouveau groupe avant les éliminatoires du championnat d'Europe 1992 et de la Coupe du monde 1994... 22

## SECTION C

Regroupement dans la pharmacie

Rhône-Poulenc rachète l'Américain Rorer grâce à une OPA amicale. 23

Affaires

La concurrence dans le transport aérien : le rachat d'UTA intervient dans un contexte de déréglementation mondiale ; une « réglementation » s'esquisse aux Etats-Unis... 26-27

## Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 24  
Carnet... 15  
Spectacles... 21  
Loto... 15  
Météorologie... 22  
Marchés financiers... 28-29  
Jeux... 20  
Radio-Télévision... 16  
Campus... 15  
Philatélie... 15

La télématique du Monde :  
3815 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 19 janvier 1990  
a été tiré à 584 135 exemplaires.

## EN BREF

■ Dix gendarmes blessés dans des affrontements avec des défenseurs de l'environnement. — Dix gendarmes ont été blessés, dont trois sérieusement, au cours des affrontements qui ont opposé, mercredi 17 janvier, au Bourg-d'Élé (Maine-et-Loire), les forces de l'ordre protégeant un convoi de l'ANDRA (Agence pour la gestion des déchets nucléaires) et les habitants du pays, opposés au projet d'installation d'une décharge souterraine.

■ Greenpeace prend en chasse un bateau-poubelle en mer du Nord. — Un bateau-poubelle appartenant à la National Power, compagnie britannique d'électricité (l'équivalent d'EDF), et qui s'apprêtait à déverser en mer du Nord des déchets de charbon a dû rebrousser chemin jeudi 18 janvier devant la détermination du navire de l'organisation internationale Greenpeace. Les écologistes veulent obliger la Grande-Bretagne à appliquer un accord des pays riverains de la mer du Nord de novembre 1987 stipulant que tout déversement de déchets doit cesser à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990. Or, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a déclaré récemment qu'il n'y avait pas pour la Grande-Bretagne d'autre solution que le déversement en mer et que, d'ailleurs, l'environnement n'était nullement menacé. — (AFP.)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 janvier

Légère baisse

Le mouvement de baisse enregistré de mardi, quasi ininterrompu durant toute la semaine, à l'exception de mercredi, s'est poursuivi vendredi. Dès les premiers échanges, l'indice CAC 40 perdait 0,17 %. En hausse, on notait Victoire (+ 5,8 %), Fichtel-Banche (+ 3,28 %) et UCB (+ 3,1 %).

BUCAREST  
WEEK-END  
1990 F

DES LE 19 JANVIER  
TOUS LES VENDREDIS (RETOUR LUNDI)

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :  
3, rue Meyerbeer  
75042 PARIS CEDEX 09  
Tél. (1) 48.24.74.74

VOYAGES  
UTA

LATREUIL  
SON SAVON  
GRAND TAILLEUR

Coupe « CRÉATION », 3 essayages  
en Janvier, le costume 6450 F

62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél. 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

Préservez votre dos fragile  
avec le sommier articulé à lattes de bois  
TIRELLI  
inclinaison tête et pied  
soutient bien  
la colonne vertébrale  
CAPELOU  
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43.57.45.35 • METRO PARENTIER

9790146004600 6.220